

A11F34
E88
1996/97
QL
P. gouv.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
ET QUESTIONS PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
ADRESSÉES AU
MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX RELATIONS AVEC LES CITOYENS
CHARGÉ DU SECRÉTARIAT À LA FAMILLE

SECRÉTARIAT À LA FAMILLE

AVRIL 1996

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
ET QUESTIONS PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
ADRESSÉES AU
MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX RELATIONS AVEC LES CITOYENS
CHARGÉ DU SECRÉTARIAT À LA FAMILLE**

SECRÉTARIAT À LA FAMILLE

AVRIL 1996

27 JAN 1997

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ADRESSÉE À TOUS

LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

SECRÉTARIAT À LA FAMILLE

MARS 1996

ÉTUDE DES CRÉDITS 1996-1997

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ADRESSÉE À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

NOTE: Cette demande de «renseignements généraux» s'adresse à tous les ministères et autres organismes tels les offices, régies, sociétés, conseils, secrétariats, commissions, les régies régionales de la santé et les commissions scolaires.

- 1 - Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire. ANNEXE 1
- 2 - Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) : ANNEXE 2
 - tirage;
 - coût;
 - distribution;
 - imprimeur;
 - copie des publications parues depuis le 1er avril 1995.
- 3 - Liste des voyages hors Québec depuis le 1er avril 1995 : ANNEXE 3
 - endroit et dates du départ et du retour;
 - but du voyage;
 - personnes rencontrées;
 - coût;
 - noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);
 - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
 - bilan et résultat des rencontres.
- 4 - Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels : ANNEXE 4
 - les sommes dépensées pour l'exercice financier 1995-1996 et les prévisions pour 1996-1997;
 - la ventilation des dépenses par type de média;
 - les noms des fournisseurs;
 - le but visé par chaque dépense.

- 5 - Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1995-1996 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent : ANNEXE 5

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat.

- 6 - Liste des études commandées durant l'exercice financier 1995-1996 à la demande du ministère ou de l'organisme : ANNEXE 6

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études.

- 7 - Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1er avril 1995 au 31 mars 1996 en indiquant : ANNEXE 7

- le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire ?);
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)

- 8 - Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1er avril 1995, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat. ANNEXE 8

- 9 - Le montant, pour l'année 1995-1996, de chacune des dépenses suivantes : ANNEXE 9

- la photocopie;
- la télécopie (*fax*), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
- distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;

- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement:
a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.

10 - La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun : ANNEXE 10

- le marque et le modèle du véhicule;
- le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;
- les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
- les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation)
- le nom et le poste du bénéficiaire;
- appels d'offres faits en 1995-1996 et les prévisions pour 1996-1997.

11 - Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1995-96 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations? ANNEXE 11

- Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporations professionnelles (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle)?

12 - Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) pour 1995-1996 ainsi que les prévisions pour 1996-1997. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. ANNEXE 12

13 - À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1995-1996) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) ANNEXE 13

- a) Nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- b) Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- c) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

14 - Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1993-1994 :

ANNEXE 14

- a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)
- b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- d) Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- f) Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

15 - La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

ANNEXE 15

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1995-1996, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée et la copie du bail.

16 - Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1995-1996 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

ANNEXE 16

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;

- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1995-1996, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée et la copie du bail.

17 - La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1995-1996 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :

ANNEXE 17

- le nom de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire ?);
- le mandat et le résultat du contrat;
- la durée du contrat;
- le coût du contrat;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

18 - La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1995-1996 en indiquant :

ANNEXE 18

- a) la tarification pour chacun des droits et permis perçus;
- b) le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;
- c) pour l'année 1996-1997, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.

19 - a) Liste du personnel du cabinet du ministre en 1995-1996 en indiquant pour chaque individu :

ANNEXE 19

- la date de l'entrée en fonction;
- la date du départ, s'il y a lieu;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- la classification;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- le montant total des indemnités de départ versées;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique.

b) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1995-1996.

c) Le nombre total d'employés au cabinet.

- 20 - a) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1995-1996 en indiquant pour chaque individu : ANNEXE 20

- la date de l'entrée en fonction;
- la date du départ, s'il y a lieu;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- la classification;
- le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;

- b) Le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice 1995-1996.

- c) Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.

- 21 - Liste des sommes d'argent versées en 1995-1996 à même le budget discrétionnaire du : a) ministre b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant: ANNEXE 21

- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

- 22 - Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1995-1996. ANNEXE 22

- 23 - La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1995-1996 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention. ANNEXE 23

- 24 - Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du Grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction. ANNEXE 24

- 25 - Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités référendaires ou préréférendaires, en indiquant : ANNEXE 25

- le poste occupé;
- le port d'attache;
- le salaire ou honoraires;
- la durée et la nature du mandat ou du contrat;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de repas.

26 - Liste du personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique:

ANNEXE 26

- la masse salariale prévue à cet effet;
- le nombre de jours par employé prévus.

27 - Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

ANNEXE 27

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- date de la mise en disponibilité.

28 - Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

ANNEXE 28

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;

29 - La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

ANNEXE 29

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

30 - La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

ANNEXE 30

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

31 - Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied : ANNEXE 31

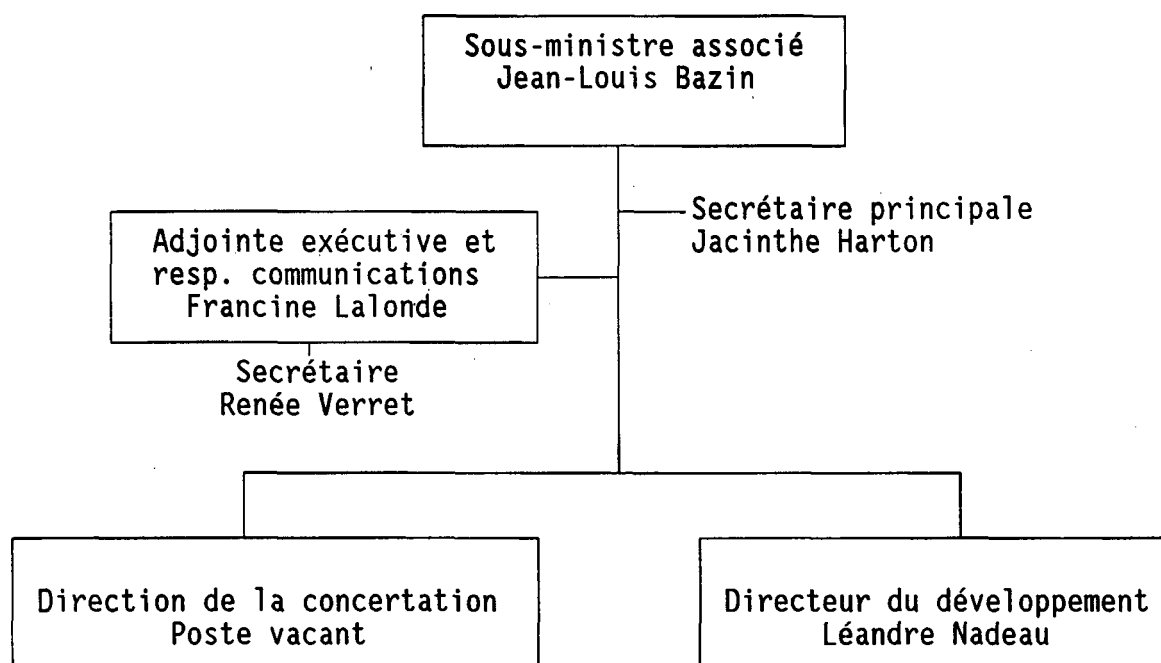
- salaire;
- date du changement;
- primes de séparation;
- assignation initiale;
- assignation actuelle.

32 - Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant : ANNEXE 32

- salaire de la personne;
- montant reçu du régime de retraite.

1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire

ORGANIGRAMME
SECRÉTARIAT A LA FAMILLE



Agents et agentes de recherche :

Gilles Meunier
Odette Michaud
Francine Samson
Richard Chabot

Secrétaire :

Diane Dupuis

Agents et agente de recherche :

François Beaudoin
Pierre Croisetière
Paul Marchand
Jacinte Roberge
Laurent Roy

Secrétaire :

Chantal Leclerc

Le 18 mars 1996

2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

- tirage;
- coût;
- distribution;
- imprimeur;
- copie des publications parues depuis le 1^{er} avril 1995.

Titre : Carnet de famille

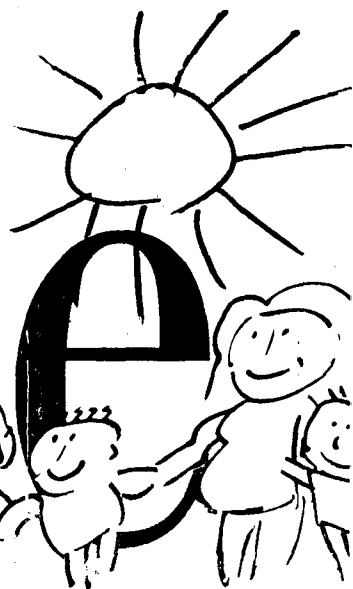
Tirage : 6 500 exemplaires

Coût : environ 2 800 \$ par numéro
publié 4 fois l'an

Distribution : gratuite
institutionnel : secteurs public et
parapublic, organismes familiaux
bureaux de comté des députés
médias
événements publics : salons, congrès,
etc.
grand public

Imprimeur : variable (appel d'offres à chaque tirage)

Voir la copie de chaque numéro paru depuis avril 1995 dans les pages suivantes.

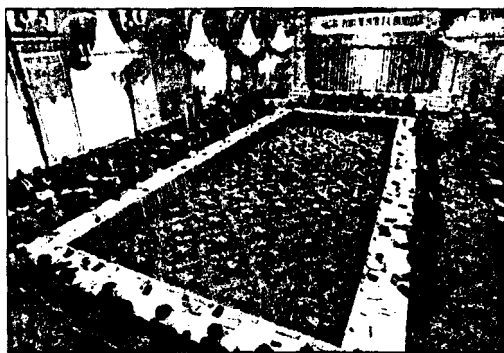


LE FORUM SUR LA FAMILLE : ADOPTION D'UN NOUVEAU PACTE SOCIAL POUR LES FAMILLES

Lors du Forum sur la famille qui se tenait à Québec les 22 et 23 février dernier, 65 partenaires socio-économiques, dont 44 organismes de secteurs non gouvernementaux, ont fait connaître les quelque 350 engagements qu'ils entendent réaliser au cours des trois prochaines années. Ces engagements constituent le 3^e plan d'action en matière familiale couvrant la période de 1995 à 1997.

Pour la première fois, un nombre impressionnant d'organismes privés et publics ont travaillé ensemble à l'élaboration d'un plan d'action qui n'est pas seulement gouvernemental comme les deux plans d'action précédents, mais véritablement un pacte social en faveur des familles.

L'Année internationale de la famille s'est avérée un contexte des plus favorables pour mobiliser ces partenaires au sein de six tables sectorielles de travail, soit : le mouvement familial, le monde municipal, le monde du travail, le réseau de l'éducation, le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau gouvernemental.



Les engagements des partenaires s'inscrivent dans les quatre grands thèmes qui ont été retenus comme orientation, soit : la prévention, la conciliation travail-famille, le soutien financier aux familles et le milieu de vie des familles.

La réalisation de ces engagements vise l'amélioration des conditions de vie des familles québécoises. Par

ailleurs, bon nombre d'engagements répondent à des problématiques particulières de certains groupes de familles : familles défavorisées qui ont des enfants d'âge préscolaire, familles immigrantes ou issues des communautés culturelles, familles où vit une personne handicapée et familles autochtones. La majeure partie des engagements est d'ordre national alors qu'un certain nombre est d'ordre plus local ou régional.

Au terme de ce Forum présidé par la ministre responsable de la Famille, madame Pauline Marois, et auquel assistaient près de 200 personnes, les partenaires se sont entendus pour maintenir cette collaboration en adoptant un mécanisme de suivi pour s'assurer de la réalisation de tous les engagements.

COMPORTEMENT MATRIMONIAL DIFFÉRENT DES QUÉBÉCOIS ET DES QUÉBÉCOISES

La nuptialité au Québec a chuté de 33 % au cours de la dernière décennie selon Statistique Canada (*Un portrait des familles au Canada*, no 89-523F). Le Québec connaît le taux de nuptialité le plus faible au pays.

C'est un fait bien connu que la nuptialité chute depuis deux décennies, mais d'une façon particulièrement accélérée depuis une dizaine d'années. Le Canada, ainsi que la majorité des pays développés, n'a pas échappé à ces baisses, mais le déclin des indices n'a pas été aussi prononcé qu'au Québec. On peut même dire que, parmi les pays dont on connaît les statistiques de nuptialité, aucun n'affiche actuellement des taux aussi faibles que ceux du Québec.

Au Québec, 90 % des gens se mariaient au début des années 1970 alors que c'est actuellement le cas de 40 % seulement. Cela signifie que si les tendances se maintiennent, 60 % des jeunes adultes ne se marieront jamais. Au Canada par ailleurs, un peu plus de 60 % des adultes se marient. Ajoutons encore que parmi les provinces canadiennes, le Québec détient le record des unions libres et des divorces. Il connaît aussi l'un des taux de natalité les plus faibles parmi les provinces canadiennes. Il s'agit là d'un ensemble de comportements démographiques où le Québec se singularise du reste du Canada et même de plusieurs pays industrialisés. On n'a pas d'explications évidentes qui permettraient de comprendre les comportements différentiels des Québécois. Le Secrétariat à la famille entend bien cependant en faire une de ses préoccupations de recherche au cours des prochaines années.

FAMILLES ET IMMIGRATION AU QUÉBEC

À l'occasion de l'Année internationale de la famille, le ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles (MAIICC) a mis en relief certains aspects ethnoculturels des familles du Québec, en publiant notamment un dépliant présentant quelques indicateurs sur les familles. Il fait état des familles biparentales et monoparentales du Québec selon que les parents soient nés au pays ou à l'étranger. On y distingue trois types de familles : immigrées, mixtes et natives.

Tout en permettant de visualiser l'importance et la spécificité des familles immigrées, on y dresse un tableau comparatif de la répartition territoriale et de la situation sociale des différents types de familles.



Le document met en évidence la présence de plus en plus importante des familles mixtes, c'est-à-dire celles dont l'un ou l'autre des parents est né à l'étranger et fait ressortir, entre autres, des indicateurs touchant la fécondité, la présence d'enfants à la maison, les connaissances linguistiques des parents, la participation des mères au marché du travail, le revenu familial.

Premier dans son genre, ce document se veut un outil d'information d'accès facile pouvant répondre tant aux besoins des utilisateurs oeuvrant dans divers secteurs intéressés à la famille et à l'immigration qu'au public en général. Vous pouvez vous le procurer en vous adressant à la Direction des communications du MAIICC au numéro (514) 873-4546.

UN TRIBUNAL INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS : UN PAS EN AVANT POUR LA CAUSE DES JEUNES

Dès ce printemps, le Tribunal international des droits des enfants débutera ses opérations à Montréal. Rappelons que c'est le 21 novembre dernier que Mme la juge Andrée Ruffo, de la Chambre de la jeunesse, Cour du Québec, et M. Bernard Kouchner, ex-ministre français à l'Action humanitaire et l'un des fondateurs de Médecins sans frontières, annonçaient la création d'un «Bureau» à cet effet, qui aura notamment pour fonctions de veiller au volet administratif et à la mise en place du Tribunal.

Le Tribunal vise à développer une volonté commune d'assurer à chaque enfant le respect de ses droits, en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant (adoptée en 1989 par l'Organisation des Nations Unies et ratifiée par plus de 150 pays), à se doter de moyens pour y parvenir et à rendre publique, via les médias, toute situation qui contribue à entretenir la souffrance des enfants.

Cinq juges, choisis parmi des juristes de renommée internationale, constituent le Banc.

Les jugements et recommandations du Tribunal ont pour but :

- de sensibiliser le public en général et les gouvernements, aux situations inacceptables dans lesquelles se trouvent les enfants à travers le monde;
- d'encourager les gouvernements, les organisations non gouvernementales et le public à améliorer le sort des enfants;
- d'inciter les gouvernements à implanter et à respecter la Convention relative aux droits de l'enfant.

Le Tribunal ne souhaite recevoir aucune aide financière des Nations Unies ni d'aucun gouvernement; il compte sur l'appui des entreprises du secteur privé, des fondations, des

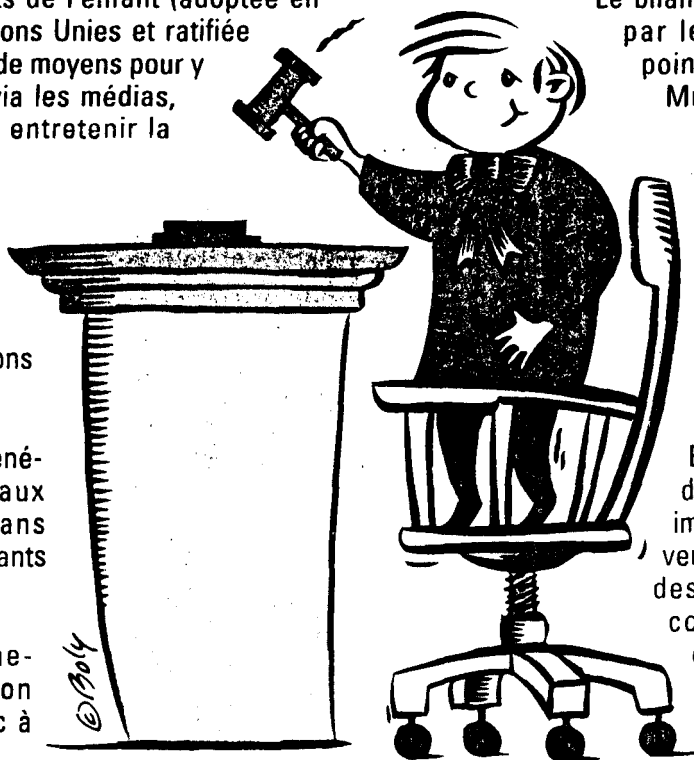
organisations non gouvernementales et des citoyens du monde entier. Afin de pourvoir à ses besoins financiers, une fondation sera chargée de recueillir les fonds nécessaires à travers le monde.

Des enquêteurs qualifiés auront pour mandat d'étudier la situation des enfants et de constituer des dossiers. Ces derniers seront ensuite remis à une division juridique qui pourra alors saisir le Tribunal lorsque les droits des enfants ne sont pas respectés en regard de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Le bilan de la situation des enfants de par le monde semble, à bien des points de vue, très sombre. Selon Mme Ruffo, ce bilan est pour le moins accablant : 100 millions d'enfants itinérants, 14 millions d'enfants victimes des guerres, de la maladie et de la faim; centaines de milliers d'enfants forcés à se prostituer; enfants victimes de prélèvements d'organes, esclavage, etc.

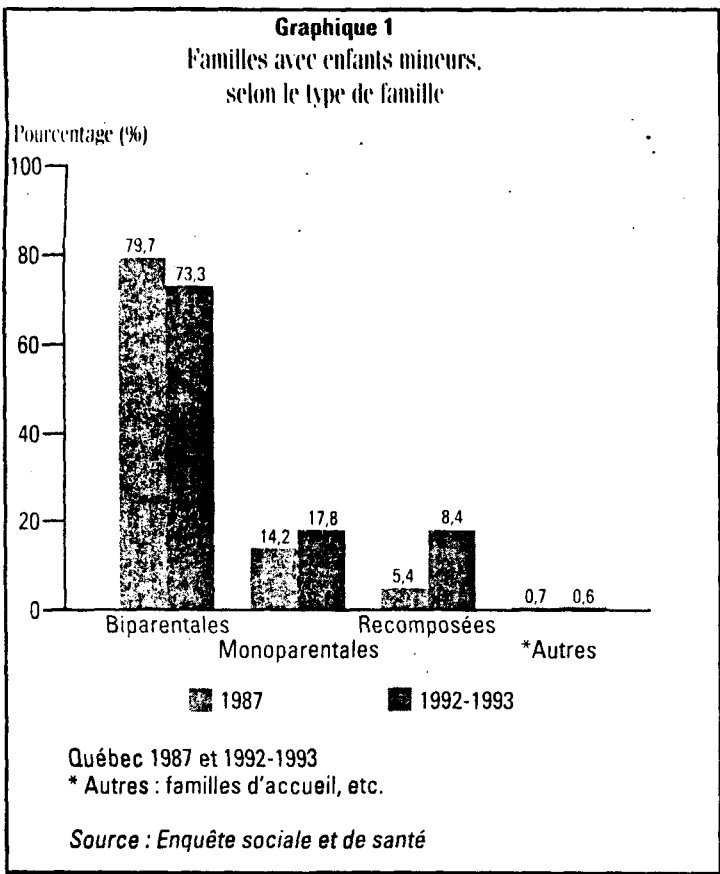
Bien que les décisions que rendra le Tribunal n'aient qu'un impact «moral» sur les États souverains concernés, la médiatisation des abus ou des crimes commis contre les enfants sensibilisera davantage la communauté internationale sur le sort réservé dans certaines parties du monde à ces êtres vulnérables.

De plus, le Tribunal pourra faire les représentations requises auprès des autorités judiciaires des pays concernés. Ces dernières pourront alors décider elles-mêmes de s'en saisir afin de faire appliquer, sur leur territoire, les principes de la Convention relative aux droits des enfants à laquelle ils ont préalablement adhéré.



LA COMPOSITION DES FAMILLES QUÉBÉCOISES

Entre 1987 et 1993, on observe une diminution significative de la part occupée par les familles biparentales intactes (80 % à 73 %) dans l'ensemble des familles. Ces familles sont constituées de couples vivant avec leurs propres enfants alors que les familles recomposées s'en distinguent par la présence d'au moins un enfant issu d'une union antérieure. Les familles monoparentales se caractérisent, quant à elles, par la présence d'un seul parent. La diminution de la proportion des familles biparentales intactes s'accompagne d'une augmentation des familles monoparentales (14 % à 18 %) et des familles recomposées (5 % à 8 %) (graphique 1).



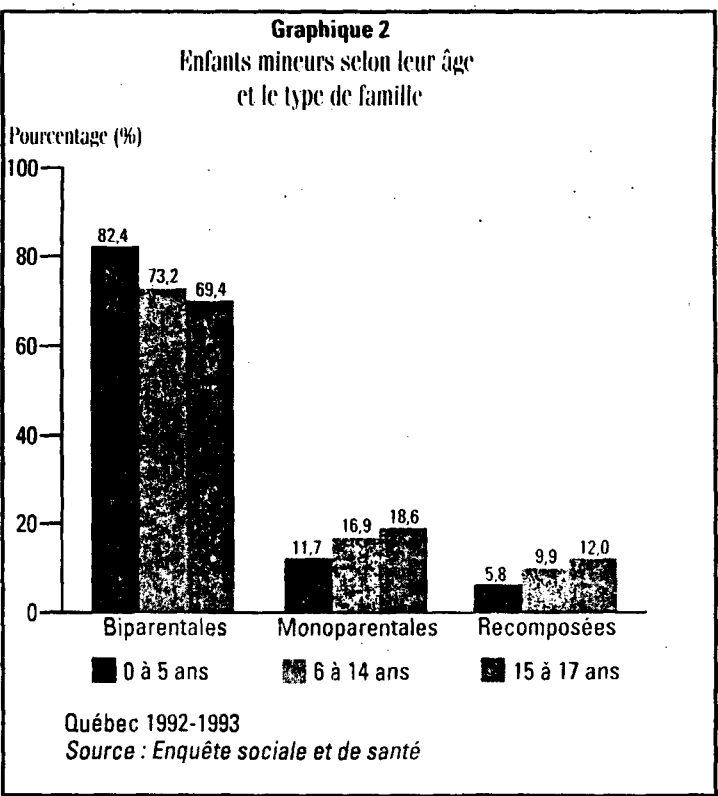
Ce sont là les principales données en regard de la composition des familles québécoises contenues dans l'Enquête sociale et de santé réalisée par Santé Québec d'abord en 1987, puis en 1992-1993. Grâce à une méthodologie

originale, cette enquête permet notamment de distinguer les familles recomposées des familles biparentales intactes.

Plus généralement, la famille y est définie comme étant tout ménage unifamilial où vivent un ou des parents ayant un ou des enfants de moins de 18 ans. Compte tenu de la définition particulière de la famille retenue par l'Enquête sociale et de santé, il est possible que la répartition des types de famille diffère des données du recensement canadien.

La plupart des familles québécoises ayant des enfants mineurs comptent, parmi leurs enfants, un (44 %) ou deux (41 %) enfants de moins de 18 ans. Une famille sur sept (15 %) compte trois enfants mineurs ou plus.

La proportion des enfants vivant en famille biparentale diminue avec l'âge. C'est ainsi que 82,4 % des enfants de moins de 5 ans vivent dans une famille biparentale intacte comparativement à 73,2 % des enfants de 6 à 14 ans et à 69,4 % des 15 à 17 ans. On retrouve la situation inverse pour ce qui est des familles monoparentales et des familles recomposées (graphique 2).



On peut se procurer les faits saillants de l'Enquête sociale et de santé au bureau de Santé Québec, 600 boulevard René-Lévesque Ouest, 10^e étage, Montréal (Québec) H3B 1N4, au numéro de téléphone (514) 873-4749.

LANCEMENT D'UNE INITIATIVE IMPORTANTE VISANT À STIMULER LE SOUTIEN ET LA DIFFUSION DE LA RECHERCHE SUR LA FAMILLE

A l'occasion du lancement des Actes du deuxième symposium de recherche sur la famille de l'automne dernier, le président du Conseil d'orientation et de coordination de recherche sur la famille du Québec, M. Guymond Cliche et Mme Christine Martel, présidente directrice générale du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche ont annoncé la mise sur pied de l'Action concertée pour le soutien et la diffusion de la recherche sur la famille.

Outre le Secrétariat à la famille et le Fonds FCAR, cette entente compte les partenaires suivants : les Centres jeunesse Mauricie-Bois-Francs, le Conseil de la famille, le Mouvement Desjardins et la Fondation Monseigneur Bourgeois. Appelée «Action concertée pour le soutien et la diffusion de la recherche sur la famille», cette entente unique au Québec prévoit une enveloppe budgétaire de 375 000 \$ pour les deux prochaines années.

Mme Christine Martel a souligné les efforts soutenus de l'ensemble des partenaires dans ce dossier. Par ailleurs, elle a expliqué l'engagement de son organisme en ces termes : «Par le lancement de cette action concertée, la famille devient une thématique de recherche privilégiée au Québec. Nous sommes heureux de contribuer à son développement. L'«Action concertée» vise à encourager les

chercheurs issus de diverses disciplines à travailler sur ce thème.»

Pour le Mouvement Desjardins, représenté par M. Robert O'Farrell, président de la Fédération des caisses populaires Desjardins du Centre du Québec, l'implication dans ce domaine demeure une priorité pour son organisme, particulièrement au niveau de la diffusion des résultats des recherches sur la famille.

Rappelons que le principal objectif de l'«Action concertée» consiste à promouvoir auprès des chercheurs québécois le domaine de la recherche sur la famille. On veut donc ainsi augmenter le potentiel de recherche dans ce domaine, favoriser la concertation entre les chercheurs, entre autres, par la formation d'un réseau québécois de recherche sur la famille et enfin, stimuler la diffusion des connaissances dans ce domaine et encourager leur utilisation dans tous les secteurs concernés.

Cette réalisation fait suite à l'engagement pris par le Secrétariat à la famille dans le cadre du 2^e plan d'action (mesure 81 : Promouvoir la mise sur pied d'un mécanisme de liaison entre les chercheurs, les intervenants et les organismes familiaux en matière de recherche sur la famille.).

AS-TU FAIT TES DEVOIRS?

A s-tu fait tes devoirs? est un document de sensibilisation destiné aux parents des élèves qui fréquentent les écoles primaires et secondaires. Cette vidéocassette dévoile les tensions que peuvent vivre les parents et leurs enfants dans la communication autour des travaux scolaires et propose un ensemble de solutions qui visent à aider et à faciliter le travail des parents dans cette tâche.

Par le biais d'une dramatique, une famille illustre, sur un ton parfois humoristique, l'aventure incontournable de la période des devoirs à la maison. La partie documentaire nous permet quant à elle de rencontrer des parents ainsi que des intervenants du milieu scolaire qui confient leur expérience et leurs précieux conseils.

Ce document audiovisuel peut servir d'amorce à une discussion lors d'une rencontre de parents. Il peut également servir

de support d'animation dans une bibliothèque publique, lors de discussions sur le thème de la motivation de l'enfant à l'école et ses travaux scolaires. Un cahier d'accompagnement facilite la tâche aux animateurs et animatrices.

Cette vidéocassette d'une durée de 33 min 20 s peut également être utile aux enseignants qui pourront la prêter à un parent dont l'enfant a des problèmes avec ses travaux scolaires.

La réalisation de cette production s'inscrit dans le cadre du deuxième plan d'action en matière de politique familiale *Familles en tête*. Il s'agit d'une mesure (#20) proposée par le ministère de l'Éducation du Québec.

Coût : 40 \$ plus les frais d'expédition (3 \$), plus la T.P.S. et la T.V.Q. pour un total de 49,70 \$. Pour en obtenir une copie, il faut s'adresser à la CAPAV, 2672, Route 117, C.P. 330, Mont-Rolland (Québec) J0R 1G0, téléphone : (514) 229-7627, télécopieur : (514) 229-8131.

LA SEMAINE QUÉBÉCOISE DE LA FAMILLE SE TIENDRA DORÉNAVANT AU PRINTEMPS

Le 6 février 1995, le Comité québécois de la Semaine nationale de la famille (CQSNF) prenait une décision importante pour l'avenir de cet événement en optant pour que la Semaine québécoise de la famille se tienne dorénavant au printemps, plutôt qu'à l'automne.

Le motif principal du changement proposé repose sur la promulgation de la Journée internationale de la famille par l'Organisation des Nations Unies, le 15 mai de chaque année. Cette action de l'ONU représente un événement incontournable dans le champ de la promotion de la famille. Le Comité québécois a décidé d'en tenir compte. C'est ainsi qu'il souhaite regrouper les efforts communs en matière de promotion de la famille autour d'un seul événement annuel englobant la Journée internationale de la famille.

La Journée internationale de la famille du 15 mai sera dorénavant au coeur de la Semaine québécoise de la famille. Celle-ci commencera toujours le lundi pour se terminer le dimanche suivant.

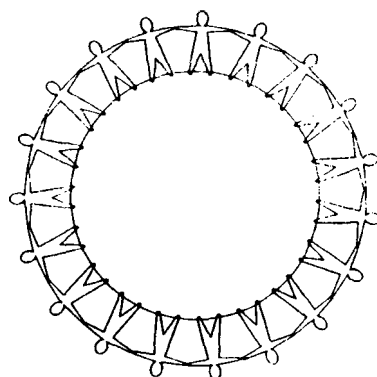
Il n'y aura pas de Semaine québécoise de la famille en mai 1995, compte tenu du fait que cette période est trop rapprochée de l'événement célébré en octobre dernier. Le CQSNF profitera de la période du 15 mai 1995 pour annoncer largement au public cette future position que la Semaine québécoise de la famille occupera en 1996.

Le thème proposé pour mai 1996 vise **«les jeunes familles au coeur des relations entre les générations»**. Il complètera ainsi la thématique triennale «des relations entre les générations : ressources et responsabilités».

Pour de plus amples renseignements, vous pouvez rejoindre M. Richard Martin à l'adresse suivante : Comité de la Semaine québécoise de la famille, 10 888 rue Berri, Montréal (Québec) H3L 2H5, téléphone : (514) 938-2001, télécopieur : (514) 382-4075.

L'ANNÉE INTERNATIONALE POUR LA TOLÉRANCE

À l'initiative de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré 1995 «Année des Nations Unies pour la tolérance». Ce thème a été choisi parce que la tolérance est un facteur essentiel de paix dans le monde. Ce terme signifie essentiellement : «admettre chez autrui des manières d'être, de penser et d'agir différentes de celles qu'on adopte soi-même et respecter la liberté d'autrui en matière de religion, d'opinions philosophiques et politiques». Il s'agit donc d'une ouverture et d'une acceptation de l'autre dans ses différences : des différences individuelles, de la diversité culturelle, de l'ouverture à d'autres pensées, conceptions, réalités, situations et modes de vie.



1995
Année des Nations Unies
pour la tolérance

Par ailleurs, le concept de tolérance ne doit référer ni à la complaisance, ni à l'acceptation de comportements extrémistes, outranciers ou irrespectueux de la réalité ou de la liberté de l'autre. La tolérance doit donc devenir une attitude basée sur des valeurs de respect, d'ouverture et de responsabilité. Au Québec, on parle parfois de «tolérance zéro» pour marquer notre volonté d'éliminer diverses situations d'inégalité, d'inadaptation, d'iniquité, de négligence, d'abus et d'injustice.

Pour être efficace, ce principe de tolérance doit s'allier à certaines actions, notamment la non-violence, la lutte aux multiples formes de discrimination (contre les immigrés, les minorités, les autochtones et les personnes handicapées).

Dans le cadre du 3^e plan d'action des partenaires en matière familiale, plusieurs engagements, non seulement de ministères et organismes gouvernementaux mais également des autres secteurs, contribueront aux objectifs visés par l'Année internationale pour la tolérance.

VOTRE ORGANISME A-T-IL DES RÉALISATIONS À SOUMETTRE POUR LES PRIX DE LA FAMILLE 1995?

L'Année internationale de la famille a été l'occasion, pour les organismes communautaires et familiaux, de lancer plusieurs initiatives de soutien aux familles. Ces actions ne méritent-elles pas maintenant une reconnaissance publique?

Pour une quatorzième année consécutive, la Fédération des unions de familles, en collaboration avec la Confédération des caisses populaires Desjardins, remettra ses Prix de la famille dans les catégories suivantes : **Famille, personne ou organisme, Municipalités** (moins de 10 000 habitants et plus de 10 000 habitants) et **Entreprises** (PME et grandes entreprises). Ces prix visent à souligner les réalisations qui contribuent à améliorer la qualité de vie des familles.

En plus d'une reconnaissance publique de leur geste, les lauréats reçoivent une oeuvre d'art. Le récipiendaire de la **catégorie Famille, personne ou organisme** reçoit également une bourse de 2 000 \$.

Le jury, composé de neuf personnes venant de divers milieux, attribuera les Prix de la famille 1995 à :

- des initiatives comportant des applications facilement réalisables ailleurs;
- des expériences témoignant d'un esprit de solidarité;
- des actions démontrant une certaine stabilité et une portée prospective.

Parmi les réalisations admissibles aux prix, citons : la création de maisons de la famille, des services d'aide aux parents, des horaires d'activités municipales adaptés aux besoins des familles, des services de garde en milieu de travail et des congés parentaux.

L'an dernier, le **Prix Famille, personne ou organisme** a été remporté par l'organisme La Source qui, depuis 16 ans, apporte un soutien exceptionnel aux familles monoparentales de son milieu et qui a récemment mis en place un «programme de formation préventif et éducatif en médiation communautaire» à l'intention des familles recomposées. Une mention a également été accordée, dans la même catégorie, aux Soeurs de la Miséricorde qui travaillent auprès des mères célibataires et de leurs enfants, depuis de nombreuses années.



Le formulaire de mise en candidature des Prix de la famille 1995 est actuellement disponible à la Fédération des unions de familles et la date limite pour soumettre une candidature est le 10 avril 1995. Votre candidature est attendue avec impatience! Pour de plus amples informations : (514) 288-5712.

LES FAMILLES RECOMPOSÉES

Le Conseil de la famille conjointement avec le Secrétariat à la famille et la Banque nationale viennent de rendre public **L'art de mieux vivre une recomposition familiale**, un guide d'accompagnement pour les familles recomposées. D'une vingtaine de pages, cette brochure contient des conseils et des conditions de succès pour ce type de familles de plus en plus nombreuses.





À l'agenda

Le Secrétariat à la famille sera présent au Salon de la maternité et de la paternité qui se tiendra **du 6 au 9 avril** prochain à l'Hôtel Bonaventure à Montréal.

Les 26, 27 et 28 mai prochain, la Fédération des comités de parents de la province de Québec, tiendra son congrès annuel sous le thème «Ensemble – Défi avenir – XXI^e siècle», au Pavillon De Koninck à l'Université Laval. Le Secrétariat à la famille y animera un stand d'exposition.

Les 25, 26 et 27 octobre 1995 se tiendra le 3^e Symposium québécois de recherche sur la famille à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Cet événement comprendra la présentation de travaux scientifiques, de sessions d'information et d'ateliers visant à favoriser les échanges entre chercheurs et milieux intéressés au domaine de la famille. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec M. Gilles Barbeau au numéro (819) 373-3300.

PARUTIONS RÉCENTES

- Le Secrétariat à la famille vient de rééditer sa brochure intitulée **Familles québécoises, aide financière en 1995**.
- La Fédération de l'Âge d'Or du Québec, dans le cadre de son projet **Complices en action!** a rendu public le **Guide de l'intergénération**. Il s'agit entre autres d'un répertoire des initiatives des aînés présentant un caractère de permanence ou de régularité et visant le développement de la solidarité intergénérationnelle dans les champs d'intervention suivants : la famille, l'éducation, le travail et la vie communautaire. La description de ces projets est suivie des références nécessaires si l'on veut obtenir des informations additionnelles. On trouvera également dans ce guide, plusieurs témoignages de gens de tous les âges qui ont vécu l'expérience de projets intergénérationnels et cela, que ce soit à titre de participants, de bénéficiaires ou d'intervenants. Pour obtenir des copies du **Guide de l'intergénération**, vous pouvez communiquer avec la FADOQ au numéro de téléphone (514) 252-3017 ou par télécopieur au numéro (514) 252-3154.
- La Centrale de l'enseignement du Québec a rendu public à l'automne dernier un cahier pédagogique dans

le cadre de l'Année internationale de la famille, cahier intitulé **Parle-moi de chez toi**. Ce document contient entre autres des fiches présentant des projets de réflexion sur la famille à réaliser avec des enfants ou des adolescents et adolescentes. Il contient également des projets destinés à des adultes intéressés : jeunesse étudiante au niveau collégial ou universitaire, parents, personnel enseignant ou autres types d'intervenants et intervenantes.

- Deux outils éducatifs innovateurs pour les parents... et les enfants ont été mis sur le marché récemment au bénéfice de toute la famille. Il s'agit du **Tableau de motivation** et du **Contrat des gagnants** conçus par une jeune entreprise québécoise, les Productions Périrap, et disponibles au prix régulier de 9,95 \$ dans toutes les bonnes librairies. Ce sont des outils pratiques (tableaux plastifiés incluant un stylo à encre délébile ou autocollants) pour les parents qui veulent inculquer à leurs enfants, les principes de respect de soi et d'autrui, d'autonomie, de persévérance et d'engagement, notamment à l'égard des tâches domestiques, des devoirs et leçons, des mesures d'hygiène, des pratiques de piano, etc.

Le Carnet de famille est un bulletin publié quatre fois par année par le Secrétariat à la famille.

Pour un abonnement ou un changement d'adresse :

Secrétariat à la famille, 875, Grande Allée Est, bureau 3.300, Québec (Québec) G1R 4Y8

Téléphone : (418) 643-6414 • Télécopieur : (418) 528-2009

Comité de direction

Secrétaire général associé : Jean-Louis Bazin • Adjointe exécutive : Francine Lalonde

Directrice de la concertation : Diane Gagnon • Directeur du développement : Léandre Nadeau

Responsable du bulletin : Francine Lalonde • Collaboration : François Beaudoin, Michel Bernier, Madeleine Gagné, Léandre Nadeau, Laurent Roy, Francine Samson

Production : Direction des communications du ministère du Conseil exécutif

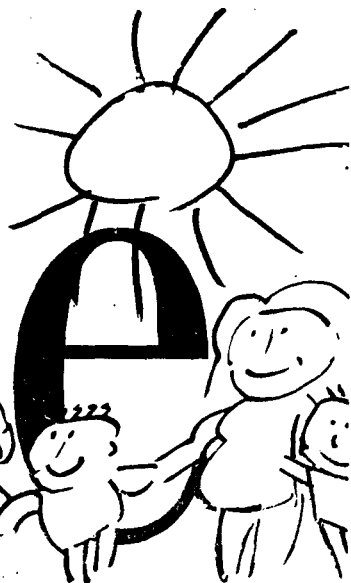
Conception graphique : Propage communications graphiques inc.

Impression : Impressions Piché



Toute reproduction avec mention de la source est autorisée
Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 1995
ISSN 1192 - 1995





NOUVELLE LOI FACILITANT LE PAIEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES

Le débat qui s'est tenu à l'Assemblée nationale sur le projet de loi concernant la perception « automatique » des pensions alimentaires est maintenant clos. Le projet de loi, sanctionné le 16 mai dernier, a reçu l'assentiment des parlementaires à l'unanimité.

Dans ses grandes lignes, la loi prévoit qu'un débiteur alimentaire doit désormais verser, au ministre du Revenu, la pension au bénéfice du créancier alimentaire. Deux modes de perception de la pension alimentaire seront appliqués selon que le travailleur soit salarié ou non.

La perception des pensions des travailleurs salariés se fera automatiquement à la source. Ces derniers bénéficieront toutefois, sur demande conjointe des parties et en l'absence d'arrérages, lors de l'ordonnance ou après, du droit d'être exemptés de la retenue à la source. Pour ce faire, les travailleurs salariés devront s'engager à déposer auprès du ministre du Revenu, un montant équivalent à trois mois de pension alimentaire.

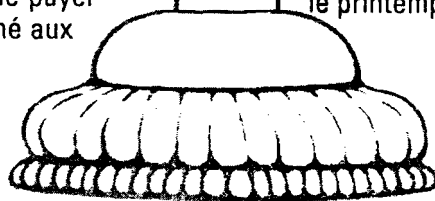
Les travailleurs non salariés ou ceux qui ne reçoivent pas de revenus périodiques seront tenus de payer au ministre du Revenu un montant déterminé aux

dates et suivant les modalités prévues dans un ordre de paiement. De plus, ces travailleurs devront déposer un montant auprès du ministre pour garantir le paiement de trois mois de pension.

Il est notamment prévu que le ministre du Revenu verse deux fois par mois, au créancier alimentaire, le montant de la pension et des arrérages qu'il perçoit.

Le ministre pourra, par ailleurs, selon certaines conditions prévues par règlement, verser au créancier des sommes à titre de pension alimentaire pendant au plus trois mois, jusqu'à concurrence de 1 000 \$: Ces sommes seront versées au nom du débiteur et elles seront recouvrables auprès de celui-ci ou de son employeur notamment.

En terminant, il convient de mentionner que les jugements rendus avant la mise en application de la loi se verront inclus dans le nouveau régime dans les cas où il y aurait un défaut de paiement ou lorsque les deux parties concernées en feront conjointement la demande. La loi pourrait être mise en application dès le printemps 1996.



L'AIDE AUX FAMILLES : À QUI PROFITE-T-ELLE ?

Le troisième plan d'action en matière familiale 1995-1997 prévoit la préparation d'un document gouvernemental de réflexion sur l'aide financière et fiscale aux familles dans lequel seraient affirmés les principes et seraient exposés les objectifs poursuivis. Dans le contexte actuel où le maintien de l'universalité des programmes gouvernementaux fait l'objet de discussions, il est certainement approprié d'examiner à qui va l'aide versée aux familles. Est-elle répartie également entre toutes les familles ou varie-t-elle en fonction du revenu ?

Certaines données contenues dans le Discours sur le budget 1995-1996 fournissent des éléments de réponse. Comme en témoigne le tableau qui suit, le soutien financier du gouvernement du Québec se distingue nettement de celui du gouvernement fédéral. Alors que le Québec reconnaît les besoins essentiels des enfants et accorde un montant minimum d'aide à toutes les familles, le gouvernement fédéral ne reconnaît plus aux familles à revenus élevés la capacité moindre de payer des impôts, en exigeant de celles-ci le même effort fiscal que celui demandé aux couples sans enfants.

Bien que le gouvernement du Québec accorde une aide financière à toutes les familles, cette aide profite davantage aux familles à faibles revenus et aux familles ayant un revenu inférieur à la moyenne. Ainsi, l'aide surtout celle du Québec diminue beaucoup moins en fonction du revenu et moins rapidement dans le cas des familles comptant trois enfants. Quant à l'aide du gouvernement fédéral, elle décroît encore plus rapidement à mesure que le revenu familial augmente ; elle devient nulle pour la majorité des familles dont le revenu de travail est supérieur à 60 000 \$.

Les mesures universelles

Au Québec, ce sont principalement les allocations d'aide aux familles, soit les allocations familiales, les allocations pour jeune enfant et les allocations à la naissance qui constituent les mesures universelles, c'est-à-dire celles accessibles à toutes les familles. À ces mesures, s'ajoutent les crédits d'impôts pour enfants ; ce qui constitue l'ensemble des mesures d'aide auxquelles ont droit toutes les familles qui paient de l'impôt, y compris celles ayant des revenus élevés.

Soutien financier du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral à l'égard des enfants

Année d'imposition 1995 (en dollars)

Revenu de travail de la famille	12 000	25 000	50 000	100 000
Soutien du gouv. du Québec				
• Un enfant	6 023	2 148	1 227	703
• Deux enfants	7 628	4 296	2 252	1 640
• Trois enfants	10 045	6 700	5 273	4 572
Soutien du gouv. fédéral				
• Un enfant	1 369	961	267	—
• Deux enfants	2 582	2 174	878	—
• Trois enfants	4 467	4 059	2 763	263
Soutien total				
• Un enfant	6 154	3 109	1 494	703
• Deux enfants	8 819	6 470	3 130	1 640
• Trois enfants	13 120	10 759	8 036	4 835

Sources : Budget 1995-1996, Discours sur le budget et renseignements supplémentaires, ministère des Finances, mai 1995

Note 1 : Pour les fins de l'illustration, le soutien est celui apporté à un couple dont un seul conjoint a un revenu de travail et qui ne supporte aucuns frais de garde. Le premier enfant est âgé de 7 ans. Dans le cas du couple ayant deux enfants, l'âge des enfants est de 2 et 7 ans. Ceux du couple ayant trois enfants comprennent un nouveau-né, un enfant de 2 ans et un autre de 7 ans.

Note 2 : Le soutien financier du Québec comprend les prestations APPORT, la baisse d'impôt découlant de la présence d'enfants à charge, les allocations familiales ainsi que l'ensemble des autres allocations d'aide aux familles. Le soutien fédéral provient de la prestation fiscale pour enfants.

Les mesures sélectives

Les autres mesures varient en fonction du revenu. Ainsi, le programme d'aide aux parents pour leurs revenus de travail (Apport) bénéficie aux familles dont le revenu de travail est inférieur à 30 000\$ alors que la réduction d'impôt à l'égard de la famille profite surtout aux familles dont le revenu se situe entre 25 000\$ et 50 000\$.

Le gouvernement fédéral, pour sa part, a combiné ses mesures d'aide en une seule: la prestation fiscale pour enfants. Cette mesure est réservée aux familles à revenus faibles ou modestes. C'est ce qui explique que la grande majorité des familles à revenus élevés ne reçoit aucune aide sous cette forme. Il est intéressant, par ailleurs, de connaître quelle proportion de l'aide totale versée par les gouvernements provincial et fédéral, va aux familles à revenus élevés, à revenus moyens et à revenus faibles.

La Régie des rentes du Québec¹ s'est récemment livrée à ce genre de calcul. Les auteurs ont fait porter leur analyse sur les cinq mesures d'aide du Québec et du fédéral les plus importantes (la prestation fiscale pour enfant, les allocations d'aide aux familles, la partie enfant de l'aide de dernier recours, le crédit d'impôt non remboursable pour enfant et la réduction d'impôt pour la famille). Les résultats montrent que près de 75 % de l'aide va à des familles dont le revenu est inférieur au revenu familial moyen (environ 50 000\$), alors que ces familles représentent 58 % de l'ensemble des familles. Seulement 7 % de l'aide est versée à des familles dont le revenu est supérieur à 75 000\$, alors que celles-ci comptent pour 15 % de l'ensemble. Il apparaît donc clair que l'aide aux familles est moins importante pour celles qui ont des revenus élevés que pour celles qui ont de faibles revenus.

¹ Denis Fugère et Réjane Monette, Les allocations d'aide aux familles, statistiques 1993, les mesures d'aide financière à la famille, Régie des rentes du Québec, 1994, p. 61-69.

Le 15 mai dernier, la ministre responsable de la famille, madame Pauline Marois, a rendu public le nom des récipiendaires des prix de la famille. Organisé sous l'égide de la Fédération des unions de familles et du Mouvement



des caisses populaires Desjardins, cet événement s'est tenu au cours de la Journée internationale des familles, le 15 mai, tel que décrétée par les Nations Unies.

- Lauréate du prix « Famille, personne ou organisme »: la Maison de la famille D.V.S. (droit de visite et de sortie) de Québec. Cette Maison fournit un endroit neutre et sécuritaire pour la visite des parents qui n'ont pas la garde de leurs enfants;
- Prix reconnaissance à une « municipalité de moins de 10 000 habitants »: Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli. La communauté a participé à la réalisation d'un parc municipal pour toutes les générations et tous les membres de la famille;
- Prix reconnaissance à une « grande municipalité »: Ville de Québec. Pendant la semaine annuelle de relâche scolaire, une huitaine d'activités en famille et un service d'encadrement sécuritaire aux écoliers ont été offerts en collaboration avec des entreprises privées de la ville;
- Prix reconnaissance à une « PME »: la garderie au Pays des Schtroumpfs de Montréal. La garderie de l'hôpital Marie-Enfant, une garderie régulière, a été adaptée pour accueillir les enfants handicapés;
- Prix reconnaissance à une « grande entreprise »: Métallurgie Noranda inc., Fonderie Horne. Cette garderie est la première en milieu minier et métallurgique; elle répond aux besoins des parents qui ont des horaires de travail irréguliers;
- Deux nouveaux prix, « Gaston-Gauthier », reconnaissent les médias qui produisent des émissions avec un contenu à caractère familial:
 - Prix « Gaston-Gauthier », grand réseau de télévision: émission « Ici ados Canada », produite et diffusée par la Société Radio-Canada. Cette émission a un caractère intergénérationnel et elle véhicule un message d'espoir;
 - Prix « Gaston-Gauthier », réseau de télévision communautaire: émission « Le Noël des autres ». La Télévision régionale des Moulins de Lanaudière a produit cette émission et elle a été diffusée par Télécâble des Mille-Îles inc.

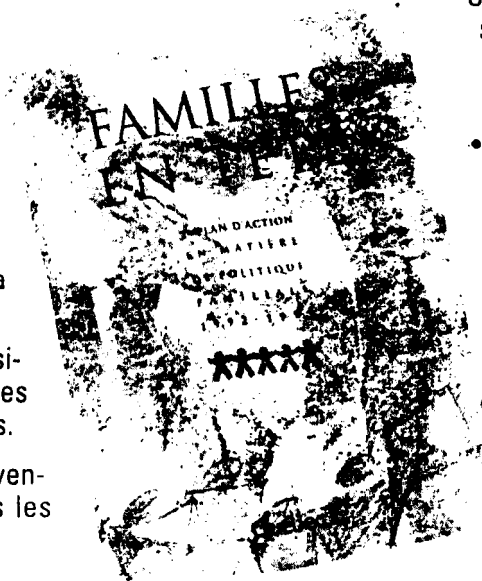
UNE SOCIÉTÉ TOUJOURS PLUS ACCUEILLANTE POUR LES PARENTS

BILAN SYNTHÈSE DU 2^e PLAN D'ACTION 1992-1994

Le deuxième plan d'action contenait 92 mesures prises par plusieurs ministères et organismes publics pour améliorer le mieux-être des familles. Ces mesures ont été regroupées selon cinq orientations majeures: privilégier la prévention, favoriser la conciliation travail-famille, soutenir financièrement les familles, améliorer le milieu de vie des familles et poursuivre le virage familial. Voici des exemples d'actions qui ont été mises en oeuvre.

1. Privilégier la prévention

- Le plan d'action jeunesse prévoit la mise sur pied graduelle, dans toutes les régions du Québec, de services d'accompagnement durant la période de la grossesse jusqu'au vingt-quatrième mois après la naissance ainsi que de services de soutien parental tout au cours de la période de la petite enfance.
- Des dépliants sur les nouvelles dispositions du Code civil les plus susceptibles d'intéresser les familles ont été publiés.
- L'implantation d'un programme d'intervention et de stimulation précoce dans les services de garde a été favorisée.
- Un plan de services individualisés pour chaque nouveau-né handicapé ou gravement malade a été prévu.
- Plusieurs instruments (vidéo, répertoire, brochure) s'adressant principalement au personnel enseignant ont été développés afin qu'il puisse mieux adapter les services offerts aux enfants.
- Un symposium sur la promotion de comportements pacifiques en milieu familial a eu lieu en 1993.
- Un recueil d'activités encourageant les comportements pacifiques chez les jeunes fréquentant les écoles primaires a été produit.
- Un premier institut voué à la formation, à la recherche et aux services dans le secteur social a été mis sur pied.



2. Favoriser la conciliation entre la famille et le travail

- Un guide destiné aux milieux de travail et intitulé *Conciliation travail-famille: un tandem de coeur... et de raison* a été produit.
- Les conciliateurs et médiateurs du ministère de l'Emploi ont été sensibilisés aux problèmes liés à la conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ainsi qu'aux solutions concrètes applicables aux entreprises québécoises.
- Le développement des services de garde s'est poursuivi.
- Une démarche de sensibilisation sur les possibilités de formation à distance a été faite auprès des parents qui voudraient poursuivre leurs études collégiales à la maison.
- Pour les familles monoparentales qui reçoivent des prestations de sécurité du revenu, la carte-médicament est maintenue pendant les six mois suivant l'intégration à un emploi.

3. Soutenir financièrement les familles

- Les allocations pour enfants et les crédits d'impôt pour enfants ont été indexés au coût de la vie en 1992 et 1993.
- Un crédit d'impôt remboursable remplace désormais la déduction pour frais de garde.
- Des travaux interministériels ont été menés sur la révision des programmes de remplacement du revenu de travail pendant les congés de maternité et parental.
- Une loi facilitant le paiement des pensions alimentaires a été adoptée par l'Assemblée nationale.

4. Améliorer le milieu de vie des familles

- Un Comité provincial de coordination en matière d'adoption a été mandaté pour assurer le suivi des orientations en matière d'adoption.
- Des aires de jeux pour enfants ont été construites dans deux parcs du Québec.

ET LES ENFANTS

- Le concept de pratique d'activités physiques en famille « Familles en santé » a été implanté dans plus de 160 municipalités.
- Divers instruments ont été produits pour inciter les autorités municipales et scolaires à accroître la mise en commun de leurs équipements.
- Des ententes-cadres de développement culturel ont été conclues entre les organismes de ce secteur et plusieurs municipalités afin de mieux adapter les programmes aux besoins des familles.
- Des vidéocassettes visant à uniformiser l'évaluation de l'accessibilité aux différents services et sites touristiques, culturels et de loisirs ont été produites.
- 1 934 unités de logements sociaux ont été mises à la disposition des familles.

5. Poursuivre le virage familial

- Une campagne de promotion sur l'importance de l'enfant et de son accueil dans tous les milieux a été réalisée.
- Le Bureau québécois de l'Année internationale de la famille a été créé en vue de coordonner les activités de célébration de l'Année internationale de la famille.
- Deux brochures, l'une portant sur le rapprochement père-enfant et l'autre sur le partage des tâches ont été produites et diffusées auprès d'un large public.
- L'engagement des aînés dans des projets d'aide aux jeunes en regard de leur vie scolaire et dans le développement de projets d'aide aux parents de jeunes enfants a été soutenu.
- Un fonds d'initiatives, le Fonds Famille, a été institué pour appuyer le développement de projets expérimentant des approches d'interventions nouvelles aux problèmes que rencontrent les familles.
- Deux partenariats de recherche : « Familles et dynamiques intergénérationnelles » et « Action concertée pour le soutien et la diffusion de la recherche sur la famille » ont été créés.
- Un Forum sur la famille réunissant plus de 60 partenaires s'est tenu afin de rendre public leurs engagements en matière familiale dans le 3^e plan d'action.

LE LANCEMENT DU 3^e PLAN D'ACTION



CAP VERS L'AN 2000...

Madame Pauline Marois, ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique, présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de la Famille, a profité du lancement du 3^e plan d'action, le 15 mai dernier, pour inviter ses partenaires à informer et mobiliser ceux et celles dont la collaboration est nécessaire pour assurer le succès des engagements qu'ils ont inscrits dans le 3^e plan d'action en matière familiale.

Ces engagements ont été élaborés au cours de la dernière année par 65 partenaires nationaux et ont fait l'objet d'une annonce, les 22 et 23 février dernier à Québec, lors du Forum sur la famille. Un tel partenariat élargi est une première dans les annales familiales du Québec.

La ministre a remis à Mme Marie-Josée Levasseur, présidente de la Table du réseau de la santé et des services sociaux, à Mme Nicole Ranger, présidente de la Table du réseau de l'éducation, à M. Denis Perreault, président de la Table du mouvement familial, à M. Jacques Lizée, président de la Table du monde municipal, à M. Dominique de Pasquale, délégué de la Table du monde du travail ainsi qu'à Mme Diane Gagnon, présidente de la Table du secteur gouvernemental, une copie du 3^e plan d'action en les invitant à en assurer la promotion dans leur réseau respectif.

Rappelant que les familles réclament la cohérence et la complémentarité des actions menées à leur endroit, Mme Marois a invité les partenaires à utiliser le réseau de partenaires créé autour du 3^e plan d'action pour donner encore plus d'impacts à leurs actions en faveur des familles du Québec.

« À l'aube de l'an 2000, de dire Mme Marois, nous pourrions revoir, tous et toutes ensemble, nos orientations à l'égard des familles, nous entendre sur les enjeux et les priorités d'action. Nous aurons en main alors les éléments pour élaborer une stratégie intégrée et aborder le prochain siècle sur des bases solides et ainsi doter le Québec d'une politique en matière familiale sur mesure. »

UN DIALOGUE



Le Nouveau-Brunswick se dotera sous peu d'orientations en matière de politique familiale. L'élaboration de telles orientations a été confiée à la ministre d'État pour la famille, le Dr Marilyn Trentholme, dont la nomination a été annoncée récemment par le Premier ministre, monsieur Franck McKenna.

Pour l'assister dans la réalisation de son mandat, la ministre s'est dotée d'un Secrétariat de la politique familiale. Elle s'est également entourée d'un comité aviseur composé d'une vingtaine de personnes de divers secteurs de la communauté.

La ministre a également voulu bien connaître les initiatives du Québec en matière de politique familiale, la seule province canadienne à disposer d'une telle politique.

Depuis janvier dernier, une collaboration s'est établie entre les deux provinces. Plus récemment, une invitation était lancée au Secrétariat à la famille afin de rencontrer la ministre et son comité aviseur et participer à une activité publique, à l'Université de Moncton.

À cette occasion, la Directrice de la concertation du Secrétariat à la famille a ainsi eu l'occasion de présenter le 3^e plan d'action en matière de politique familiale dont le Québec s'est doté en concertation avec plus de 60 partenaires communautaires, socio-économiques et gouvernementaux. Elle a également pu répondre à de nombreuses questions qui témoignaient d'un intérêt réel pour l'expérience québécoise.

L'activité, à l'Université de Moncton, consistait en une conférence sur le thème « Communauté familiale ou famille et communauté ». Ce fut l'occasion d'insister sur les diverses initiatives réalisées au Québec pour favoriser l'engagement des communautés locales à l'endroit des familles. La conférence se voulait une occasion de réflexion sur la création de liens ou de partenariats famille/communauté. À ce chapitre, l'expérience québécoise a suscité un vif intérêt.

RECHERCHE SUR LA FAMILLE : TROIS PROJETS SONT RETENUS

Les dirigeants du Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR) ont annoncé les trois projets de recherche qui ont été retenus pour l'obtention d'un financement dans le cadre du programme « Action concertée pour le soutien et la diffusion de la recherche sur la famille ».

Le projet de M. Jacques Alary, de l'Université de Sherbrooke, vise à décrire la configuration, l'utilisation et la transformation des réseaux d'échange et de soutien des familles à partir du regard que les familles posent elles-mêmes sur cette réalité. Des entrevues seront réalisées auprès de familles de la région de l'Estrie. Cette étude, qui sera réalisée en collaboration avec les CLSC de la région, contribuera au développement d'un nouveau schéma de lecture des réalités familiales, plus près de la réalité quotidienne des familles. Cet outil permettra aussi de repenser les modalités de l'arrimage entre les familles et les intervenantes et intervenants des services sociaux.

M. André Jacob, de l'UQAM, propose d'analyser les facteurs de rupture et de continuité chez les nouvelles familles immigrantes. Cette recherche se réalisera auprès de nouveaux groupes d'immigrants (salvadoriens, libanais et haïtiens) et auprès d'un groupe de comparaison (franco-québécois). Dans chaque groupe, un nombre égal de couples séparés avec enfants et de couples non séparés seront interrogés. Cette recherche qualitative axée sur les trajectoires de vie des couples en rupture d'union ou en continuité permettra de mieux comprendre les facteurs d'influence sur leur dynamique.

L'étude socio-économique des comportements de paternité que propose l'équipe de M. Pierre Lefebvre vise à décrire les activités parentales des pères au sein de la famille à l'aide de données représentatives de la population canadienne et québécoise recueillies par Statistique Canada. Elle vise aussi à circonscrire et à analyser le temps que les pères consacrent à ces activités, à tracer l'évolution du partage des responsabilités familiales entre les conjoints au cours du cycle de vie de la famille et à identifier les facteurs socio-économiques importants influençant les choix parentaux. Cette recherche contribuera à identifier des moyens susceptibles de favoriser la participation des pères auprès des enfants et le partage des responsabilités familiales entre les conjoints.

Le programme « Action concertée pour le soutien et la diffusion de la recherche sur la famille » est offert conjointement par le Secrétariat à la famille, le Conseil de la famille, le Mouvement Desjardins, la Fondation Monseigneur-Bourgeois, les Centres jeunesse Mauricie-Bois-Francs et le Fonds FCAR.

SUICIDE EN MILIEU AUTOCHTONE: UNE VIDÉOCASSETTE POUR CEUX QUI RESTENT...

Trois hommes, trois femmes et un groupe d'adolescents de la nation montagnaise ouvrent leur âme avec courage et sincérité pour parler d'un malheur qui les a profondément ébranlés: le suicide d'un parent ou d'un ami.

Sans censure aucune, ils parlent des sentiments contradictoires et douloureux qui les ont habités au moment du drame et longtemps après: la protestation de tout leur être, la culpabilité, la peine, la colère, le besoin de chercher des coupables, et même le goût de s'enlever la vie parfois...

Tous se sont interrogés sur le sens de la vie, sur les rapports qu'ils ont avec leur entourage. Tous sont unanimes sur l'importance de briser le silence, de parler et... d'être écoutés.

Cette vidéocassette, intitulée *Ceux qui restent*, a été produite et est distribuée par Vidéo femmes, 700, rue du Roi, 1^{er} étage, Québec, G1J 2X7. Vous pouvez rejoindre la coordonnatrice, madame Rolande Rock, ou la réalisatrice, madame Johanne Fournier, au numéro (418) 529-9188.



À l'agenda

Le comité de recherche « Famille » de l'Association internationale des sociologues de langue française et le réseau « Familles et générations » de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française organisent un colloque intitulé « Enfances » qui se tiendra **les 22 et 23 août 1995**, à l'Institut national de recherche scientifique (INRS) au 3465, rue Durocher à Montréal. Depuis une quinzaine d'années, la recherche sur l'enfance est davantage valorisée. Voici un aperçu des questions qui y seront abordées: les approches traditionnelles de la sociologie et de l'anthropologie ouvrent-elles de nouvelles avenues d'études et de réflexion sur l'enfance? Qu'en est-il de l'enfant comme personne, comme acteur social? Quel statut a l'enfant dans les sociétés contemporaines? Quelle place tient la famille moderne dans la vie des enfants? Quels rôles y jouent les institutions scolaires, socio-sanitaires et juridiques, qui agissent sous la tutelle de l'État? Ce colloque s'adresse aux

chercheurs et intervenants qui s'intéressent à la recherche sociale sur l'enfance. Pour de plus amples renseignements, communiquez avec l'INRS – Culture et société au numéro (514) 841-4000.

Le Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec organise un Troisième symposium québécois de recherche sur la famille **du 25 au 27 octobre 1995** à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Les thèmes qui y seront abordés sont très variés, notamment, l'intervention familiale, l'habitation sociale, les milieux communautaires et les familles, le droit et la famille, la santé, les générations, l'éducation et les familles, les familles et les décisions politiques ou administratives, la multiethnie, la culture et la famille. Pour de plus amples renseignements, communiquez avec M. Gilles Barbeau ou Mme Michèle Charland au numéro (819) 373-3300.



PARUTIONS RÉCENTES

Le Secrétariat à la famille a rendu public le 15 mai dernier, **Familles en tête 1995-1997, plan d'action des partenaires en matière familiale**. Ce plan d'action des engagements de 65 partenaires socio-économiques contient plus de 370 mesures qui doivent être réalisées au cours des trois prochaines années. Ce document de 137 pages est disponible gratuitement en communiquant au Secrétariat à la famille au numéro (418) 643-6414. Un dépliant explicatif de ce plan d'action incluant un bon de commande ainsi qu'un sommaire sont également disponibles (le sommaire sera publié au cours du mois d'août).

Le Comité régional de l'Année internationale de la famille du Saguenay-Lac Saint-Jean vient de publier un rapport 1993-1994 de ses activités: **Familles au cœur... des gens du Saguenay-Lac Saint-Jean**. Sous la forme d'un album souvenir, ce rapport reflète une image des plus vivantes, enthousiastes et heureuses des meilleurs moments et des multiples facettes de la célébration de l'Année internationale de la famille dans cette région.

Le ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles (MAIICC) tiendra

la cinquième Semaine interculturelle nationale du 10 au 17 novembre 1995. Les activités de cette année, décrétée l'Année des Nations Unies pour la tolérance donneront l'occasion aux Québécois et Québécoises de toutes origines de se rencontrer et d'échanger pour découvrir les ressemblances et favoriser des rapports harmonieux. Pour de plus amples renseignements, vous pouvez vous adresser à l'un des bureaux régionaux du MAIICC.

Afin de faciliter l'apprentissage des tables de multiplication, un professeur de mathématiques a conçu un nouveau jeu éducatif. **Da-Di-Do** se joue avec 4 dés et une feuille de pointage. La manipulation des dés et le jeu multicolore font pratiquer les tables de multiplication les plus difficiles tout en se divertissant. C'est un outil de travail pour les professeurs et pour les parents à la maison. On peut se procurer ce nouveau jeu dans la majorité des magasins de jouets au coût de 13,95\$. Il est également vendu dans certaines écoles. Pour plus de renseignements, vous pouvez communiquer avec M. Denis Deschênes, 85, de la Polyvalente, Charlesbourg (Québec) G2N 1G7, au numéro (418) 849-5982 ou 1-800-632-3436.

Le **Carnet de famille** est un bulletin publié quatre fois par année par le Secrétariat à la famille.

Pour un abonnement ou un changement d'adresse :

Secrétariat à la famille, 875, Grande Allée Est, bureau 3.300, Québec (Québec) G1R 4Y8

Téléphone : (418) 643-6414 • Télécopieur : (418) 528-2009.

Comité de direction

Secrétaire général associé : *Jean-Louis Bazin* • Adjointe exécutive : *Francine Lalonde*

Directrice de la concertation : *Diane Gagnon* • Directeur du développement : *Léandre Nadeau*

Responsable du bulletin : *Francine Lalonde* • Collaboration : *François Beaudoin, Diane Gagnon*

Léandre Nadeau, Jennifer Reid, Laurent Roy, Francine Samson

Production : *Direction des communications du ministère du Conseil exécutif*

Conception graphique : *Propage communications inc.*

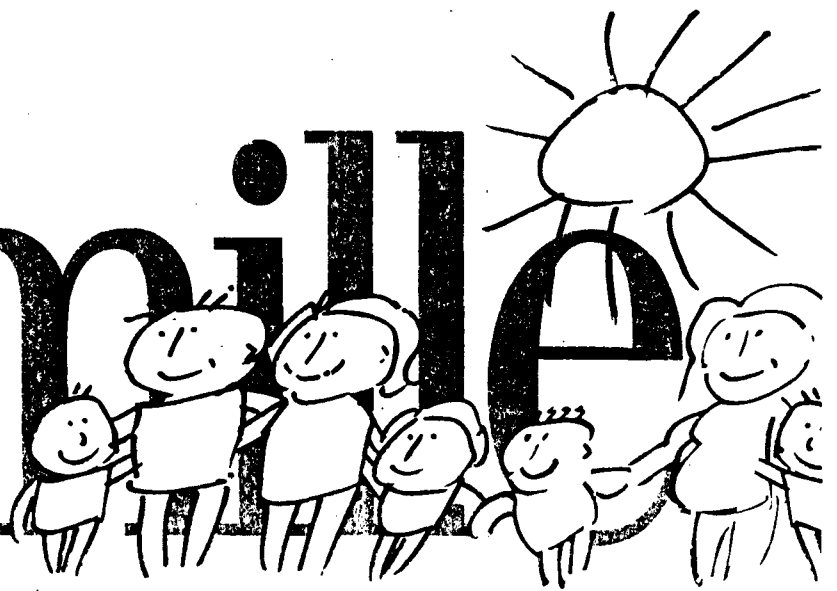
Impression : *Imprimerie Le Renouveau*



Toute reproduction avec mention de la source est autorisée
Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 1995
ISSN 1192 - 1995



Carnet de Famille



Gouvernement du Québec
Ministère du Conseil exécutif
Secrétariat à la famille

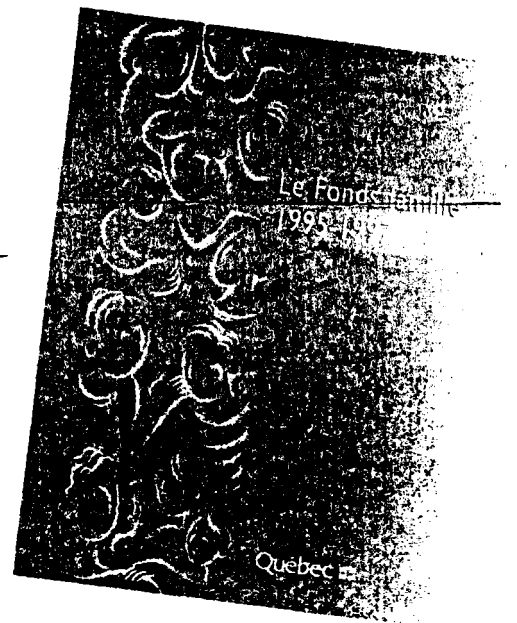
Automne 1995
Vol. 4 - N° 1

LANCEMENT DU FONDS FAMILLE 1995-1997

Lors du Forum sur la famille tenu en février dernier, Mme Pauline Marois, ministre responsable de la Famille, annonçait la mise sur pied d'un Fonds famille 1995-1997 prévu dans le cadre du plan d'action en matière familiale.

Ce nouveau programme de subvention, rendu public à la mi-septembre, s'adresse aux organismes privés sans but lucratif offrant des services directs aux familles. Les projets présentés doivent viser le soutien et le développement des habiletés parentales et être axés sur la prévention. De plus, ils devront intégrer la dimension d'entraide familiale. Enfin, le partenariat devra constituer un élément clé. Les organismes demandeurs doivent donc développer et réaliser leur projet en collaboration étroite avec un partenaire.

Les projets retenus pourront être financés sur trois années financières; les montants maximums versés seront de 10 000 \$ la première année, 6 000 \$ la seconde et 4 000 \$ la troisième année.



Un comité de sélection sera formé pour faire l'analyse et la sélection des projets. Rappelons que la date limite pour la réception des demandes de subvention est le 1er décembre 1995.

Pour obtenir un exemplaire du programme Fonds famille 1995-1997, veuillez communiquer avec le :

Secrétariat à la famille

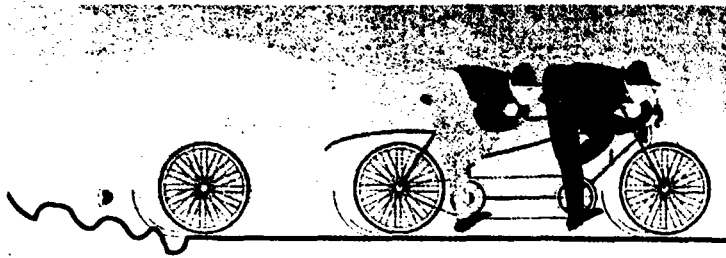
875, Grande Allée Est, bureau 3.300

Québec (Québec) G1R 4Y8

Téléphone : (418) 643-6414

Télécopieur : (418) 528-2009

DU NOUVEAU EN CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE



Le Secrétariat à la famille lance cet automne un tout nouveau programme : le «Programme de soutien aux organisations pour l'implantation de mesures de conciliation travail-famille dans les milieux de travail».

Ce programme met à la disposition de certains organismes ayant présenté un projet, non pas des fonds mais des personnes-ressources en provenance des secteurs public ou parapublic pour la mise en place de programmes de conciliation travail-famille.

À l'heure actuelle, la Fédération des commissions scolaires du Québec, l'Association des hôpitaux du Québec et les autres associations d'établissements du secteur de la santé et des services sociaux, la Confédération des syndicats nationaux ainsi que la Centrale des syndicats démocratiques ont fait part de leur intention de se prévaloir du programme pour réaliser leur projet d'intervention. Les ministères de l'Emploi, de l'Éducation, de la Santé et des Services sociaux et la Commission de la santé et de la sécurité du travail contribuent au programme en acceptant de prêter les services des personnes-ressources. Les projets débiteront cet automne et s'échelonneront sur

toute l'année; il s'agit de la première expérience du genre et cette initiative est réalisée dans le cadre du 3e plan d'action en matière familiale.

L'objectif général du programme est de favoriser l'implantation de mesures de conciliation travail-famille dans les milieux de travail tant du secteur public que du secteur privé. Il s'adresse à des organismes qui ont des liens avec plusieurs milieux de travail, tels que les centrales syndicales et les organisations patronales, qui veulent apporter un soutien technique à leurs membres désireux d'implanter des mesures de conciliation travail-famille dans leur organisation. Cette aide technique pourra consister, à titre d'exemple, à fournir de l'information sur les pratiques et les expériences en matière de conciliation travail-famille, à participer à la préparation d'un plan d'intervention, ou encore, à appuyer les démarches des milieux de travail dans l'implantation de mesures spécifiques.

Dans le cadre du programme, l'organisme prêteur assume les salaires et avantages sociaux de la personne-ressource tandis que les frais de séjour et de déplacement de la personne en prêt de service sont à la charge de l'organisme d'accueil. Le Secrétariat à la famille est responsable, quant à lui, de l'organisation, du suivi et de l'évaluation du programme.

Cette collaboration entre le milieu gouvernemental et les autres secteurs du monde du travail ne peut que favoriser les transformations devenues nécessaires afin d'adapter les conditions et l'organisation du travail aux réalités familiales.

FAMILLES EN MOUVANCE ET DYNAMIQUES INTERGÉNÉRATIONNELLES

Le projet de partenariat de recherche «Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles», conçu et élaboré par des représentants des milieux universitaires, gouvernementaux et communautaires, devient réalité. En effet, lors du colloque international «Enfances» en août dernier, organisé sous l'égide de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française, Mme Pauline Marois, ministre responsable de la famille, annonçait au nom du ministre de la Santé et des services sociaux, M. Jean Rochon, qu'une subvention de fonctionnement d'équipe de 400 000 \$ leur était attribuée par le Conseil québécois de la recherche sociale pour une période de 24 mois, débutant en octobre 1995.

Rappelons que «Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles» est un partenariat de recherche sociale, multidisciplinaire et intersectoriel. Les chercheurs qui font

partie de ce partenariat proviennent de quatre institutions universitaires : Université de Montréal, Université du Québec à Montréal, INRS-Urbanisation et INRS-Culture et Société. Les principaux ministères et organismes représentés au sein du partenariat sont le Secrétariat à la famille, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de la Sécurité du revenu, le Secrétariat à la condition féminine, le Secrétariat à la jeunesse, le Bureau de la statistique du Québec et le Conseil de la famille. La Confédération des organismes familiaux du Québec en fait également partie à titre de représentant des organismes familiaux. Le Secrétariat à la famille, conjointement avec l'INRS-Culture et Société, assume la direction du partenariat.

Divers types d'activités sont prévus afin de répondre aux objectifs que s'est fixé le partenariat : les activités de recherche orientées vers le progrès des connaissances, les activités de documentation et celles de diffusion/transfert qui visent à favoriser une circulation des connaissances, au sein du partenariat d'abord, mais aussi vers les autres milieux intéressés par la recherche sociale sur la famille.

Les thématiques de recherche s'articulent autour de quatre axes : familles en devenir, familles et mobilités conjugales,

prise en charge des enfants de même que parents âgés et réseaux familiaux. À l'intérieur de ces axes de recherche, les partenaires gouvernementaux et communautaires ont identifié 37 projets de recherche à réaliser. La programmation de recherche de l'axe «familles en devenir» mettra l'accent sur deux grands moments du processus d'entrée à l'âge adulte : la formation du couple et la formation d'une famille. Les projets regroupés sous la thématique «familles et mobilités conjugales» chercheront à cerner, en amont, les facteurs entourant les transitions familiales. En aval, ils viseront à mieux comprendre les répercussions sur les conditions de vie et le bien-être des individus, des configurations familiales en croissance, monoparentalité et recomposition des familles. Le troisième axe, «prise en charge des enfants», examinera l'impact des nouvelles tendances en matière de fécondité et de conjugalité sur la façon dont s'exerce désormais la fonction de parent. Finalement, les projets de l'axe «parents âgés et réseaux familiaux» examinent les relations de soutien et la réciprocité des échanges autour des parents âgés et l'impact de ces réseaux sur leur bien-être.

C'est à suivre.

LES FAMILLES ET LA POLITIQUE FAMILIALE

Au cours des audiences publiques des commissions régionales sur l'avenir du Québec qui se sont tenues en février et mars derniers, un grand nombre de citoyens, de citoyennes et de groupes en ont profité pour faire part de leurs interrogations et soumettre diverses propositions concernant spécifiquement la famille.

L'analyse des quelque 300 mémoires qui ont abordé cette question permet de dégager trois thèmes : les principes et les objectifs de la politique familiale, les mesures de bonification à l'égard des programmes de soutien financier aux familles et les services publics et communautaires offerts aux familles.

Les citoyens et citoyennes ainsi que les organismes ont effectué plusieurs propositions : l'élaboration et la diffusion d'un énoncé de politique familiale, des mesures afin de favoriser l'égalité des hommes et des femmes, la reconnaissance de la famille comme cellule de base de la société, l'identification et l'enchâssement de certains principes dans une loi et des énoncés des droits des conjoints et de la famille.

Quant aux mesures de bonification à l'égard des programmes de soutien financier, les représentations vont dans le sens de respecter les objectifs de justice, d'équité et de simplicité en matière d'aide aux familles, de revoir certains programmes et mesures de manière à tenir compte des parents au foyer et d'amorcer une réflexion sur l'exemption des taxes sur les biens essentiels acquis pour les enfants.

En ce qui concerne les services publics et communautaires offerts aux familles, il est question de la mise en place de services de garde accessibles et de qualité, d'une politique de services à la petite enfance, de la lutte contre la violence et de l'adoption de mesures afin d'inciter les pères à assumer leurs responsabilités éducatives et financières à l'égard de leurs enfants.

Mentionnons que les engagements pris par le gouvernement dans le troisième plan d'action en matière familiale visent à apporter une réponse à plusieurs de ces demandes.

LES INVESTISSEMENTS EN PETITE ENFANCE :

DES RETOMBÉES IMPORTANTES

POUR LES ENFANTS

ET LES POUVOIRS PUBLICS

« **M**ieux vaut prévenir que guérir » entend-on souvent. Mais dans la pratique, il n'est pas toujours évident que les individus, y compris les décideurs, s'inspirent de cette maxime dans leurs choix quotidiens. On répond aux urgences, on finance les « incontournables », la vie continue et les mêmes situations se reproduisent.

Le problème est en partie relié au fait qu'il n'est pas toujours aisé de faire la démonstration que telle mesure préventive entraîne des retombées élevées par rapport aux sommes consenties.

Cette preuve est plus facile à établir lorsque les effets surviennent à court terme. Par exemple, le soutien alimentaire aux mères enceintes de milieux défavorisés est l'une des mesures préventives reconnues visant à réduire la prématurité et l'insuffisance de poids à la naissance. Dans le domaine de la sécurité routière, la Société de l'assurance automobile a vite compris son intérêt financier à investir temps et argent dans des mesures préventives telles que le port de la ceinture de sécurité, l'opération Nez Rouge ou encore la correction de certaines courbes à haut risque d'accident.

Dans le domaine de la petite enfance, le champ par excellence de la prévention, il est difficile d'établir la preuve de la rentabilité sociale et financière des investissements car les retombées doivent être mesurées sur plusieurs années et même plusieurs décennies. Heureusement, certaines recherches, de type longitudinale, permettent d'effectuer certaines mesures en ce sens.

La Direction de la recherche du ministère de l'Éducation a tenté de mesurer l'effet des programmes préscolaires (maternelles 4 ans) offerts aux enfants de milieux défavorisés. Elle a constaté que, sur l'ensemble des élèves des commissions scolaires situées dans les secteurs défavorisés, ceux qui ont suivi la maternelle 4 ans prennent légèrement moins de retard dans leur cheminement scolaire que les autres et que l'effet positif perdure jusqu'en 2^e secondaire¹.

Le professeur-chercheur, Richard E. Tremblay, de l'Université de Montréal, a fait le suivi pendant une dizaine d'années de garçons issus de milieux défavorisés de Montréal qui affichaient des comportements violents dès la prime enfance². Un certain nombre d'entre eux, soit la moitié des garçons présentant des problèmes extrêmes d'agressivité, ont bénéficié durant deux ans d'un programme de prévention intensive.

Son étude a démontré qu'une intervention structurée en début de scolarité diminue les risques pour l'enfant de devenir délinquant. En effet, parmi le groupe de jeunes qui ont reçu l'aide du programme, seulement 22 % ont présenté des problèmes sérieux de comportement à l'adolescence contre 44 % dans l'autre groupe. De fait, ceux qui montraient des troubles sérieux, selon le chercheur, avaient été placés dans des classes spéciales ou des institutions.

Compte tenu de ces résultats, le chercheur est maintenant convaincu qu'il faudrait intervenir plus tôt, dès l'âge de trois ans, avant l'école et avant que les comportements ne commencent à s'enraciner. Selon lui, les effets seraient



beaucoup plus marqués : «Les indices sont présents chez les très jeunes enfants. La violence ne commence pas à l'adolescence, elle commence beaucoup plus tôt. Il est moins coûteux d'intervenir tôt que de tenter de briser le cercle de la violence à l'adolescence et à l'âge adulte. Les enfants agressifs vont devenir des parents violents».

À cet égard, une recherche ambitieuse a été menée aux États-Unis dans laquelle des enfants noirs de milieux pauvres ont été suivis durant près de trois décennies. Le *High/Scope Perry Preschool Project*³ avait pour but d'évaluer si des programmes préscolaires de qualité destinés aux enfants de 3 et 4 ans de ces milieux pouvaient leur apporter des bénéfices à court et à long terme. Deux groupes d'enfants ont été constitués dont l'un a bénéficié du programme, l'autre pas. Leur développement a été mesuré à divers âges : 3 à 11 ans, 14-15 ans, 19 ans, et récemment, à 27 ans.

Les enfants qui ont suivi le programme se démarquent nettement de ceux qui n'en ont pas bénéficié, et ce, à différents âges. Cela est manifeste en particulier aux plans du développement de l'intelligence (à 5 ans), de la réussite scolaire (à 14 ans), du travail scolaire à la maison (à 15 ans) et de la capacité fonctionnelle à lire et à écrire (à 19 ans). Même à l'âge de 27 ans, des effets très significatifs sont observés :



- parmi ceux qui ont bénéficié de programmes préscolaires, un plus grand nombre a réussi à l'école : 71 % ont au moins complété le secondaire V contre 54 %; chez les femmes seulement, ces taux sont de 84 % contre 35 %;
- un plus grand nombre obtient des revenus plus élevés : 29 % contre 7 % gagnent 2 000 \$ et plus par mois; chez les femmes seulement, ces taux sont de 42 % contre 6 %;
- un nombre plus faible a eu recours aux services sociaux à un moment ou l'autre au cours des dix dernières années (59 % contre 80 %);
- un nombre plus faible a été arrêté pour des infractions (7 % contre 35 % ayant été arrêtés 5 fois ou plus); chez les hommes seulement, ces taux sont de 12 % contre 49 %.

Ces résultats sont remarquables en termes de qualité de vie des participants, de leurs familles et de leur communauté. Ils représentent aussi des bénéfices pour la société et les contribuables. Selon les évaluations de l'étude, le rendement pour les pouvoirs publics de ce programme préscolaire est estimé à 7,16 \$ pour chaque dollar investi.

Cette étude démontre très clairement qu'un programme préscolaire de qualité destiné aux enfants de 3 et 4 ans a des effets très bénéfiques à court et à long terme. Voilà une approche préventive dont la rentabilité est prouvée et qui doit être placée au sommet des priorités.

1. Dalois, M. *Influence de la maternelle 4 ans sur le cheminement scolaire des élèves*, MEQ, 1993.
2. Tremblay, R.E. et autres, «La violence physique chez les garçons», *Interface*, mars-avril 1990, vol. 11, pp. 12-18.
Tremblay, R.E., «Les femmes et les enfants d'abord», conférence prononcée le 13 novembre 1992 devant les membres de la Confédération québécoise des centres d'hébergement et de réadaptation.
3. Lawrence J. Schweinhart, Barnes Helen V., Weikart David P., *Significant Benefits, The High/Scope Perry Preschool Study Through Age 27*, Monographs of the High/Scope Educational Research Foundation Number Ten, 1993.

JOUER C'EST MAGIQUE : POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT GLOBAL DE L'ENFANT EN SERVICE DE GARDE

Jouer, c'est magique... voilà un titre qui décrit bien cet outil d'intervention axé sur le développement global des enfants de deux à quatre ans dans les services de garde en garderie et en milieu familial.

Rien de tel que le jeu et sa magie pour apprendre à exprimer des choix, reconnaître un problème et le résoudre, exprimer sa pensée, décrire des objets et les liens qui existent entre eux, etc.

Cet outil d'intervention constitue la réalisation de la mesure 14 du deuxième plan d'action en matière de politique familiale 1992-1994, *Familles en tête*. Il s'inscrit également dans la politique d'intervention en service de garde à l'intention des enfants issus de milieux défavorisés, adoptée par les membres de l'Office des services de garde à l'enfance en décembre 1992.

Les quatre fascicules de *Jouer, c'est magique* ont été élaborés à partir du High/Scope Perry Preschool Project dont certains outils ont été adaptés au contexte québécois des services de garde par Mme Lisette Gariépy. Ce projet a solidement démontré la valeur d'une intervention précoce bien structurée auprès d'enfants de milieux défavorisés.

Cet outil d'intervention décrit une série d'expériences clés visant à favoriser le développement de l'enfant dans toutes ses sphères, socio-affective et morale, cognitive et motrice, ainsi que dans celles du langage et de la représentation. Des suggestions d'activités accompagnent chacun des objectifs de développement. Une banque de volumes d'activités est annexée à la fin du fascicule.

De plus, un des fascicules définit les éléments propices à l'implantation du programme *Jouer, c'est magique* sur le plan de l'environnement physique et humain. On y préconise la division de l'espace en secteurs ou coins d'activités et on y encourage le travail d'équipe plutôt que l'intervention individuelle.



Enfin, un autre fascicule suggère l'utilisation de grilles pour noter et classer plus facilement les observations recueillies sur chacun des enfants. Ces notes servent de base d'information pour compléter le CODE (Cahier d'observation de l'enfant) qui évalue les progrès de l'enfant et facilite l'échange avec les parents.

En 1994-1995, l'Office a soutenu financièrement la formation du personnel de 36 garderies et de 4 agences de services de garde en milieu familial qui ont adopté le programme *Jouer, c'est magique*. Trois associations ou regroupements de services

de garde ont de plus été subventionnés pour offrir la formation pertinente aux garderies et agences intéressées.

En 1995-1996, l'Office compte soutenir 12 garderies et 3 agences de services de garde en milieu familial souhaitant s'initier au programme *Jouer, c'est magique*. Les garderies et agences de services de garde en milieu familial souhaitant assurer le suivi de leur implantation de ce programme financé l'année précédente pourront aussi recevoir une subvention. Quatre associations ou regroupements pourront recevoir une subvention pour donner ces formations.

D'autres fascicules du programme *Jouer, c'est magique* sont en préparation, notamment, sur le développement et la stimulation de langage et la communication et les relations entre les parents et le personnel des services de garde.

L'Office croit fermement que jouer, c'est magique pour les enfants à condition que cela se fasse dans un service de garde qui leur permette de décider de leurs propres activités, dans un environnement physique et selon un horaire qui leur convient, sans oublier le soutien du personnel éducateur.

On peut s'adresser aux préposés aux renseignements de l'Office des services de garde à l'enfance pour obtenir une copie de *Jouer, c'est magique* au numéro 1-800-363-0310 ou (514) 873-2323.

UN SOMMAIRE DU PLAN D'ACTION DES PARTENAIRES EN MATIÈRE FAMILIALE *FAMILLES EN TÊTE 1995-1997 :* POUR MIEUX EN PARLER ET EN FAIRE LA PROMOTION

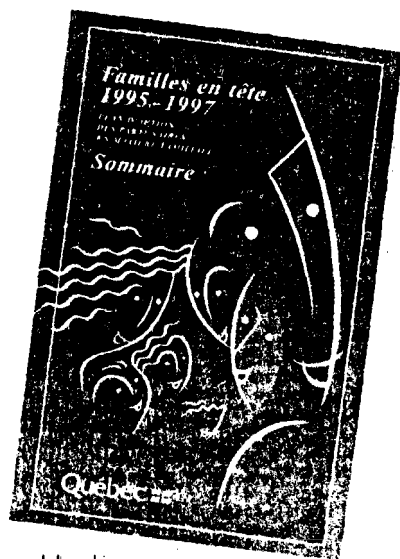
Le plan d'action des partenaires en matière familiale *Familles en tête 1995-1997* circule maintenant parmi la population et de nombreuses organisations. Ce document comprend plus de 350 engagements pris par 65 partenaires nationaux. La richesse, la diversité et le nombre des engagements inscrits dans ce plan rend la tâche difficile aux personnes qui désirent le présenter ou en faire la promotion. Afin de leur faciliter ce travail, le Secrétariat à la famille a produit un sommaire du troisième plan intitulé *Familles en tête 1995-1997, Plan d'action des partenaires en matière familiale - Sommaire*.

Cet outil, d'une quarantaine de pages, est construit de manière à s'adapter à différents auditoires puisque le contenu du plan est présenté de deux façons. Une première section regroupe les engagements autour des quatre thèmes majeurs du troisième plan. Ces thèmes sont : la prévention, la conciliation travail-famille, le soutien financier et le milieu de vie. Quelques exemples d'engagements viennent illustrer chacun des quatre thèmes. La seconde section présente les engagements en les regroupant selon les secteurs d'activités qui les ont soumis, c'est-à-dire l'éducation, le monde du travail, le monde

municipal, la santé et les services sociaux, les ministères et organismes gouvernementaux et le mouvement familial. Cette façon de considérer le plan permet d'avoir une vue d'ensemble de ce que chacun des partenaires sectoriels posera comme actions en faveur des familles au cours des trois prochaines années.

Les deux sections du sommaire sont autonomes. L'utilisation de l'une ou l'autre dépendra des besoins de chacun. Certes, le sommaire ne reprend pas le libellé intégral des défis à relever en matière familiale ni celui des engagements inscrits dans le troisième plan d'action. Cette liberté relative a pour objectif de faciliter la lecture du texte.

Le sommaire du troisième plan d'action sera remis à l'ensemble des partenaires qui ont participé à l'élaboration du plan. Le document est également disponible au Secrétariat à la famille pour ceux et celles qui désirent se le procurer.



A l'agenda

Services à la famille-Canada et Family Service America organisent un congrès nord-américain sur la famille **du 19 au 22 octobre 1995** sous le thème «Des partenaires pour le changement». Pour mieux aider les familles, ce congrès a pour but d'échanger sur des expériences différentes afin d'accroître la capacité de constituer des ressources aux familles. Le congrès se tient au Centre des congrès de Winnipeg. Pour plus de renseignements, communiquer avec Services à la famille-Canada au numéro (613) 230-9960.

La Semaine interculturelle nationale se tiendra cette année **du 10 au 17 novembre 1995**. Sous le thème de «Vivre ensemble», cette célébration vise notamment le rapprochement entre les membres des diverses communautés culturelles et la société d'accueil. Dans le contexte particulier de l'Année internationale pour la tolérance, tous

et toutes sont conviés à organiser ou à participer aux différentes activités. Pour de plus amples renseignements : 1 800 465-2445.

L'Association des intervenantes et intervenants en formation personnelle et sociale (AIFPS) tiendra son 6^e congrès annuel **du 30 novembre au 2 décembre 1995** à l'Auberge des Seigneurs de Saint-Hyacinthe. Cette année, le thème sera «La relation aux jeunes, une implication de l'élève et de l'enseignant mais l'affaire de tout le monde...». Ce congrès fournira un lieu de rencontre et d'échange entre des intervenantes et intervenants et des personnes travaillant au sein d'organismes et de sociétés qui s'intéressent à l'éducation des jeunes en matière de santé, de sexualité, des relations interpersonnelles, de consommation et de la vie en société. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec Mme Lise Lessard au numéro (514) 674-7041.



PARUTIONS RÉCENTES

- Le Secrétariat à la famille rendra public une *Bibliographie sur les réalités familiales contemporaines au Québec* lors du Symposium québécois de recherche sur la famille qui se tiendra du 25 au 27 octobre 1995 à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Cette bibliographie contient près de 1 000 titres répartis selon quatre grands thèmes : les familles en mutation, les changements socio-économiques, les politiques publiques et les familles particulières. Chacun de ces thèmes est subdivisé en sous-thèmes. Pour obtenir un exemplaire de cette bibliographie, communiquez avec le Secrétariat à la famille au numéro (418) 643-6414.
- Tout comme l'a fait le Conseil supérieur de l'éducation l'an dernier, c'est au tour du Conseil de la famille de rendre public un document de réflexion sur l'école et la famille. Intitulé *L'école et les familles, de son ouverture/leur implication*, le document veut apporter un éclairage particulier dans la réflexion sociale actuelle au plan de l'éducation : le rôle des parents. Pour de plus amples renseignements : (418) 646-7678 ou (514) 873-1292.
- La Direction générale de la planification et de l'évaluation du ministère de la Santé et des Services sociaux a publié un document intitulé *La violence familiale : une approche systémique* par May Clarkson (collection Études et analyses, no 23). Cet ouvrage est destiné aux professionnels de la santé et des services sociaux

autant que les autres personnes intéressées à la violence intrafamiliale. L'auteur utilise une approche systémique pour étudier le «comment» et le «pourquoi» de la violence en examinant des données recueillies par diverses méthodes. L'étude porte aussi sur les facteurs déterminants de la violence, la dynamique culturelle et les pistes d'intervention visant l'éradication de la violence intrafamiliale.

- Le ministère de la Santé et des Services sociaux a rendu public récemment le *Guide de soutien à l'implantation du plan d'action jeunesse*. Ce guide est le fruit de plusieurs comités de travail composés de membres représentant les organismes communautaires, les établissements du réseau de la santé et des services sociaux, les associations d'établissements, les régies régionales et le ministère de la Santé et des Services sociaux. Le guide aidera les régies régionales et leurs partenaires dans la mobilisation et la synergie des acteurs concernés par la réalisation des objectifs mentionnés au plan d'action jeunesse intitulé *Maintenant et pour l'avenir... La jeunesse* (avril 1992).

Le *Guide de soutien à l'implantation du plan d'action jeunesse* présente une cinquantaine de mesures qui suivent les orientations ministérielles du plan : le virage prévention, la concertation et la coopération multisectorielle ainsi que la lutte à la pauvreté.

Le *Carnet de famille* est un bulletin publié quatre fois par année par le Secrétariat à la famille du Québec.

Pour un abonnement ou un changement d'adresse :

Secrétariat à la famille, 875, Grande Allée Est, bureau 3.300, Québec (Québec) G1R 4Y8

Téléphone : (418) 643-6414 • Télécopieur : (418) 528-2009

Comité de direction

Secrétaire général associé : Jean-Louis Bazin • Adjointe exécutive : Francine Lalonde

Directrice de la concertation : Diane Gagnon • Directeur du développement : Léandre Nadeau

Responsable du bulletin : Francine Lalonde

Collaboration : François Beaudoin, Gilles Meunier, Léandre Nadeau, Jennifer Reid, Jacinte Roberge, Laurent Roy, Francine Samson

Production : Direction des communications du ministère du Conseil exécutif

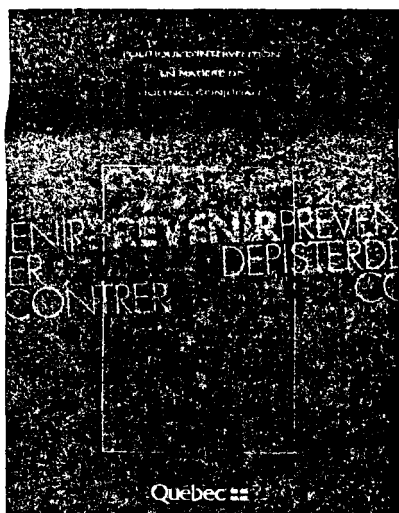
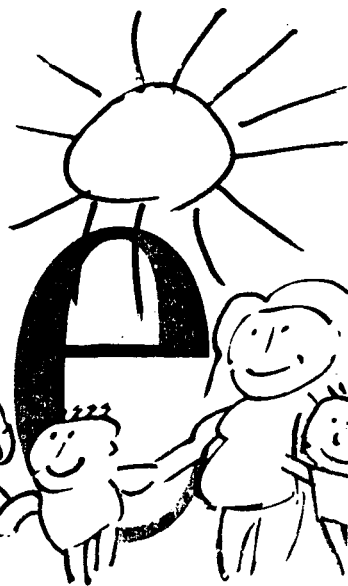
Réalisation graphique : Graphidée

Impression : Imprimerie Le Renouveau inc.



Toute reproduction avec mention de la source est autorisée
Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 1995
ISSN 1192 - 1995





LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE

Lancée à l'occasion de la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes le 6 décembre dernier, la *Politique d'intervention en matière de violence conjugale*

est mise sur une action concertée des personnes intervenant dans tous les milieux pour prévenir, dépister et contrer cette violence. Les six ministres associés à la politique, soit le ministre de la Justice, M. Paul Bégin, le ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Jean Rochon, la ministre responsable de la Condition féminine, Mme Jeanne Blackburn, le ministre de l'Éducation, M. Jean Garon, le ministre de la Sécurité publique, M. Serge Ménard et la ministre responsable de la Famille, Mme Pauline Marois, ont d'ailleurs conjointement lancé un appel à la mobilisation des partenaires et de la population pour éliminer cette violence afin de construire une société respectueuse des individus.

Les travaux menant à l'élaboration de la politique ont été effectués par le Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale et familiale, qui s'est adjoint un comité consultatif formé de représentantes et représentants des milieux communautaires, gouvernemental, paragouvernemental, universitaire, associatif et de spécialistes.

Quatre axes d'intervention

La *Politique d'intervention en matière de violence conjugale* fixe quatre axes d'intervention prioritaires : la prévention, le dépistage, l'adaptation aux réalités particulières et l'intervention dans les domaines psychosocial, judiciaire et correctionnel.

Une solution durable à la violence conjugale réside dans la **prévention**. Il est impératif de s'attaquer aux causes et aux facteurs qui en favorisent l'émergence par la promotion de rapports égaux entre les sexes et de relations humaines fondées davantage sur le respect des droits de la personne, sur la responsabilité individuelle et sur le respect des différences.

Le **dépistage** des personnes touchées par la violence conjugale est le pivot essentiel à toute intervention appropriée. En majorité, les victimes hésitent à révéler leur situation, de sorte que des énergies et des sommes considérables sont investies dans le traitement de symptômes sans que l'on intervienne à la source. Le dépistage doit donc devenir systématique et généralisé.

Afin d'offrir un traitement juste et équitable à toutes les personnes aux prises avec la violence conjugale, il faut **adapter** les interventions aux besoins de clientèles particulières (femmes âgées, femmes handicapées, femmes autochtones, femmes immigrantes et Québécoises des communautés culturelles, lesbiennes, gais et hommes violents) ainsi qu'à la réalité de certaines régions. Enfin, les interventions et les approches actuelles se doivent d'être améliorées afin d'accroître l'efficacité de l'**intervention psychosociale, judiciaire et correctionnelle**.

À ces quatre axes d'intervention viennent se greffer des mesures concrètes dont les principales ont été rendues publiques à l'occasion du lancement de la politique.

À titre de ministre responsable d'assurer la coordination et la cohérence de la politique familiale dans le réseau gouvernemental ainsi que la promotion du mieux-être de la famille auprès de l'ensemble des partenaires socio-économiques, Mme Pauline Marois a indiqué que cette politique s'inscrit déjà dans les orientations de la politique familiale du Québec au chapitre de la prévention, notamment par la promotion des comportements pacifiques en milieu familial. Elle a invité également tous les partenaires du Forum sur la famille à réaliser et à faire connaître les mesures auxquelles ils se sont engagés dans le cadre de l'adoption du troisième plan d'action en matière familiale, en février 1995, ainsi qu'à poser tout autre geste concret dans le but de prévenir et de contrer la violence conjugale, à la lumière des orientations et objectifs fixés dans la présente politique.

De plus, puisque l'apprentissage et la promotion de comportements pacifiques et de rapports égalitaires entre les individus sont des moyens privilégiés pour contrer et éliminer la violence conjugale et familiale, Mme Marois a annoncé que le Secrétariat à la famille produira un répertoire qui recense les outils qui visent ces deux objectifs.

Il importe que la société se mobilise pour amplifier le mouvement amorcé déjà depuis quelques années pour l'élimination de la violence conjugale ainsi que de toutes autres formes de violence.

LES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES DE GRAND-PAPA ET DE BELLE-MAMAN

Les médias ont récemment fait grand état de décisions de tribunaux qui ont ordonné à des grands-parents de verser une pension alimentaire au bénéfice de leurs petits-enfants. Ces décisions ont suscité certaines inquiétudes au sein de groupes représentant et défendant les intérêts des aînés.

Quelles sont donc les règles qui s'appliquent à ce type d'obligation alimentaire en vertu du Code civil et de la jurisprudence? Dans une perspective connexe, quelles sont celles qui peuvent incomber à un conjoint à l'égard d'enfants issus d'une précédente union?

L'obligation alimentaire incombant aux grands-parents

L'article 585 du Code civil du Québec constitue la base du recours alimentaire des petits-enfants à l'égard des grands-parents. Il est ainsi libellé :

«les époux de même que les parents en ligne directe se doivent des aliments».

Comme le mentionne cet article, l'obligation alimentaire a lieu entre parents en ligne directe. En conséquence, l'obligation alimentaire existe pour les parents envers leurs enfants, petits-enfants, etc., et elle est réciproque¹.

L'obligation alimentaire n'est donc pas limitée au premier degré de parenté (père, mère, enfants) contrairement à l'autorité parentale et à l'obligation d'éducation. Ainsi, lorsque les parents font défaut de remplir leur obligation d'entretenir leurs enfants, les grands-parents peuvent être tenus de leur verser des aliments² si un recours alimentaire est exercé contre eux.

En outre, pour les grands-parents, le divorce entre leur enfant, parent du créancier et le parent gardien ne changerait rien à la chose³, ils sont et demeurent, en vertu du Code civil, tenus à fournir des aliments à leurs petits-enfants.

Cependant, le recours alimentaire des enfants mineurs contre leurs grands-parents doit être considéré comme subsidiaire ou complémentaire du devoir des parents :

«les grands-parents ne doivent certes pas contribuer de façon totale à une pension alimentaire de leurs petits-enfants, sauf dans les cas exceptionnels et seulement pour suppléer dans certains cas aux difficultés temporaires dans lesquelles les parents peuvent être placés»⁴.

Certaines décisions ne tiennent pas compte du niveau de vie des grands-parents⁵.

Au plan procédural, le recours en aliments de l'enfant mineur pourra être exercé par le titulaire de l'autorité parentale (par exemple la mère) ou par la personne qui en a la garde⁶ sans qu'il soit nécessaire de procéder à la nomination d'un tuteur (art. 586 C.c.Q.). Cette exception est, en fait, destinée à faciliter les recours du parent assumant la garde de l'enfant⁷. Cependant, c'est à l'enfant personnellement que les aliments sont accordés.

Le processus prévu à l'article 586 qui permet à la mère d'exercer, pour le compte de son enfant mineur, un recours alimentaire contre le père ou les parents de ce dernier, cesse à la majorité de l'enfant. En effet, dès que l'enfant atteint sa majorité, la mère n'est plus en droit d'intenter pareille action. Ce droit appartient alors personnellement à l'enfant devenu majeur, et c'est à lui de convaincre le tribunal du bien-fondé de son recours.

Le mot *aliments* a parfois été interprété très largement par les tribunaux lorsqu'il s'agit du recours exercé par les petits-enfants :

«Dans le cas des enfants, les aliments ne doivent pas s'entendre dans l'interprétation restrictive de la nourriture mais comprennent aussi le gîte, le chauffage, l'entretien des lieux de résidence, le vêtement, l'éducation et les autres besoins essentiels de la vie et qui ne peuvent s'acquérir qu'avec de l'argent, ces éléments étant appréciés en fonction du niveau de vie des parents et des grands-parents, de l'âge des enfants et de leurs besoins réels»⁸.

L'obligation alimentaire tend alors à rejoindre le devoir d'entretien, quand ce n'est pas le devoir d'éducation lesquels, en principe, relèvent exclusivement des père et mère de l'enfant. De plus, le niveau de vie des grands-parents est pris en considération. Il appartient au juge saisi d'une demande semblable de déterminer, à l'aide de la preuve qui lui est soumise, si les circonstances propres à cette situation justifient les conclusions recherchées⁹.

La Cour supérieure a même statué, dans une décision rendue en novembre dernier, que les traitements orthodontiques des petits-enfants sont de nature alimentaire¹⁰.

L'obligation alimentaire incombant aux personnes qui agissent «in loco parentis»

La Loi sur le divorce étend l'obligation alimentaire à ceux ou celles qui font office de père ou de mère, bien qu'aucun lien de filiation, biologique ou juridique, ne les lie à l'enfant.

La loi vise notamment les enfants d'unions précédentes, dont l'éducation est assurée par le nouveau conjoint qui n'est pas le parent biologique. On dira alors que ce nouveau conjoint agit *in loco parentis* à l'égard de cet enfant.

En général, afin de déterminer si une personne agit *in loco parentis*, le tribunal tiendra compte de certains critères. Ces facteurs sont généralement les suivants : l'intention du nouveau conjoint de subvenir aux besoins matériels de l'enfant, la permanence de la prise en charge de cet enfant par le nouveau conjoint ainsi que le comportement de l'enfant à l'égard de cette personne. Par exemple, le fait qu'un enfant désigne publiquement une personne comme étant son vrai père ou sa vraie mère pourra être tenu en compte (parmi d'autres critères) afin de démontrer que cette personne agit *in loco parentis*. Cette personne pourrait donc être amenée à verser une pension alimentaire à cet enfant même si elle n'a aucun lien biologique avec lui¹¹.

1 : Comme le souligne M. Castelli et E.O. Dallard dans «Le nouveau droit de la famille au Québec», P.U.L., 1993, p. 260 ss.

2 : Droit de la famille - 211, (1984) C.S. 1057; Droit de la famille - 169, (1985) C.A. 332.

3 : Droit de la famille - 169, précité.

4 : Droit de la famille 1244, 1989 R.D.F. 300 (C.S.), p. 305, juge J. Dagenais.

5 : Droit de la famille 1244, 1989 R.D.F. 300 (C.S.).

6 : Droit de la famille - 1258, (1989) R.D.F. 497 (C.S.).

7 : CASTELLI, Mireille D. et DALLARD, Eric-Olivier, "Le nouveau droit de la famille du Québec", P.U.L., 1993, p. 260 ss.

8 : Maranda v. Proteau-Brassard, 1974 C.S. 40, p. 41, juge R. Colas.

9 : Schreiber c. Schreiber, 1979 C.S. 718, p. 722, voir également D. Famille 24, 1985 C.A. 332.

10 : Beaudoin c. Vincent, Cour supérieure, Chambre de la Famille, 18 octobre 1995.

11 : Voir notamment les décisions suivantes : Lavigne c. Goulet, 1980 C.S. 683; Droit de la famille 1276, (1989) R.D.F. 584 (C.S.); voir également : *Droit de la famille québécois*, sous la direction de Jean-Pierre Sénécal, C.C.H. FM ltée, pages 60-410 ss.

LE SOUTIEN FINANCIER ET FISCAL AUX FAMILLES :

TENDANCES INTERNATIONALES

Au-delà des divergences et des convergences que font ressortir les comparaisons entre les différentes politiques familiales des pays, il apparaît pertinent de s'intéresser, dans le contexte actuel, aux grandes tendances qui se dessinent en matière d'aide aux familles.

L'ensemble des mesures et des moyens mis en place par les pays pour assurer un soutien financier et fiscal aux familles sont généralement classés en trois catégories : *les prestations familiales* (allocations familiales, allocations pour jeunes enfants, allocations à la naissance, allocations pour familles monoparentales, etc.); *les mesures fiscales* (les diverses mesures concernant le crédit d'impôt pour enfants à charge, ou encore les diverses déductions favorisant les familles); *les normes du travail et autres mesures de conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle* (les congés de maternité, les congés parentaux, l'aménagement des heures de travail, les services de garde, etc.).

Voici, de façon plus spécifique, quelques grandes tendances qui semblent émerger selon le type d'aide dispensée aux familles.

Les prestations familiales

Les allocations familiales existent dans la très grande majorité des pays industrialisés. Il s'agit de la principale mesure de politique familiale, à la fois quant à l'omniprésence et à l'efficacité. Les études montrent que les allocations familiales continuent, dans la grande majorité des pays industrialisés, à jouer un rôle prédominant dans l'aide financière et fiscale accordée aux parents et dans la redistribution horizontale du revenu. Parmi les prestations



familiales, les allocations familiales sont les seules qui tendent à gagner en importance, et ce, au détriment des autres qui tendent à en perdre, exception faite des allocations de naissance. La valeur pécuniaire de la plupart des mesures autres que les allocations familiales (allocations de naissance, de rentrée scolaire, de mariage, etc.) tend à rester symbolique. La progression observée des montants des allocations familiales semble être en quelque sorte une façon de pallier les lacunes des systèmes fiscaux à l'endroit des familles.

Dans le contexte de développement d'une multiplicité de formes de la famille - dont personne ne souhaite en privilégier aucune - le centre de référence pour les allocations familiales semble se déplacer du parent vers l'enfant, ce qui constitue une tendance tout à fait nouvelle. En suivant cette tendance, certains pays commencent à envisager la possibilité de désigner les enfants comme bénéficiaires des allocations pour enfant à charge et tous les enfants d'une famille recevraient un montant égal, quel que soit leur rang dans la famille. Le Danemark a récemment adopté ce système.

Bien qu'il soit difficile de dire quelle tendance prévaudra, l'universalité des allocations familiales fait un peu partout l'objet de débats. Étant donné les moyens limités des États, certains croient que tous les efforts devraient être consentis en faveur des familles qui en ont le plus besoin. Cependant, les trois pays qui ont récemment instauré ou restructuré les allocations familiales ont chacun opté pour des solutions différentes. Le Danemark a mis en place un système universel : égalité pour tous. L'Espagne a opté pour l'examen des ressources : montant élevé mais plafonné en fonction des revenus. L'Allemagne accorde une prestation de base à tous, substantiellement majorée pour les groupes à revenus faibles.

Les mesures fiscales

En ce qui touche les mesures fiscales, deux tendances semblent émerger : d'abord, le système de taxation individuelle (la personne individuelle comme base de taxation) tend à remplacer progressivement le système d'imposition conjointe (le ménage fiscal comme base de taxation). L'année 1990 marque à cet égard une transition importante de l'imposition conjointe vers l'imposition individuelle. Cette réforme a été amenée par deux changements majeurs qui ont caractérisé l'évolution de l'organisation familiale, soit le phénomène grandissant de la cohabitation hors mariage et de l'insertion des femmes sur le marché du travail. Abolir la discrimination en matière du revenu entre les couples mariés et ceux vivant en union de fait constitue un des premiers objectifs de cette réforme. Un deuxième objectif vise, notamment, à rendre le travail hors du foyer plus attrayant pour les femmes.

L'autre tendance consiste à hausser, voire à supprimer l'âge limite d'admissibilité aux déductions fiscales pour enfants, reflétant en cela le fait que les jeunes tendent à poursuivre leurs études pour une plus longue période de leur vie.

Les normes du travail et autres mesures de conciliation travail et famille

Les observateurs relèvent une tendance croissante dans les pays industrialisés à tenir compte de la difficulté de concilier le marché du travail et les responsabilités familiales. Une majorité de pays ont pris des dispositions pour protéger les femmes enceintes sur le marché du travail. Cette convergence des pays n'est cependant qu'apparente puisqu'il existe, dans les faits, une diversité de situations. Elle s'observe tout autant dans les congés de maternité et de paternité, la durée de ces congés et le montant des prestations. Cela vaut également pour le congé parental, qui existe dans la plupart des pays, mais dont les caractéristiques sont fort dissemblables d'un pays à l'autre.

Deux grandes tendances émergent dans le domaine de la garde d'enfants : d'abord, l'importance grandissante du milieu local dans l'organisation des services de garde, ensuite, une tendance marquée à un contrôle par l'État du secteur privé au moyen de normes quantitatives et qualitatives. Il est à noter qu'un plus grand nombre de services de garde sont maintenant financés par des capitaux privés et que les employeurs du secteur privé manifestent un intérêt plus grand dans l'organisation et le financement de services de garde.

Ce ne sont là que quelques-uns des constats que l'on peut tirer des études comparatives sur les politiques familiales, plus nombreuses depuis quelques années. Dans un contexte de remise en question des priorités et des politiques sociales, le Secrétariat à la famille entend suivre de plus près les grands changements qui affectent les politiques d'aide aux familles dans les autres pays.

POINTS DE VUE QUÉBÉCOIS SUR LE SOUTIEN FINANCIER AUX FAMILLES

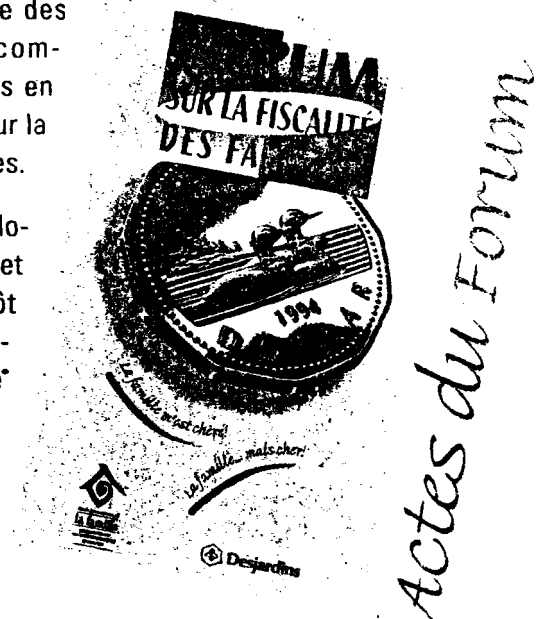
Au cours des deux dernières années, la population a eu l'occasion de s'exprimer à deux reprises relativement au soutien financier aux familles, soit au Forum sur la fiscalité des familles, tenu à Montréal du 8 au 11 février 1994, et au moment des Commissions régionales et nationale sur l'avenir du Québec, en février et mars 1995. Il s'agit de deux événements assez dissemblables. Le Forum sur la fiscalité des familles portait spécifiquement sur les politiques fiscales des deux paliers de gouvernement alors que les mémoires déposés devant les Commissions sur l'avenir du Québec traitaient de ce thème d'une façon évidemment plus marginale. Les opinions exprimées à l'occasion de ces deux événements, toutefois, convergent assez souvent.

À la suite de l'annonce par le gouvernement de la création d'une grande Commission d'étude sur le régime fiscal, il est pertinent de présenter un sommaire des divers points de vue exprimés sur le soutien financier aux familles.

Forum sur la fiscalité des familles

Les mesures universelles d'aide aux familles représentent un acquis social qui doit être maintenu. Par ces mesures, l'État reconnaît l'importance sociale des enfants et le rôle d'éducateurs des parents. Voilà une des principales recommandations émises en atelier au Forum sur la fiscalité des familles.

Au Québec, les allocations familiales et les crédits d'impôt pour enfants doivent donc être maintenus, sinon améliorés.



On déplore que la prestation fiscale pour enfants du gouvernement fédéral ait fait disparaître toute aide à partir d'un certain seuil. Ainsi, elle ne permet pas à un couple ayant un enfant et un revenu légèrement supérieur à la moyenne de recevoir de l'aide, si minime soit-elle. Par ailleurs, les couples sans enfant peuvent utiliser des abris fiscaux et payer moins d'impôt que les familles avec enfants. Les participants au Forum demandent que le gouvernement fédéral réintroduise une aide universelle qui pourrait prendre la forme d'un crédit d'impôt remboursable.

Ils demandent également que l'impôt soit plus progressif et que le fardeau fiscal soit distribué plus équitablement entre les particuliers et les entreprises, aux deux paliers de gouvernement. Certaines mesures fiscales pourraient être abolies afin de dégager des fonds pour les familles, comme par exemple, l'exemption du gain de capital et la déduction aux petites entreprises.

De nombreux intervenants réclament, par ailleurs, l'abolition des taxes à la consommation sur les biens et services destinés aux enfants.

En ce qui a trait aux services de garde, on demande que le nombre de places disponibles soit augmenté, de même que le salaire des employés. Pour des raisons d'équité verticale, les participants au Forum sur la fiscalité des familles ont réclamé le remplacement de la déduction pour frais de garde par un crédit d'impôt remboursable, ce qui a été effectué au niveau de l'impôt québécois dès l'année d'imposition 1994.

Les rapports d'ateliers du Forum sur la fiscalité recommandent, par ailleurs, la défiscalisation des pensions alimentaires pour enfants. Certains proposent aussi d'exclure ces montants du calcul du revenu familial servant à l'établissement d'avantages financiers tels que la prestation fiscale pour enfants. Il est recommandé d'augmenter le crédit d'impôt pour frais de garde de parents âgés et d'en introduire un semblable au fédéral.

Le programme d'aide aux parents pour leurs revenus de travail (APPORT) est méconnu. L'admissibilité à ce programme devrait être automatique lorsque le revenu indiqué dans la déclaration d'impôt par les soutiens de famille leur permet de se qualifier. À l'heure actuelle, il faut en faire la demande.

Commissions sur l'avenir du Québec

Vingt-six mémoires présentés au moment des Commissions régionales sur l'avenir du Québec ont traité de la fiscalité des familles. Plusieurs mémoires font de la lutte à la pauvreté, notamment chez les enfants, l'objectif premier du soutien financier aux familles, bien que l'on insiste également sur le maintien du principe de l'universalité des programmes sociaux pour le développement d'une solidarité sociale. Pour certains, les prestations universelles pour enfants (qui comprennent les allocations familiales et les allocations à la naissance) sont souvent la seule rémunération reçue pour le travail non rémunéré au foyer et devraient donc être maintenues.

Dix-neuf mémoires proposent une reconnaissance du travail des parents qui restent au foyer pour s'occuper de leurs enfants; ils proviennent notamment des regroupements régionaux de l'Association des parents catholiques du Québec. Cette reconnaissance serait particulièrement appropriée quand les enfants sont en bas âge. Seize de ces mémoires proposent une rémunération, et parfois, une ébauche de formule pour le calcul du montant de cette rémunération.

Quatre mémoires proposent le rétablissement de la non-taxation des biens essentiels destinés aux enfants (couches, vêtements et chaussures pour enfants), et le maintien de la non-taxation sur l'alimentation et le lait maternisé. Un mémoire suggère que l'exemption de taxes pour les vêtements et chaussures d'enfants s'applique jusqu'à l'âge de 16 ans.

Certains mémoires associent le bien-être des familles à une politique de plein emploi : ces mémoires proviennent notamment de regroupements de garderies. Un mémoire propose d'encourager les mères de famille monoparentale à poursuivre des études postsecondaires.

Un parti politique propose, de son côté, d'abaisser l'âge de la retraite à 55 ans, ce qui permettrait de libérer des emplois pour les jeunes qui pourraient ensuite fonder des familles et contribuer à la hausse de la natalité. La retraite à 55 ans, toutefois, ne serait pas obligatoire.

LES ALLOCATIONS À LA NAISSANCE

Le rapport du Vérificateur général à l'Assemblée nationale pour l'année 1994-1995 remet d'actualité le débat sur le programme d'allocations à la naissance. Le Vérificateur laisse entendre que l'objectif visé par ce programme est de hausser le taux de natalité et il affirme qu'aucune évaluation pour atteindre cet objectif n'a été faite.

Une vérification des motifs invoqués au moment de l'instauration du programme d'allocations à la naissance, en 1988, permet de constater que, bien que cette mesure ait eu une visée nataliste, elle n'était cependant pas exprimée de façon assez explicite. Dans le Discours sur le budget 1988-1989, le ministre des Finances mentionnait que :

«... l'examen des divers programmes actuels de soutien économique à la famille nous a fait conclure à l'existence d'une lacune quant au soutien à accorder aux parents au moment même de la naissance... Pour la naissance d'un troisième, il faut faire mieux. Comme on le sait, la majorité des familles au Québec sont actuellement composées de un ou de deux enfants. Les résistances que l'on observe à la venue d'un troisième enfant sont de plusieurs ordres, les contraintes financières n'étant pas les moindres. C'est pourquoi, il semble important d'encourager les familles du Québec à envisager la venue d'un plus grand nombre d'enfants avec moins d'incertitudes financières et une plus grande confiance dans l'avenir.»

Par ailleurs, lors des budgets subséquents, on a justifié une nouvelle hausse des montants accordés à la naissance des troisièmes enfants et des suivants par la nécessité de concentrer les efforts là où les besoins sont les plus grands, à savoir chez les familles nombreuses. Aucune allusion n'est faite à un encouragement à la natalité.

Quoi qu'il en soit, il a été fait état à plusieurs reprises que, à la suite de l'introduction de cette mesure, le nombre des naissances au total a connu une courbe ascendante, passant de 86 358 en 1988 à 98 013 en 1990, soit une hausse

de 13,5 %. Depuis cette date, le nombre des naissances décroît. Par ailleurs, ce qu'il convient surtout de mentionner, c'est que les naissances de rang trois et plus, celles particulièrement visées par la mesure, ont connu une hausse beaucoup plus marquée. La croissance des naissances de rang trois s'est poursuivie sur une période plus longue, soit jusqu'en 1992, tandis que celles de rang quatre et plus connaissent, pour leur part, une croissance ininterrompue depuis 1988. Les dernières données disponibles montrent qu'elles sont toujours à la hausse. Au total, au cours de cette période, le nombre de ces naissances s'est accru de 29 %.

Il est exact d'affirmer que l'on ignore le rôle précis qu'ont pu jouer les allocations à la naissance dans la hausse des naissances de rang trois et plus. Cependant, à la lumière des résultats présentés, il est difficile de ne pas leur accorder une certaine influence.

ÉVOLUTION DES NAISSANCES
SELON LE RANG DE LA NAISSANCE ET AU TOTAL,
QUÉBEC, 1988 À 1994

Année	Rang 1	Rang 2	Rang 3	Rang 4 et plus	TOTAL
1988	41 423	30 897	10 349	3 689	86 358
1989	43 497	32 361	11 813	4 080	91 751
1990	46 104	34 755	12 711	4 443	98 013
1991	45 223	34 473	12 940	4 712	97 348
1992	43 194	34 713	13 299	4 848	96 054
1993	40 751	33 822	12 812	4 937	92 322
1994	39 275	33 126	12 789	5 227	90 417
Variation 1988/1994	- 5,2%	7,2%	23,6%	41,7%	4,7%

Source : Bureau de la statistique du Québec.

LE NOMBRE D'ENFANTS BAISSE. LA TAILLE DES FAMILLES RÉTRÉCIT

Le nombre d'enfants pour lesquels une allocation familiale est versée a augmenté de façon importante de 1988 à 1992, après une baisse continuelle observée de 1975 à 1987. Une légère hausse d'environ 2 400 enfants a été enregistrée en 1993. Cependant, en 1994, le mouvement à la baisse a repris avec une diminution de plus de 5 000 enfants. Telles sont les constatations faites par la Régie des rentes du Québec dans son *Rapport annuel 1994-1995* diffusé en décembre dernier.

Cette baisse est attribuable à la diminution importante des femmes en âge de procréer, soit de celles qui suivent la génération des «baby boomers».

En 1994, 87 071 naissances ont été enregistrées¹. Elles se répartissent comme suit : 37 696 naissances de premier rang, 32 393 de deuxième rang et 16 982 de troisième rang ou de rangs suivants.

La Régie des rentes du Québec observe que ce sont les naissances de premier rang qui ont connu la plus forte diminution et que les naissances de deuxième rang sont également en baisse comparativement à l'année précédente. Par contre, les naissances de troisième rang sont stables et les naissances de quatrième rang et de rangs suivants sont en hausse. Rappelons que les allocations pour les naissances de troisième rang ou de rangs suivants, qui étaient de 3 000 \$ en 1988, sont passées à 8 000 \$ en mai 1992. L'allocation trimestrielle est versée par tranche de 400 \$ jusqu'à l'âge limite de cinq ans.

La proportion des familles selon le nombre d'enfants s'est également modifiée au fil des ans, comme en témoigne le tableau suivant, mais il a peu changé depuis près de dix ans.

Répartition des familles selon le nombre d'enfants.
1975, 1985 et 1994
Régie des rentes - Rapport annuel 1994-1995

Nombre d'enfants	% des familles 1975	% des familles 1985	% des familles 1994
un enfant	38	45	46
deux enfants	34	40	40
trois enfants et plus	28	15	15
TOTAL	100	100	100

1 : À noter que ce chiffre diffère quelque peu de celui du Bureau de la statistique du Québec (voir l'article sur les allocations à la naissance). Il s'agit ici du nombre de naissances pour lesquelles une allocation est versée.

ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI FACILITANT LE PAIEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES

La Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires est en vigueur depuis le 1^{er} décembre 1995. Elle avait été sanctionnée par l'Assemblée nationale le 16 mai 1995. Étudié en commission parlementaire, le projet de loi avait fait l'unanimité à l'Assemblée nationale et avait suscité des réactions très favorables chez les organismes visés par la question.

L'entrée en vigueur de la loi ne touche que les ordonnances alimentaires qui seront rendues à partir du 1^{er} décembre 1995. Si les parties en cause ne se sont pas prévaluées du droit, prévu par la loi, de s'exclure du régime, c'est le ministère du Revenu qui percevra alors la pension de la personne tenue de la payer et qui la versera au bénéficiaire.

Le nouveau régime pourra également s'appliquer dans les cas où un jugement aura été prononcé avant le 1^{er} décembre 1995 et lorsque les deux parties le désireront. Celles-ci devront en faire la demande au greffier du district judiciaire où le jugement a été rendu ou à celui du district où réside le créancier de la pension.

Dans le cas, par exemple, où une créancière ne reçoit pas la pension alimentaire accordée en vertu d'un jugement rendu avant le 1^{er} décembre 1995, elle devra aviser le percepteur des pensions alimentaires du palais de justice de son district ou de celui où le jugement a été rendu. Dans ce cas, le système de perception des pensions administré par le ministère de la Justice continuera de s'appliquer jusqu'au 16 mai 1996. Ce n'est qu'à partir de cette date que le ministère du Revenu prendra graduellement en charge les dossiers actuellement traités par le percepteur des pensions alimentaires.

LE RÔLE ET LE STATUT DES PÈRES EN EUROPE

Il n'y a pas qu'au Québec que le rôle et le statut du père constituent une préoccupation importante : les ministres européens chargés des Affaires familiales en ont fait l'objet central d'une rencontre organisée par le Conseil de l'Europe en 1995.

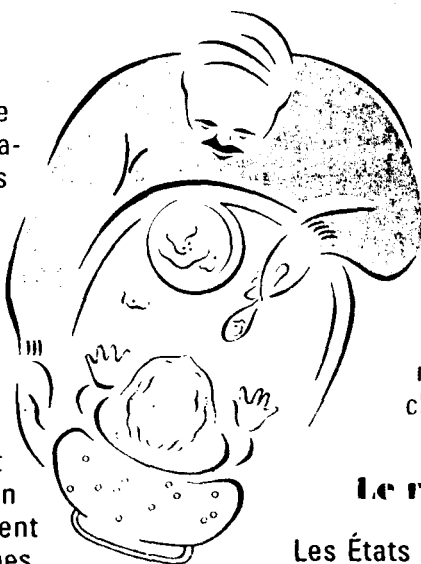
Rappelons tout d'abord qu'au Québec le Conseil de la famille a édité deux ouvrages à cet égard en 1993 et que les deux plans d'action en matière familiale, soit celui de 1992-1994 et celui de 1995-1997, contiennent des mesures afin d'accroître la participation des pères pour qu'ils assument pleinement leurs responsabilités familiales et domestiques.

Chacun des 34 États membres du Conseil de l'Europe a dû rédiger un rapport national sur la base commune d'un long et minutieux questionnaire portant sur les aspects psychologiques, sociologiques et juridiques de la paternité. Nous reproduisons ici les éléments clés de ces rapports et de la rencontre ministérielle. Ils ont fait l'objet d'un article de la *Lettre de l'IDEF* (Institut de l'enfance et de la famille de la France)¹ dont nous reproduisons ici certains extraits.

Le rapport suédois souligne d'emblée que « nous nous éloignons du modèle familial traditionnel - patriarcal et fondé sur l'autorité en général - pour instaurer un nouveau type de famille plus démocratique et plus égalitaire. Ce processus qui n'est pas tout à fait terminé est plus marqué dans la classe moyenne qu'au sein de la classe ouvrière. »

Dans ce contexte, le rôle et le statut du père ont été et doivent être redéfinis pour diverses considérations. Les mères étant plus instruites et majoritairement actives, il faut promouvoir l'égalité des chances et des sexes et une meilleure conciliation des responsabilités professionnelles et familiales. Les deux parents ont une responsabilité commune à l'égard de l'enfant et elle ne devrait pas cesser au moment de la rupture du couple.

La plupart des rapports nationaux insistent sur l'importance de la famille dans une société atomisée par la montée de l'individualisme et sur la nécessité de mettre les hommes, en particulier les pères, en mesure de jouer un rôle positif dans les transformations qui affectent les familles en général. Le rapport italien souligne que l'augmentation du nombre des divorces et des séparations est souvent la conséquence de la non-observation du partage des tâches indispensable à l'équilibre familial.



La transformation des représentations des familles et des relations familiales ne s'est pas traduite par une transformation des comportements. Les tâches domestiques sont encore largement dévolues aux femmes qui y passeraient environ trois fois plus de temps que les hommes (du moins en moyenne en Europe; des différences notables apparaissent selon les pays et les classes sociales).

Le rôle de l'État

Les États se sont efforcés, au cours des dernières décennies, de parachever leurs législations respectives en matière juridique relativement à la filiation ou à l'exercice de l'autorité parentale, notamment dans les situations d'unions libres et après le divorce ou la séparation; par ailleurs, le problème du versement des pensions alimentaires reste difficile à maîtriser dans la plupart des pays.

Bien qu'il reste beaucoup à faire, des mesures efficaces ont été prises pour permettre la conciliation des activités professionnelles et familiales, notamment en matière de congés, de garde et d'accueil périscolaire.

En fait, dans la mesure où les mentalités et les comportements n'évoluent que très lentement, ce parti pris de la non-ingérence dans la sphère « privée » contribue au maintien de l'inégalité dans le partage des tâches et des rôles parentaux, donc à la surcharge qu'assument les mères.

Seuls les pays nordiques - la Finlande, le Danemark, la Norvège et surtout la Suède - ont adopté des dispositions qui incitent plus directement les pères à prendre une plus grande part aux activités familiales et domestiques, cela à l'occasion des congés parentaux et, en Suède, dans les limites de « l'assurance parentale ». On sait que, du moins en Suède, ces mesures paraissent avoir constitué l'un des facteurs qui ont concouru au redressement de la courbe de natalité... Il est encore trop tôt pour savoir si elles influenceront sur les taux de nuptialité et le nombre de divorces ou de séparations. Par-delà l'objectif d'un partage équitable des tâches demeure une question culturelle cruciale : celle qui porte sur la distinction ou non entre les sexes, et entre les rôles paternels et maternels.

1 : La lettre de l'IDEF, numéro 97, août-septembre 1995, p. 8.

PROGRAMMES DE CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE

SONDAGE AUPRÈS D'EMPLOYEURS¹

La revue *Le Marché du travail* faisait paraître récemment un article présentant les résultats de l'Enquête sur la rémunération globale de 1993 (établissements de 200 salariés et plus) relativement aux mesures de conciliation travail-famille adoptées par ces entreprises. Nous reproduisons ici les éléments clés de cet article.

À la question sur l'existence ou non de telles mesures concrètes dans leurs établissements, 22,2 % des 290 employeurs interrogés ont répondu par l'affirmative, 71 % par la négative et 5 employeurs n'ont pas su quoi répondre.

Parmi les mesures de conciliation travail-famille adoptées par les entreprises, les plus populaires visent des services de garde pour leur personnel (14), suivies par des congés spéciaux rémunérés pour responsabilités familiales (12). Dans l'aménagement de l'horaire de travail, les deux mesures importantes ont été l'horaire flexible (10) ainsi que le travail à temps partiel et le partage du travail ou de l'emploi (9). Les mesures les moins citées dans la catégorie de l'aménagement de l'horaire de travail, parmi l'ensemble des réponses, ont été : la semaine comprimée (1) et le télé-travail (1). Les congés à traitement différé, les camps de jour et les camps d'été ont recueilli, pour leur part, deux citations chacune parmi les mesures peu mentionnées. Cinq autres mesures ont finalement été signalées entre 4 et 7 fois : les congés de maternité ainsi que les congés parentaux et autres congés sans traitement et, dans la catégorie dite des autres mesures, l'approche cas par cas, celle selon la loi et les normes ainsi que celle dite d'ouverture aux mesures de conciliation travail-famille.

L'étude conclut par un tour d'horizon de diverses opinions ayant cours dans les secteurs spécialisés. Ainsi, bien que la conciliation travail-famille soit dûment inscrite à l'ordre du jour de l'action syndicale, les politiques des employeurs en la matière sont celles qui, en dehors des avantages garantis par la **Loi sur les normes du travail**, favoriseraient davantage la famille. Par ailleurs, d'autres employeurs sont d'opinion que peu d'organisations posséderaient des programmes structurés, cela ne faisant pas encore partie des préoccupations des entreprises. Certains gestionnaires, à l'heure où l'on parle plutôt de rationalisation et de com-

pressions budgétaires, hésiteraient même à implanter des programmes de conciliation travail-famille à cause des coûts qu'ils génèrent. Certains autres observateurs, finalement, constatent que ces programmes seraient mis en place de façon plutôt inégalitaire, étant d'abord le fait d'organisations de grande taille du secteur public, fortement syndiquées et féminisées, où l'on trouve des pratiques de conciliation travail-famille déjà bien implantées. En conclusion, l'auteur semble douter que les employeurs puissent offrir à leur personnel toute la gamme des services de garde d'enfants et de soins aux personnes dépendantes. On constate toutefois que les employeurs sont encore, malgré tout, les mieux placés pour améliorer les pratiques existantes de conciliation travail-famille en milieu de travail, de même que les politiques générales relatives aux ressources humaines.

1 : Étude réalisée par André Desjardins, au Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail du ministère de l'Emploi, et résumé par Lucien Paquin.

FONDS FAMILLE

Le Secrétariat à la famille a reçu 301 demandes de

subvention pour le Fonds famille. Des comités d'évaluation procèdent actuellement à l'analyse des projets. Environ 25 projets seront retenus pour bénéficier du Fonds famille au cours des trois prochaines années. Ils seront connus à la fin février. Rappelons que ce programme s'adressait aux organismes sans but lucratif et qu'il avait comme objectif de promouvoir et de soutenir la compétence parentale.



FAMILLE AU JEU

À la suite du lancement du programme **Famille au jeu** au printemps de 1993, quelque 200 municipalités et organismes se sont procuré la trousse Famille au jeu. Cette trousse contient une analyse des besoins de la population parentale (âgée de 25 à 44 ans) en matière de pratique de l'activité physique et un *Guide de ressources* à l'intention des services de loisir.

Afin de bonifier cette trousse et pour soutenir les municipalités qui n'ont pas de service de loisir mais qui aimeraient quand même rejoindre plus facilement cette clientèle, Kino-Québec et le Regroupement québécois du loisir municipal lancent une première série de fiches techniques Famille au jeu.

Il s'agit d'un cahier de suggestions d'activités, de programmation, de tarifications spéciales, d'activités particulières que peut utiliser un service ou un comité de loisir. Ces fiches ont été recueillies à l'occasion d'une tournée provinciale de sensibilisation au programme Famille au jeu et constituent la première édition de la mise en commun souhaitée par les organisateurs de ce programme. Elles présentent l'activité, en précisent les objectifs, décrivent sommairement le projet, indiquent souvent le rapport coût-bénéfices et donnent le point de vue des organisateurs dont les coordonnées **apparaissent, de manière à ce que les autres municipalités** puissent les consulter au besoin.



On peut se procurer ce jeu de fiches en communiquant par téléphone avec le Regroupement québécois du loisir municipal au numéro (514) 252-3142, ou encore par télécopieur au numéro (514) 254-2603.

Suicide-Action Montréal organise une série de conférences portant sur le suicide des hommes, le **vendredi 9 février 1996**, à l'UQAM. Des penseurs, des éducateurs et des praticiens livreront leur réflexion à ce sujet. Le coût est de 75 \$ (entrée régulière) et de 45 \$ (étudiants). Pour de plus amples renseignements : (514) 723-3594.

La quatrième édition du Salon de la maternité et de la paternité de Montréal se tiendra **du 14 au 17 mars 1996** à la Place Bonaventure. Comme par les années passées, le Secrétariat à la famille y tiendra un stand d'exposition pour diffuser des renseignements sur le plan d'action des partenaires en matière familiale ainsi que sur les différentes ressources à la famille. La clientèle de ce salon est principalement composée d'hommes et de femmes de 18 à 34 ans, parents d'enfants âgés de 0 à 8 ans.

Le Comité de la Semaine québécoise des familles vient de rendre publics un cahier thématique ainsi qu'un guide de participation pour la 11^e célébration des familles

au Québec. Rappelons que la Semaine québécoise des familles se tient cette année **du 13 au 19 mai 1996** sous le thème «Les jeunes familles ont besoin de soutien, un p'tit coup de pouce, ça fait du bien!». Tous les organismes intéressés à organiser une activité sont invités à compléter une fiche de participation. Pour de plus amples renseignements, communiquez avec Richard Martin au numéro (514) 382-9182.

L'Association québécoise de suicidologie organise un colloque sous le thème «Suicide : prévention en tête» **du 5 au 8 juin 1996** à Chicoutimi. Cette association consacre ses énergies à la prévention du suicide par le regroupement et la concertation des organismes voués à cette cause. Le colloque sera l'occasion de réfléchir sur les avenues et pratiques de la prévention du suicide, de connaître et reconnaître cette expertise et de partager des connaissances en cette matière. Pour de plus amples renseignements : (514) 528-0958.



PARUTIONS RÉCENTES

Le Secrétariat à la famille a rendu publique une synthèse de près de 200 mémoires ayant trait aux préoccupations familiales qui ont été présentées aux Commissions sur l'avenir du Québec. Intitulé *Les familles et la politique familiale*, ce document de 35 pages porte sur la reconnaissance de la famille, les attentes à l'égard d'une politique familiale, le soutien financier aux familles, les services publics et communautaires et les principales préoccupations exprimées selon les divers milieux. Vous pouvez vous en procurer une copie en communiquant avec le Secrétariat à la famille au numéro (418) 643-6414.

La revue *Sociologie et sociétés*, (volume XXVII, numéro 2, automne 1995) des Presses de l'Université de Montréal présente un numéro spécial sur *La nouvelle morphologie sociale : changement démographique et structure sociale*. Réalisé sous la direction de Marianne Kempeneers, ce numéro spécial contient une douzaine d'articles d'intérêt sur la famille : le vieillissement, les rapports entre les générations, les variations de la relation travail-famille, l'État et la restructuration du champ familial, les stratégies de la prise en charge des enfants, les parcours familiaux, l'espace familial, etc.

Le Québec comparé : indicateurs sanitaires, démographiques et socio-économiques est un excellent ouvrage qui a été publié récemment par le ministère de la Santé et des Services sociaux et qui présente de nombreuses données statistiques et d'enquêtes sur l'évolution de la situation québécoise, canadienne et internationale.

Périodica vidéo a mis en vente, au coût de 29,95 \$, une vidéocassette intitulée «*Accroche*», un spécial d'une heure sur le décrochage des jeunes. Elle présente la réalité étudiante, ses rêves brisés et ses espoirs face au futur : une illustration sur l'accomplissement de soi et la poursuite de son rêve, avec deux trapézistes du Cirque du soleil. Cette vidéo met en vedette Francis Reddy, Marina Orsini et Anne Dorval. Pour de plus amples renseignements : (514) 274-3470 ou 1-800-361-1431.

Le Conseil des communautés culturelles et de l'immigration a rendu public à l'automne dernier *L'intégration des familles immigrantes au Québec*, une synthèse et des recommandations d'un document de réflexion qu'il a publié avec le Conseil de la famille en 1995. Ce document explore les conditions et les mesures nécessaires permettant aux familles immigrantes et à celles des communautés culturelles de s'intégrer pleinement au sein de la société québécoise.

Le *Carnet de famille* est un bulletin publié quatre fois par année par le Secrétariat à la famille du Québec.

Pour un abonnement ou un changement d'adresse :

Secrétariat à la famille, 875, Grande Allée Est, bureau 3.300, Québec (Québec) G1R 4Y8
Téléphone : (418) 643-6414 • Télécopieur : (418) 528-2009 • Internet : famille@cex.gouv.qc.ca

Comité de direction

Secrétaire général associé : Jean-Louis Bazin • Adjointe exécutive : Francine Lalonde
Directeur du développement : Léandre Nadeau

Responsable du bulletin : Francine Lalonde

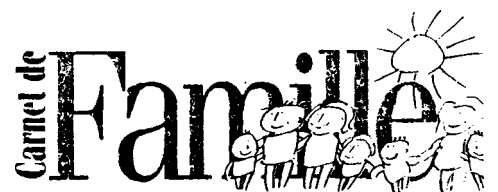
Collaboration : François Beaudoin, Pierre Croisetière,
Laurent Roy, Francine Samson

Production : Direction des communications du ministère du Conseil exécutif

Réalisation graphique : Graphidée

Révision linguistique : Rita Gignac

Impression : Imprimerie Le Renouveau inc.



Toute reproduction avec mention de la source est autorisée
Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 1996
ISSN 1192 - 1996



3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1995 :

- **endroit et dates du départ et du retour;**
- **but du voyage**
- **personnes rencontrées**
- **coût**
- **noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);**
- **pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;**
- **bilan et résultat des rencontres.**

Endroit	:	Nouveau-Brunswick
Date	:	départ le 22 mai 1995 retour le 24 mai 1995
But du voyage	:	- conseil sur l'élaboration d'une politique familiale - conférence à l'Université de Moncton
Personnes rencontrées	:	M ^{me} Claudette Savoie
Coût	:	dépenses payées par le Secrétariat de la politique familiale du Nouveau-Brunswick
Nom du fonctionnaire	:	Diane Gagnon, directrice de la Concertation

4. Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 1995-1996 et les prévisions pour 1996-1997;
- la ventilation des dépenses par type de média;
- les noms des fournisseurs;
- le but visé par chaque dépense.

Sommes dépensées : aucune

Prévisions 1996-1997 : 2 000 \$

5. Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1995-1996 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat.

Ne s'applique pas.

6. Liste des études commandées durant l'exercice financier 1995-1996 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études.

Ne s'applique pas.

7. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996 en indiquant :

- le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

Voir tableaux ci-joints.

NOM	MANDAT ET RÉSULTAT	COÛT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Agraf Création Communication	Conception et production jusqu'aux films finaux d'un autocollant sur la prévention des agressions sexuelles	900 \$	Sur invitation
Centrale de l'enseignement du Québec	Dans le cadre du suivi des engagements du plan d'action des partenaires en matière familiale, assure la logistique requise pour les travaux du réseau d'information et d'échange d'expériences sur la conciliation entre le travail et la famille et dépose un rapport annuel d'activités	5 000 \$	Contrat négocié
Centrale des syndicats démocratiques	Dans le cadre du suivi des engagements du plan d'action des partenaires en matière familiale, assure la logistique requise pour les travaux de la table sectorielle du monde du travail	5 000 \$	Contrat négocié
Communication Demo inc.	Réalisation d'une revue de presse quotidienne	10 000 \$	Soumission publique
Confédération des organismes familiaux du Québec inc.	Dans le cadre du suivi des engagements du plan d'action des partenaires en matière familiale, a assuré la logistique requise pour les travaux de la table sectorielle du mouvement familial et a déposé un rapport de démarrage au comité de suivi en décembre 1995	10 000 \$	Contrat négocié
Conférence des régions régionales de la santé et des services sociaux	Dans le cadre du suivi des engagements du plan d'action des partenaires en matière familiale, a assuré la logistique requise pour les travaux de la table sectorielle et a déposé les rapports exigés au comité de suivi	5 000 \$	Contrat négocié
Conseil de développement de la recherche sur la famille	Production d'une monographie du mouvement familial	7 000 \$	Contrat négocié

NOM	MANDAT ET RÉSULTAT	COÛT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Deleury, M ^e Édith	Avis juridique sur la présomption de garde conjointe	1 000 \$	Contrat négocié
Expressions	Élaboration d'un sommaire du 3 ^e plan d'action en matière familiale	2 500 \$	Contrat négocié
Fédération des commissions scolaires du Québec	Dans le cadre du suivi des engagements du plan d'action des partenaires en matière familiale, a assuré la logistique requise pour les travaux de la table sectorielle du réseau de l'éducation et a déposé un rapport de démarrage au comité de suivi en décembre 1995	3 000 \$	Contrat négocié
Fédération des commissions scolaires du Québec	Dans le cadre du suivi des engagements du plan d'action des partenaires en matière familiale, a assuré la logistique requise pour les travaux de la table sectorielle du réseau de l'éducation Dépôt d'un rapport de démarrage au comité de suivi en janvier 1997	2 700 \$	Contrat négocié
Fédération des unions de familles	Développement d'un système d'information sur l'évolution de la politique familiale en milieu municipal sous la forme d'une base de données Production prévue le 30 avril 1997	10 000 \$	Contrat négocié
Fondation internationale des archives historiques de calligraphie	Production de 22 parchemins laminés pour la reconnaissance du travail accompli par le Bureau québécois de l'Année internationale de la famille durant l'Année internationale de la famille	900 \$	Contrat négocié

NOM	MANDAT ET RÉSULTAT	COÛT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Gagnon, Andrée	Réalisation d'un répertoire des outils relatifs à l'apprentissage des comportements pacifiques, la résolution pacifique des conflits et la promotion de comportements pacifiques et de rapports égaux entre les individus	9 000 \$	Sur invitation
Gignac, Rita	Révision des textes du Carnet de famille	75 \$	Contrat négocié
Graphidée	Conception et réalisation graphique de 3 documents : 1- dépliant intitulé «Familles en tête 1995-1997, plan d'action des partenaires en matière familiale» 2- document intitulé «Déclaration du gouvernement du Québec sur la famille» 3- 2 pages de présentation du document «Familles en tête 1995-1997, plan d'action des partenaires en matière familiale»	2 240 \$	Sur invitation
Graphidée	Conception et réalisation graphique d'un signet «Familles en tête 1995-1997»	310 \$	Sur invitation
Graphidée	Conception et réalisation graphique des pages intérieures du document «Familles en tête 1995-1997, plan d'action des partenaires en matière familiale, sommaire» ainsi que la conception et la réalisation du document «Fonds famille»	3 450 \$	Sur invitation
Graphidée	La production jusqu'aux films finaux de 4 numéros de «Carnet de famille», vol. 4, n ^{os} 1, 2, 3 et 4	4 000 \$	Sur invitation
Graphidée	Réaliser la conception graphique de la page couverture de la «Bibliographie sur les réalités familiales contemporaines au Québec»	300 \$	Contrat négocié

NOM	MANDAT ET RÉSULTAT	COÛT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Graphidée	Conception et réalisation du dépliant «L'école et la famille»	300 \$	Contrat négocié
INRS - Culture et société	Préparation d'un chapitre portant sur la stratification sociale examinée sous l'angle des inégalités entre les sexes, dans le cadre des travaux du groupe international d'analyse comparative du changement social dans les pays industrialisés	1 000 \$	Contrat négocié
Louise Vallée et Charles Lessard, graphistes associés	Mise à jour des versions française et anglaise du dépliant «Familles québécoises - aide financière en 1995»	675 \$	Contrat négocié
Louise Vallée et Charles Lessard, graphistes associés	Mise à jour des versions française et anglaise du dépliant «Familles québécoises - aide financière en 1996»	700 \$	Contrat négocié
Ordre punkermite	Production d'une bande dessinée à l'intention des jeunes adolescents et adolescentes afin de les sensibiliser à l'importance d'un partage équitable des responsabilités familiales et des tâches domestiques Production prévue en décembre 1996	12 000 \$	Sur invitation
Ouellette, M ^e Monique	Avis juridique sur la présomption de garde conjointe	2 000 \$	Contrat négocié
Pratte, M ^e Marie	Avis juridique sur la présomption de garde conjointe	2 000 \$	Contrat négocié
Pro-Page communications	Conception, réalisation et installation sur le réseau Internet d'un bandeau et d'icônes identifiant le Secrétariat à la famille	650 \$	Sur invitation

NOM	MANDAT ET RÉSULTAT	COÛT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec	Dans le cadre du suivi des engagements du plan d'action des partenaires en matière familiale, assure la logistique requise pour les travaux de la table sectorielle du mouvement familial Dépôt d'un rapport mi-étape en décembre 1996	8 000 \$	Contrat négocié
Regroupement québécois du loisir municipal	Dans le cadre du suivi des engagements du plan d'action des partenaires en matière familiale, a assuré la logistique requise pour les travaux de la table sectorielle du monde municipal et a déposé un rapport de démarrage au comité de suivi en décembre 1995	3 000 \$	Contrat négocié
Regroupement québécois du loisir municipal	Dans le cadre du suivi des engagements du plan d'action des partenaires en matière familiale, assure la logistique requise pour les travaux de la table sectorielle du monde municipal pour l'année 1996 Dépôt d'un rapport d'étape en janvier 1997	2 000 \$	Contrat négocié
Vadeboncoeur, Hélène	Rencontre de présélection et de sélection du pro- gramme Fonds famille : validation de l'analyse de projets non sélectionnés et non admissibles et ana- lyse des projets sélectionnés	400 \$	Contrat négocié

8. Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 1995, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

Ne s'applique pas.

9. Le montant, pour l'année 1995-1996, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- la télécopie, si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
- distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec.

Photocopie	:	9 779,00 \$
Télécopie	:	8 078,49 \$
Téléphonie	:	compte ministériel du Conseil exécutif
Téléavertisseur	:	20,00 \$
Mobilier de bureau	:	1 420,00 \$
Fournitures	:	23 090,00 \$ (détails non disponibles)
Distributeur d'eau	:	compte ministériel du Conseil exécutif
Frais de transport	:	9 041,67 \$
Frais d'hébergement, de repas et divers	:	14 280,98 \$
Congrès, colloques, perfectionnement au Québec	:	9 000,00 \$
Congrès, colloques, perfectionnement à l'extérieur	:	-

10. La Liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun :

- la marque et le modèle du véhicule;
- le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;
- les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
- les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
- le nom et le poste du bénéficiaire;
- appels d'offres faits en 1995-1996 et les prévisions pour 1996-1997.

Ne s'applique pas.

11. Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1995-1996 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?
- Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporations professionnelles (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle)?

Cadre supérieur

Cotisation 1996 à l'Institut de l'Administration publique du Canada (section Québec) - 100 \$.

12. Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 1995-1996 ainsi que les prévisions pour 1996-1997. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

Voir tableau ci-joint.

ÉTUDE DES CRÉDITS / 1996-97

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF / 884

QUESTION: 12

PROGRAMME 05

UNITÉ ADMINISTRATIVE: **SECRÉTARIAT À LA FAMILLE**

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN												PERSONNEL FÉMININ												NOMBRE TOTAL		%
	JEUNES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		HANDICAPÉS		AUTOCHTONES		TOTAL		JEUNES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		HANDICAPÉS		AUTOCHTONES		TOTAL				
	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	
HORS-CADRES											1														1		4
CADRES											1														1		4
PROFESSIONNELS							1				4	2											3		7	1,5	6
FONCTIONNAIRES																							4	1	4	1,1	6
OUVRIERS																											
GRAND TOTAL							1				6	2											7	1	13	2,6	5

13. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1995-1996) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :
- a) nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - b) nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - c) nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

Voir tableau ci-joint.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1996-1997

STATISTIQUES SUR LES ABSENCES DU PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL

ASSUJETTI À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

QUESTION 13

SECRÉTARIAT À LA FAMILLE

ABSENCES	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL	COÛT (\$)
Vacances annuelles	5	11.5	22.5	134	43.5	3	4.5	10		20	4	7.5	265.5	
Heures supplémentaires compensées	96:00	46:00	12:00		19:30	10:00	10:30	8:30		3:30	26:00		232:00	5 785
Heures supplémentaires payées						11:15		5:00			10:30		26:45	843
Maladies	4	9	8.5	3.5	7.5	7.5	10	5.5	4	7	5.5	1	73	

22 mars 1996

14. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1993-1994 :

- a) évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- d) nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- f) nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

Voir tableaux ci-joints.

ANNÉE BUDGÉTAIRE 1993-1994

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF - 140

PROGRAMME 05

QUESTION 14

UNITÉ ADMINISTRATIVE : SECRÉTARIAT À LA FAMILLE

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS RÉGULIERS AUTORISÉS (A)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE (B)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TÂCHE (C)	NOMBRE DE POSTE OCCUPÉS (D)	NOMBRES DE POSTES (E)	
					OCCASIONNELS	TEMPORAIRES
Hors cadres	1			1		
Cadres supérieurs	2			2		
Cadres intermédiaires						
Professionnels	11	4		11	3	
Techniciens						
Personnel de bureau	6		1	6	2	
Ouvriers						
TOTAL	20	4	1	20	5	

ANNÉE BUDGÉTAIRE 1994-1995

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

PROGRAMME 03

QUESTION 14

UNITÉ ADMINISTRATIVE : SECRÉTARIAT À LA FAMILLE

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS RÉGULIERS AUTORISÉS (A)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE (B)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TÂCHE (C)	NOMBRE DE POSTE OCCUPÉS (D)	NOMBRES DE POSTES (F)	
					OCCASIONNELS	TEMPORAIRES
Hors cadres	1			1		
Cadres supérieurs	2			2		
Cadres intermédiaires						
Professionnels	11	3		8	3	
Techniciens						
Personnel de bureau	5		1	5		
Ouvriers						
TOTAL	19	3	1	16	3	

ANNÉE BUDGÉTAIRE 1995-1996

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF / 384

QUESTION: 14

PROGRAMME 05

UNITÉ ADMINISTRATIVE: SECRÉTARIAT À LA FAMILLE

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS RÉGULIERS AUTORISÉS (A)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL COMPLEXITÉ DE LA TACHE (B)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR A CELUI PRÉVU POUR LA TACHE (C)	NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS (D)	NOMBRES DE POSTES (F)	
					OCCASIONNELS	TEMPORAIRES
HORS CADRES	1			1		
CADRES SUPÉRIEURS	2			1		
CADRES INTERMÉDIAIRES						
PROFESSIONNELS	8	2		7	2	
TECHNICIENS						
PERSONNEL DE BUREAU	5		1	4	1	
OUVRIERS						
TOTAL	16	2	1	13	3	

15. La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1995-1996, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée et la copie du bail.

Renseignements fournis par le ministère du Conseil exécutif.

16. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1995-1996 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé en 1995-1996, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée et la copie du bail.

Ne s'applique pas.

17. La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1995-1996 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :

- le nom de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);
- le mandat et le résultat du contrat;
- la durée du contrat;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

Ne s'applique pas.

19. A) La liste du personnel du cabinet du ministre en 1995-1996 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction;
- la date du départ, s'il y a lieu;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- la classification;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- le montant total des indemnités de départ versées;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique.

B) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1995-1996.

C) Le nombre total d'employés au cabinet.

Jusqu'au 29 janvier 1996, il faut se référer à la liste du personnel de madame Pauline Marois, ministre responsable de la Famille.

Après le 29 janvier 1996, la réponse sera donnée par le cabinet du ministre délégué aux Relations avec les citoyens, monsieur André Boisclair.

20. A) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1995-1996 en indiquant pour chaque individu :
- la date d'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés.
- B) Le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice 1995-1996.
- C) Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.

Voir tableau ci-joint.

ÉTUDE DES CRÉDITS / 1996-97

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF / 884

QUESTION: 20

PROGRAMME: 05

UNITÉ ADMINISTRATIVE: SECRÉTARIAT À LA FAMILLE

A)

NOMS	DATE ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TITRE	PORT D'ATTACHE (ADRESSE)	CLASSIFICATION	TRAITEMENT \$
Bazin, Jean-Louis	94.05.09		Secrétaire général associé	875, Grande Allée Est Québec	618.00	90 900,00

B) 90 900,00

C) 1

21. Liste des sommes d'argent versées en 1995-1996 à même le budget discrétionnaire du :

a) ministre;

b) ministère ou organisme en indiquant :

- le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

Voir tableaux ci-joints.

NOM DE L'ORGANISME	COÛT	PROJET VISÉ ET RÉSULTAT
Association de médiation familiale du Québec	600 \$	Remboursement des frais de déplacement de représentants de cet organisme pour leur participation au 9 ^e Congrès national annuel de médiation familiale Canada qui a eu lieu à Victoria, Colombie-Britannique, du 25 au 28 octobre 1995.
Association monoparentale de St-Jean-Chrysostome	500 \$	Atelier de formation avec l'outil «Se sortir de la pauvreté» pour répondre aux différents besoins des familles monoparentales tels le logement, la gestion du budget et la recherche d'emploi.
Association pour la santé publique du Québec	500 \$	Contribution financière à la publication au bulletin <i>Péri-scoop</i> .
Association secours collectif BPI Montréal	500 \$	Services de personnes professionnelles dans les domaines juridique, financier et psychosocial aux femmes monoparentales, ou dans un processus de divorce ou de séparation.
Centre multiethnique de Québec	250 \$	Contribution financière pour le fonctionnement du Centre multiethnique.
Club intergénération de la Petite Patrie	1 000 \$	Contribution financière pour la réalisation d'une vidéo pour faire la promotion des relations intergénérationnelles notamment auprès des jeunes.
Comité de la Semaine québécoise des familles	3 000 \$	Contribution financière pour la production d'outils de promotion de la Semaine québécoise des familles.
Comité des orphelins et orphelines institutionnel de Duplessis	300 \$	Organisation d'un souper de Noël pour les orphelins et les orphelines vivant dans la pauvreté.
Comité parc école St-André	500 \$	Contribution financière à cet organisme pour mettre sur pied une aire de jeu sécuritaire à l'intention des élèves de niveau primaire et des jeunes du quartier.
Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec	1 000 \$	Contribution financière pour la publication des Actes du 3 ^e Symposium de recherche sur la famille.

NOM DE L'ORGANISME	COÛT	PROJET VISÉ ET RÉSULTAT
Corporation option famille Montérégie	500 \$	Remboursement des frais de déplacement des administrateurs des 7 sous-régions de la Montérégie pour la coordination des dossiers sur la famille dans cette région.
Déméter, l'Association québécoise pour la fertilité	1 000 \$	La tenue d'une exposition/colloque grand public sur l'infertilité les 24, 25 et 26 mai 1995.
École Rosalie-Jetté	300 \$	Contribution financière à cet organisme offrant des services aux adolescentes enceintes qui veulent poursuivre leur cours secondaire après la naissance du bébé.
Fédération de la famille de Québec	2 000 \$	Contribution financière pour la refonte de sa charte, l'obtention d'un numéro de charité, la redéfinition des orientations et des actions de cet organisme qui vient en aide aux familles.
Fédération des unions de familles	5 000 \$	Remise annuelle des Prix de la famille.
Festival de la santé	1 000 \$	Tenue du Festival de la santé en vue de la pratique en famille de l'activité physique sous toutes ses formes et par la prévention.
Focus - Association pour le recouvrement des pensions alimentaires	1 000 \$	Contribution financière pour l'amélioration des services de cet organisme qui fournit un soutien aux parents n'ayant pas accès à l'aide juridique et devant s'adresser aux tribunaux pour la récupération d'une pension alimentaire impayée.
Fondation de l'Auberivière	200 \$	Contribution financière à cet organisme qui offre le gîte et le couvert aux personnes dans le besoin.
Interaction famille Hochelaga-Maisonneuve	1 000 \$	Contribution financière au fonctionnement de cet organisme qui offre divers services aux familles du secteur nord-est du quartier Hochelaga-Maisonneuve.
Fondation Fête d'enfant Dédé	500 \$	Contribution financière à cet organisme sans but lucratif qui souligne les anniversaires d'enfants de milieu défavorisé.

NOM DE L'ORGANISME	COÛT	PROJET VISÉ ET RÉSULTAT
Fondation OLO	1 000 \$	Contribution financière à cet organisme qui vient en aide aux femmes enceintes de milieux défavorisés.
Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail	1 000 \$	Impression d'un guide sur le harcèlement sexuel au travail et promotion.
Groupe d'entraide pour parents d'enfants abusés inc. (C'est l'Envolée)	1 000 \$	Mini-colloque pour la sensibilisation de divers intervenants et intervenantes à la problématique des agressions sexuelles des enfants.
Halte-répit Hochelaga-Maisonneuve	1 000 \$	Contribution financière aux activités de cet organisme sans but lucratif qui offre un service de garde temporaire pour les enfants de 3 mois à 8 ans.
Il en faut du coeur (CRADI)	500 \$	Contribution financière pour la publication des actes du colloque «Il en faut du coeur».
Jeunesse au soleil inc.	1 000 \$	Contribution financière pour les activités de cet organisme notamment paniers de provision aux familles démunies, assistance aux victimes d'incendie, consultation juridique, prévention du crime et des incendies, activités de loisirs pour les jeunes et pour les personnes âgées.
Le grand village Rotary	1 000 \$	Contribution financière pour le centre de plein air s'adressant aux enfants et aux adultes vivant avec une déficience physique, intellectuelle ou sensorielle.
Ligue des noirs du Québec (La)	1 500 \$	Contribution financière à cet organisme qui offre un soutien aux familles défavorisées.
Maison buissonnière (La)	1 000 \$	Contribution financière au fonctionnement de la Maison buissonnière qui vise à faciliter aux enfants la transition entre la famille et la vie sociale tout en aidant les parents à accroître leur compétence parentale.
Maison la Nacelle (La)	2 000 \$	Contribution financière pour le centre d'hébergement pour des femmes et des enfants victimes de violence.

NOM DE L'ORGANISME	COÛT	PROJET VISÉ ET RÉSULTAT
Maison secours aux femmes de Montréal	1 000 \$	Service de consultation, d'information, de références, de soutien collectif et individuel aux femmes immigrantes victimes de violence conjugale.
Organisme Choc	800 \$	Décoration d'arbres de Noël dans le but d'exprimer l'importance de la famille et des valeurs familiales dans la ville de Laval. Cet organisme veut contrer la violence conjugale.
Re-Partir	1 000 \$	Contribution financière pour le fonctionnement de Re-Partir, un centre d'écoute et d'accompagnement en droit matrimonial pour le district judiciaire de Longueuil.
Recherche équipe concilier l'inconciliable	5 000 \$	Contribution financière à l'Université du Québec à Montréal pour compléter une recherche-action sur la conciliation des responsabilités familiales
Salon de la famille de Port Cartier	400 \$	Organisation d'un salon de la famille comprenant un brunch familial et des stands d'exposition sur les services offerts à Port Cartier.
Salon Maternité-Paternité - Super Enfant Fête	2 000 \$	Participation des organismes sans but lucratif à ces événements.
The Young Women's Christian Association	1 000 \$	Consolidation des activités du YWCA particulièrement auprès des femmes ayant des problèmes de santé mentale et des femmes victimes de violence afin de les aider dans leurs démarches de prise en charge et de réinsertion professionnelle.
Théâtre en l'air	1 000 \$	Mise en scène de spectacles qui traitent des relations parents-enfants.
Toujours ensemble inc.	500 \$	Tenue d'une journée de sensibilisation à la non-violence avec plusieurs organismes de la communauté et dont le groupe cible était les jeunes.

NOM DE L'ORGANISME	COÛT	PROJET VISÉ ET RÉSULTAT
UNICEF	500 \$	Mise en oeuvre de mesures pour améliorer la condition de vie des enfants dans les pays en voie de développement ou en guerre.
Union internationale des organismes familiaux Copenhague '95	1 000 \$	Participation d'un membre du comité québécois de cet organisme au Sommet mondial des États sur le développement social à Copenhague.

22. Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1995-1996.

Traitement : 3 500 \$

Fonctionnement : 4 600 \$

23. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1995-1996 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

Ne s'applique pas.

24. Bilan à jour des mesures contenus dans le Plan stratégique du Grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction.

Ne s'applique pas.

25. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités référendaires ou préréférendaires, en indiquant :

- le poste occupé;
- le port d'attache;
- le salaire ou honoraires;
- la durée et la nature du mandat ou du contrat;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de repas.

Ne s'applique pas.

26. Liste du personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique :

- la masse salariale prévue à cet effet;
- le nombre de jours par employé prévus.

Ne s'applique pas.

27. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- date de la mise en disponibilité.

Ne s'applique pas.

28. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Ne s'applique pas.

29. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

Ne s'applique pas.

30. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

Ne s'applique pas.

31. Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied :

- salaire;
- date du changement;
- primes de séparation;
- assignation initiale;
- assignation actuelle.

Ne s'applique pas.

32. Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- salaire de la personne;
- montant reçu du régime de retraite.

Ne s'applique pas.

QUESTIONS PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ADRESSÉES AU

MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX RELATIONS AVEC LES CITOYENS

CHARGÉ DU SECRÉTARIAT À LA FAMILLE

SECRÉTARIAT À LA FAMILLE

MARS 1996

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Mme Louise Harel

Ministre d'État de l'emploi et de la solidarité

Ministre responsable de la condition féminine

Ministre de la Sécurité du revenu

Ministre responsable de la jeunesse, de la famille et de l'action communautaire autonome

Secrétariat à la famille

78. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1994-1995.
79. Ventilation détaillée des subventions accordées aux garderies SBL et BL, par régions pour l'année 1994-1995 et 1995-1996 et prévisions pour 1996-1997.
80. Nombre de nouvelles places, par régions, au sein des garderies SBL, BL, des services de garde en milieu familial, des services de garde en milieu scolaire et taux de croissance pour chacune de ces catégories, par régions, pour l'année 1995-1996.
81. Nombre total de places disponibles selon les types de services de garde au 31 mars 1996.
82. Taux de couverture des besoins régionaux en services de garde régis par catégories de services pour 1994-1995 et 1995-1996.
83. Répartition par régions des projets enregistrés en attente par types de services de garde, au 31 mars 1996.
84. Liste des subventions de démarrage accordées pour les années 1993-1994 et 1994-1995.
85. Liste des garderies en milieu municipal et en milieu de travail à la fin de l'exercice financier 1994-1995 et 1995-1996.
86. Liste des haltes-garderies et des jardins d'enfants, au 31 mars 1996.
87. Nombre de bénéficiaires de l'exonération financière selon l'âge des enfants et le service utilisé et montant total versé pour chacune de ces catégories, pour 1994-1995 et 1995-1996 avec prévisions pour 1996-1997.
88. Ventilation des sommes forfaitaires prévues au budget 1995-1996 et versées aux garderies SBL et BL.
89. Ventilation des sommes versées par le fédéral via ses programmes du RAPC, par types de services pour 1994-1995 et 1995-1996.
90. Montant total réclamé en déductions fiscales pour frais de garde pour 1994, nombre de réclamations et montant moyen remboursé par réclamations.

91. Plan d'action 1995-1997 de «Famille en tête»: bilan des activités au 31 mars 1996. ANNEXE 1
92. Bilan au 31 mars 1996 des subventions allouées par le Fonds famille avec, dans les cas de reconduction, l'organisme subventionné et une brève description du projet. ANNEXE 2
93. Bilan des activités du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille lors de l'Année et recommandations, s'il y a lieu. ANNEXE 3
94. Copie du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor. ANNEXE 4
95. Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor. ANNEXE 5

N.B. :

Les questions 78 à 90 ont été imputées par erreur au Secrétariat à la famille. Elles concernent l'Office des services de garde à l'enfance, sous la responsabilité de madame Pauline Marois, ministre de l'Éducation.

91. Plan d'action 1995-1997 de Familles en tête : bilan des activités au 31 mars 1996.

Compte tenu des contraintes inhérentes à la coordination du suivi des 371 engagements des 65 partenaires, le bilan à ce jour des engagements du plan d'action *Familles en tête* 1995-1997 ne sera complété qu'en mai 1996. Il sera par la suite présenté au ministre délégué aux Relations avec les citoyens. Cette étape franchie, une copie de ce bilan vous sera acheminée.

Par ailleurs, il est possible de vous fournir dès maintenant un rapport d'étape sur l'état d'avancement des 21 engagements du Secrétariat à la famille dans le cadre du Plan d'action des partenaires en matière familiale.

Voir documents ci-joints :

- Mise en oeuvre des mesures du troisième plan d'action 1995-1997;
- Engagements du Secrétariat à la famille, 3e plan d'action en matière familiale, État d'avancement, 16 mars 1996.

Mise en oeuvre des mesures du 3e plan d'action (1995-1997)

Le Secrétariat à la famille a inscrit 21 engagements dans le cadre de ce plan. Il a fait de la prévention un des axes majeurs de ses interventions. Le Secrétariat a poursuivi son action entreprise dans la promotion des comportements pacifiques : à cet égard, un répertoire des outils relatifs à la résolution des conflits en milieu familial est présentement en préparation. Il est par ailleurs nécessaire d'améliorer nos connaissances en matière de prévention, c'est pourquoi le Secrétariat a apporté son soutien à la recherche en coordonnant les activités des deux partenariats créés à cette fin en 1994-1995.

La conciliation travail-famille constitue une préoccupation majeure et incontournable. Plusieurs actions ont été mises en chantier visant à amener des changements de comportement et des changements dans l'organisation du travail. Ainsi, le Secrétariat a participé à la diffusion du Guide sur la conciliation travail-famille destiné aux milieux de travail et il a mis sur pied un réseau d'information et d'échange d'expériences sur la conciliation travail-famille, en collaboration avec le Secrétariat à la condition féminine et le ministère du Travail. Il a mis en place un programme de soutien aux organisations pour l'implantation de mesures de conciliation travail-famille dans les milieux de travail. À cet égard, quatre ententes ont été signées avec des partenaires : la Fédération des commissions scolaires, la Confédération des syndicats nationaux, les Associations d'établissements de santé et de services sociaux et la Centrale des syndicats démocratiques.

Le soutien financier du gouvernement du Québec à l'égard des parents pour leurs enfants à charge s'élève à près de 2,8 milliards de dollars. Afin de rendre plus visible et plus compréhensible aux familles le soutien financier qui leur est destiné et pour réduire les coûts administratifs des divers programmes, le Secrétariat a collaboré, avec d'autres ministères, à relever le défi de simplifier les mesures d'aide aux familles. De plus, le Secrétariat a maintenu sa participation dans le dossier des pensions alimentaires à l'égard des enfants en participant à la réflexion sur les critères de fixation des pensions alimentaires et sur la défiscalisation de ces montants. Il a également réalisé de nouveaux travaux sur la révision des programmes de remplacement du revenu de travail pendant les congés de maternité et les congés parentaux.

Assurer aux familles un milieu de vie de la plus grande qualité possible constitue une autre de ses priorités. Le Secrétariat tient à reconnaître la compétence des familles elles-mêmes dans le soutien à offrir à celles d'entre elles qui cherchent un appui ou qui sont dans le besoin. Il a créé le Fonds famille 1995-1997 de soutien à l'implantation de projets visant à promouvoir les compétences parentales.

ENGAGEMENTS DU SECRÉTARIAT À LA FAMILLE

3^E PLAN D'ACTION EN MATIÈRE FAMILIALE

ÉTAT D'AVANCEMENT

16 MARS 1996

CHAPITRE 1 - LA PRÉVENTION : UN VIRAGE À ACCENTUER

- 1.2.1 Produire un **répertoire des outils relatifs à la résolution des conflits** et à la promotion des comportements pacifiques.

État d'avancement :

Engagement d'une contractuelle sur le dossier depuis fin décembre 1995. Élaboration du répertoire en cours.

- 1.3.1 Examiner avec les partenaires concernés la possibilité d'élaborer et mettre en oeuvre une **politique sur les services à la petite enfance**.

État d'avancement :

Préparation en avril 1995 d'un texte de réflexion sur la démarche appropriée pour la conduite de ce dossier. En janvier 1996, le Conseil de la famille reçoit comme mandat de consulter les parents sur le bien-fondé d'une politique de la petite enfance.

- 1.5.1 Soutenir la recherche afin de comprendre l'ensemble des facteurs de succès ou d'échec dans les relations de couple, de repérer les changements qui pourraient faciliter la vie des parents ayant des enfants à charge et de rechercher les **interventions préventives qui permettraient de diminuer l'importance des ruptures d'union** ou d'atténuer les conséquences qu'elles entraînent sur les enfants.

État d'avancement :

Dans le cadre du projet «Action concertée pour le soutien et la diffusion de la recherche sur la famille», trois projets de recherche ont été subventionnés, dont l'un porte sur les facteurs de succès et d'échec dans les relations de couple chez les nouvelles familles. Le dépôt du rapport d'étape est prévu pour le 15 août 1996 et le rapport final, un an après.

- 1.7.20 Promouvoir le domaine de la recherche sur la famille et sa diffusion par la mise en oeuvre du programme «**Action concertée pour le soutien et la diffusion de la recherche sur la famille**»

État d'avancement :

Un comité de gestion composé des six partenaires de l'Action concertée se réunit périodiquement pour mettre au point la programmation de transfert et de diffusion de la recherche sur la famille et par la suite pour la mettre en oeuvre. Trois activités retiennent principalement l'attention : le Symposium de recherche sur la famille de Trois-Rivières, la préparation d'un bulletin de liaison et l'organisation d'un site sur Internet.

Par ailleurs, dans le cadre de cette Action concertée, trois projets de recherche ont été subventionnés. Les dépôts des rapports d'étape et finals sont prévus pour août 1996 et 1997.

- 1.7.23 Envisager divers scénarios pouvant faciliter la mise sur pied éventuelle d'une **chaire de la famille** ou d'un institut.

État d'avancement :

Rencontre à l'automne 1996 avec les représentants de la CREPUQ pour discussions préliminaires et élaboration d'un plan de travail.

CHAPITRE 2 - LA CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE : UNE NÉCESSITÉ INCONTOURNABLE

- 2.1.1 Sensibiliser les adolescents et les jeunes parents à l'importance d'un **partage équitable des responsabilités familiales et des tâches domestiques** au moyen d'un outil de promotion qui permettra aussi de rejoindre les jeunes issus de familles immigrantes et de familles où vit une personne handicapée.

État d'avancement :

Un contrat a été confié pour la production d'une bande dessinée destinée aux adolescents de secondaire I ou II. Échéancier : 31 mars 1997.

- 2.2.8 Diffuser le **Guide sur la conciliation travail-famille** destiné aux milieux de travail, *Travail-famille : un tandem de coeur... et de raison*, document produit en 1994 par le Comité sur la conciliation travail-famille.

État d'avancement :

Le Guide a été diffusé dans les ministères et organismes. Plusieurs dirigeants nous ont fait part de leur volonté de s'en inspirer dans leur gestion régulière des ressources humaines. La table du monde du travail fera, en temps et lieu, un suivi des actions prises à cet égard par tous les partenaires qui ont pris cet engagement.

- 2.2.9 Constituer un réseau d'information et d'échange d'expériences sur la conciliation entre le travail et la famille.

État d'avancement :

Le réseau a été constitué à l'automne 1995 et s'est réuni 2 fois depuis. Ces rencontres, dont la fréquence est trimestrielle, se poursuivront cette année.

- 2.2.19 Étudier l'hypothèse de déclarer le Québec lié par la **Convention 156** de l'Organisation internationale du travail en ce qui concerne l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes ayant des responsabilités familiales.

État d'avancement :

Le comité interministériel qui a étudié cette question ne s'est pas réuni depuis plusieurs mois. On prévoit reprendre les travaux durant l'été 1996.

- 2.2.23 Favoriser l'implantation de mesures de conciliation travail-famille dans les milieux de travail par la mise en place d'un **programme de soutien aux organisations**.

État d'avancement :

Le programme a été lancé à l'automne 1995. Quatre protocoles d'entente ont été signés dans le cadre de la 1^{ère} année de ce programme. La seconde année sera consacrée à la mise en oeuvre de ces ententes et à l'évaluation de cette initiative.

- 2.2.24 Repérer les **obstacles organisationnels et socioculturels** qui empêchent les pères travailleurs, y compris ceux des entreprises familiales, de concilier leurs responsabilités familiales avec leur travail; susciter des échanges et des débats sur le sujet.

État d'avancement :

Discussion du thème aux rencontres du réseau d'information et d'échange d'expériences sur la conciliation entre le travail et la famille à l'hiver 1996. Recherches préliminaires et constitution du comité aviseur au printemps 1996.

CHAPITRE 3 - LE SOUTIEN FINANCIER AUX FAMILLES : UNE QUESTION D'ÉQUITÉ

- 3.1.4 Poursuivre l'examen des programmes de soutien financier à l'égard des enfants en vue de les simplifier, tout en respectant les objectifs qu'ils visent.

État d'avancement :

Un comité interministériel a été formé qui a décidé de réaliser cette mesure et la suivante dans une même opération.

- 3.1.5 Préparer un document gouvernemental sur l'aide financière et fiscale aux familles dans lequel seraient affirmés les principes et seraient exposés les objectifs poursuivis et les moyens privilégiés.

État d'avancement :

Un groupe de travail interministériel a été formé, composé de représentants des ministères des Finances, de la Sécurité du revenu, de la Régie des rentes et du Secrétariat à la famille, afin de réexaminer les formes d'aide gouvernementale et de proposer des options de réforme. Un document préliminaire devrait être complété au printemps 1996.

- 3.4.1 Améliorer le système de fixation des pensions alimentaires à l'égard des enfants.

État d'avancement :

Le ministère de la Justice du Québec a participé aux travaux du comité fédéral-provincial-territorial sur le sujet. Le rapport a été remis au ministère fédéral de la Justice. Le ministre des Finances du Canada a annoncé lors du budget 1996 la mise en place d'un nouveau système de pensions alimentaires pour enfants. La position du Québec est à l'effet que chaque province puisse déterminer elle-même le modèle et les critères de détermination des pensions alimentaires. Un comité interministériel du gouvernement du Québec a réalisé des travaux sur ce sujet que le gouvernement du Québec rendra publics dans les prochains mois.

- 3.5.1 Tenir une consultation sur la révision des programmes de remplacement du revenu de travail durant le congé de maternité et le congé parental.

État d'avancement :

Un document présentant l'état de la réflexion sur ce dossier a été acheminé au ministre responsable de la famille en février. Dès que celui-ci aura fait connaître ses orientations, le Comité interministériel mis sur pied pour ce dossier pourra être convoqué afin de parachever le rapport. Par la suite, les ministères et organismes concernés devront prendre position sur ce rapport et déterminer les modalités de la consultation devant être proposées au gouvernement.

CHAPITRE 4 - LE MILIEU DE VIE DES FAMILLES : UN ENVIRONNEMENT À AMÉLIORER

4.3.1 Mettre au point une banque d'information sur l'engagement des municipalités en matière familiale; de façon à :

- déterminer les conditions qui facilitent la mise en place d'une politique familiale;
- créer des outils d'information et poursuivre des activités de formation au projet à l'intention du personnel élu et des fonctionnaires municipaux.

État d'avancement :

Le Plan de travail a été élaboré. Un contrat de services a été confié au Carrefour Action municipale et famille pour le développement de la banque d'information.

4.3.19 Contribuer au développement des connaissances sur divers aspects de la vie des familles immigrantes et organiser des activités de partage d'expertises de manière à ce que les politiques, programmes et services destinés aux familles soient accessibles et adaptés aux familles immigrantes.

État d'avancement :

Rencontre conjointe des deux réseaux de répondants et répondantes du MAIICC et du SF sur la thématique familles immigrantes a eu lieu en février 1996. Voir aussi la mesure 1.5.1.

4.3.22 Élaborer un outil pratique pour les intervenants du milieu communautaire et des réseaux qui agissent auprès des familles immigrantes dans le but de favoriser l'adaptation de leurs pratiques sociales auprès des familles immigrantes, surtout auprès de celles vivant au Québec depuis moins de 3 ans, et ce, afin qu'elles soient mieux informées et associées à toutes les démarches qui les concernent comme parents.

État d'avancement :

Plan de travail en préparation.

4.4.5 Assurer la promotion du mouvement familial au Québec par la production d'un document destiné à mieux faire connaître celui-ci auprès de l'ensemble des partenaires associés à la politique familiale.

État d'avancement :

Contrat en cours avec le Conseil de développement de la recherche sur la famille en vue de diffuser une monographie du mouvement familial.

4.4.11 Constituer un Fonds famille 1995-1997 pour appuyer l'implantation de projets expérimentés dans le cadre du Fonds famille 1992-1994 et de projets où la clé de l'intervention repose sur l'entraide entre les familles.

État d'avancement :

Un appel de projets a été réalisé en septembre 1995. La date limite pour le dépôt des projets était le 1er décembre. Les projets présentés ont été évalués par des comités d'analyse et de sélection. 27 projets seront financés au cours des trois prochaines années.

4.4.20 Soutenir la tenue d'activités de rapprochement interculturel entre les organismes intéressés à la famille et les organismes issus des communautés culturelles par des activités appropriées, notamment l'émission de certificats de reconnaissance aux organismes qui auront contribué au rapprochement des parents québécois de toutes origines.

État d'avancement :

Plan de travail en préparation.

92. Bilan au 31 mars 1996 des subventions allouées par le Fonds famille avec, dans les cas de reconduction, l'organisme subventionné et une brève description du projet.

Voir les tableaux ci-joints. Il s'agit de projets dans le cadre du nouveau Fonds famille.

Fonds famille 1995-1997

Titre du projet et description	Nom des organismes	Total de la subvention accordée pour les années : 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998
Le goût d'être parent Un projet qui vise la mobilisation de la communauté autour d'un modèle communautaire de promotion de l'engagement paternel, particulièrement auprès des enfants de 0 à 5 ans.	La petite maison de Pointe-Calumet CLSC Jean-Olivier-Chénier	20 000\$
Groupe d'entraide pour les pairs L'organisation de rencontres par un groupe de parents ayant vécu des difficultés sévères avec leurs jeunes afin d'aider d'autres familles avant que leur situation avec leurs enfants devienne problématique.	Association des parents d'ados de Jonquière Commission scolaire de la Jonquière Polyvalente d'Arvida	20 000\$
Programme : Accueil au nouveau-né Le projet est un service d'accompagnement à la naissance offert aux familles. Il vise à procurer aux familles un soutien continu au cours de la grossesse, de l'accouchement et lors du retour à la maison.	La Maison de la Famille de l'Ouest Université du Québec à Trois-Rivières	20 000\$
Un quartier pour des familles Des leaders locaux seront formés au sein de familles ciblées afin de rassembler d'autres familles. Ces familles parraineront d'autres familles. Leur action portera sur la régénération de leur environnement physique et sur l'amélioration de leur sécurité.	La relance jeunes et familles inc. Service de la police de la Communauté urbaine de Montréal, poste 52	20 000\$
Agir à la base Ce projet vise à développer des environnements naturels, accueillants et sécuritaires à partir desquels les membres des communautés ethniques peuvent acquérir la capacité d'agir et d'exercer un meilleur contrôle sur leur vie.	L'Hirondelle, Services d'accueil et d'intégration des immigrants Santé Canada, Programme à la promotion de la santé	19 000\$

Titre du projet et description	Nom des organismes	Total de la subvention accordée pour les années : 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998
Familles - Centre Jeremy Rill pour maximiser l'entraide et la compétence des familles Le projet vise à aider les familles des victimes de la mort au berceau ainsi que celles d'enfants branchés sur des appareils de surveillance, à s'organiser pour s'entraider, acquérir des compétences et faire bénéficier d'autres familles de leur expertise et de leur expérience.	Le Comité de parents Le Soupir Centre Jeremy Rill Hôpital de Montréal pour enfants	17 000\$
Service bénévole parrains-marraines Le service bénévole de parrains-marraines est un projet communautaire qui vise à soutenir, par l'entraide familiale, les jeunes familles, les nouveaux parents et l'intégration de nouvelles familles dans la municipalité.	La Maison de la Famille de Gatineau CLSC Des Draveurs	20 000\$
Être un père présent Le projet vise à mobiliser les pères afin qu'ils s'impliquent davantage dans le projet éducatif de leurs enfants, dans le but de prévenir les difficultés scolaires et de comportements.	Le Comité de parents de la Commission scolaire de Beauport Commission scolaire de Beauport	20 000\$
Équipes «Familles-Relais» Chûtes-de-la-Chaudière Le projet propose une décentralisation des services dans chaque municipalité de la MRC : une cellule «Familles-relais» formée de bénévoles sera l'extension de l'organisme demandeur.	Carrefour famille Chûtes-de-la-Chaudière CLSC Chûtes-de-la-Chaudière-Desjardins	20 000\$
«Parentaise» s'équiper pour mieux intervenir L'utilisation d'ateliers de cuisine éducative et d'ateliers thématiques permet d'aider des familles au plan de leurs attitudes et de leurs comportements, face à la gestion de leur quotidien familial.	Carrefour-Ressources CLSC des Berges	16 000\$
Les parents et leurs poupons au coeur de la maison Le projet vise à implanter un service d'accompagnement auprès de familles après la naissance d'un enfant. Ce service est offert par une équipe de parents-entraidants.	La Maison de la Famille Memphrémagog CLSC Alfred-Desrochers	19 000\$

Titre du projet et description	Nom des organismes	Total de la subvention accordée pour les années : 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998
L'éveil des tout-petits Une série d'ateliers pratiques sur certains thèmes est offert principalement à des familles prestataires de la sécurité du revenu. Ils répondent ainsi au besoin de stimulation précoce des enfants âgés de moins de 3 ans et au besoin des parents.	La Maison de la Famille d'Amos inc. CLSC de l'Élan	18 000\$
Groupe d'entraide supères Le projet vise à permettre aux hommes, ayant des enfants âgés entre 0 et 6 ans, une meilleure harmonisation de leur rôle de père. Les hommes ont la possibilité de réfléchir et d'approfondir leur engagement paternel et familial par le biais de rencontres entre pères.	L'entraide pour hommes de Montréal inc. CLSC Hochelaga-Maisonneuve	19 000\$
Première implantation régionale de la médiation communautaire familiale Le projet vise à implanter la médiation communautaire familiale dans la région des Bois-Francs et à intégrer ce programme à l'ensemble de la vie associative de La Source.	La Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal	19 000\$
PAGPA - Programme d'animation de groupes de parents d'adolescents Le programme vise à contrer l'abus de drogue chez les adolescents et à aider les familles, en offrant aux parents des outils qui leur permettront d'avoir une relation plus harmonieuse avec leurs adolescents.	La Fondation Éducation du Québec Club Lions de Repentigny	18 000\$
Casa Daycare Munchkin Mansion Le projet s'adresse aux jeunes anglophones (2 à 6 ans) et à leurs parents. Il vise à fournir aux enfants un lieu d'apprentissage chaleureux et sécurisant, en permettant aux parents de développer leurs habiletés parentales et de briser leur isolement.	Le Comité pour l'action sociale anglophone (CASA) CLSC des Chaleurs	19 000\$
S'outiller pour mieux prévenir Le projet offre à des parents des ateliers qui leur permettront d'être mieux outillés face à l'éducation sexuelle de leurs enfants ainsi qu'à la prévention des agressions sexuelles.	CALACS-LAURENTIDES Commission scolaire Ste-Thérèse	19 000\$

Titre du projet et description	Nom des organismes	Total de la subvention accordée pour les années : 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998
Contacts-familles Le projet vise à constituer une équipe d'aidantes naturelles en identifiant au moins une aidante par village. Ces personnes, suite à la formation reçue du CLSC, retransmettront ces informations lors d'une soirée «thème» aux parents du village.	Contacts femmes-enfants CLSC de la Vallée de la Gatineau	20 000\$
Parle, je t'écoute Le projet s'adresse principalement aux parents dont les enfants sont âgés de 2 à 4 ans, fréquentant la halte-garderie, qui présentent certaines difficultés au niveau du développement du langage.	Interaction famille Hochelaga-Maisonneuve École St-Jean-Baptiste-de-LaSalle	19 000\$
Répit-Parents Le projet offre à des parents à revenus modestes, en situation d'épuisement ou de surcharge pouvant engendrer une crise familiale, de sortir de leur milieu durant une période donnée pour reprendre leur souffle et bénéficier ensuite du soutien d'un parent-ressource.	La Maison des Familles Rimouski-Neigette CLSC de l'Estuaire	20 000\$
Apprendre à travailler ensemble La séance de devoirs et de leçons est souvent un moment pénible pour les parents comme pour les enfants. Le projet vise à offrir à l'enfant un encadrement et d'apporter un soutien aux parents durant la période de devoirs et de leçons.	Je Passe Partout École St-Nom-de-Jésus	19 000\$
Joujouthèque mobile Le projet consiste à mettre sur pied une joujouthèque mobile pour la communauté ainsi que d'offrir aux parents de la formation portant sur l'utilisation des jouets et des jeux dans la stimulation des enfants.	La Maison de la Famille de Berthier CLSC D'Autray	19 000\$
Aidants naturels Le projet vise à mettre sur pied un réseau de parents-aidants pour rejoindre les familles en situation de vulnérabilité ayant des enfants d'âge préscolaire.	La Maison de Parents de Rawdon CLSC de Matawinie	19 000\$

Titre du projet et description	Nom des organismes	Total de la subvention accordée pour les années : 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998
Pères compétents Le projet vise à mettre en place un groupe d'aidants-naturels composés de pères. Ces pères seront stimulés dans l'acquisition de compétences parentales et valorisés à transmettre leurs acquis à d'autres pères afin qu'ils jouent leur rôle auprès de leurs enfants.	Relation d'entraide pour une paternité renouvelée (REPERE) CLSC Ahuntsic	20 000\$
Projet de mère-visiteuse à temps partiel dans le quartier Bordeaux-Cartierville Le projet vise à offrir aux familles de nouveaux-nés un soutien parental au moyen de visites à domicile par une intervenante non professionnelle.	La Fondation de la visite CLSC Bordeaux-Cartierville	19 000\$
Les parents en action à l'école Le projet vise à mettre sur pied un service d'entraide de parents pour aider d'autres familles en situation de vulnérabilité, vivant un sentiment d'incompétence vis-à-vis le milieu scolaire.	Le Centre Albertine Giguère CLSC Ahuntsic	19 000\$
Entraide Famille Pierrefonds-Est Le projet vise à offrir aux parents une intervention préventive, intensive et continue. L'intervention s'échelonnait de la période prénatale jusqu'à la sortie de l'enfant du milieu scolaire primaire.	Cloverdale Multi-Ressources CLSC Pierrefonds	20 000\$

93. Bilan des activités du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille lors de l'Année et recommandations, s'il y a lieu.

Voir document ci-joint :

- Bureau québécois de l'Année internationale de la famille, Bilan de l'action nationale, 15 février 1995, 15 pages.

Par ailleurs, un bilan des activités régionales est contenu dans un document en vente dans les librairies intitulé *La vie format familial*, Éditions du Méridien, 1994, 165 pages.

**BUREAU QUÉBÉCOIS
DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA FAMILLE**

**BILAN
DE L'ACTION NATIONALE**

15 FÉVRIER 1995

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1 - LES ORIENTATIONS DE L'ACTION NATIONALE	3
a) Accroître l'intérêt de tous envers les questions familiales	3
b) Contribuer à la résolution des problèmes stratégiques pour la famille	7
c) Favoriser des pratiques davantage respectueuses des familles	8
d) Assurer des retombées au-delà de l'AIF	8
2 - LA STRATÉGIE	9
a) Le fil conducteur	9
b) Les préoccupations majeures	9
c) La relation avec l'action régionale	9
d) La relation avec les communications	10
e) La mobilisation des partenaires	11
3 - LE PROGRAMME D'ACTIVITÉS DE L'ACTION NATIONALE	13
a) Les projets les plus marquants initiés par le Bureau	13
1) Cahiers thématiques	13
2) Déclaration sur la famille	14
3) Émission d'ouverture de l'Année	16
4) Les Grandes Conférences	17
5) Forum fiscalité	19
6) Enquête et débat sur la paternité	20
7) Les Belles-Lettres	22
8) Cahier pédagogique	24
9) Conciliation travail-famille	25
10) Jeux intergénérationnels	27
11) La vie format familial	27
12) Enquête "Ados, familles et milieu de vie"	29
13) Forum "Ados...pis après!"	30
14) Les berceuses du monde	33
b) Le calendrier des activités	35
4 - CONCLUSION	44

INTRODUCTION:

En vertu du protocole signé avec le Secrétariat à la famille, le Bureau poursuivait les objectifs suivants:

- 1- susciter une réflexion sur;
 - a) le rôle des familles comme lieu de développement des enfants et d'épanouissement des adultes;
 - b) la contribution des familles au développement social, économique et culturel de la société;
 - c) les conditions de vie des familles dans chaque milieu, que ce soit le quartier, la municipalité, la région ou l'ensemble du Québec;
- 2- identifier et promouvoir les moyens d'améliorer les conditions de vie des familles;
- 3- favoriser la concertation de tous les partenaires dont l'action a un impact sur les familles en vue de l'élaboration d'un troisième plan d'action global en matière de politique familiale.

Le Bureau avait aussi pris divers engagements, notamment les suivants:

- 1- assurer la réalisation d'un programme d'activités de réflexion et de témoignage sur la famille à l'occasion de l'Année internationale de la famille;
- 2- coordonner la tenue d'activités thématiques régionales sur les objectifs à poursuivre en matière familiale d'ici l'an 2000;
- 3- promouvoir une participation effective de tous les secteurs aux activités de l'AIF;
- 4- sensibiliser l'opinion publique à l'importance de reconnaître la famille comme une des ressources clés du développement de la société québécoise;
- 5- établir les bases de l'action à poursuivre à l'égard des familles au-delà de l'Année internationale de la famille.

Le Bureau s'est vu octroyer une subvention de 1 350 000 \$ du Secrétariat à la famille. De ce montant, environ 400 000 \$ ont été consacrés au programme d'action nationale. Compte tenu de son mandat et des ressources limitées dont il disposait, le Bureau a fait le choix de mettre sur pied un programme d'activités nationales qui faisait largement appel à divers partenaires. Le budget est ainsi devenu un levier pour susciter l'implication du milieu et générer des fonds pour la cause de la famille.

Pour définir les orientations de l'action nationale, notamment les objectifs à poursuivre et la stratégie à adopter dans l'élaboration de la programmation, le Bureau a mis sur pied un comité d'action nationale.

Ce comité se composait de membres du conseil d'administration du Bureau; mesdames Monique Tessier, Claudette Carbonneau, Monique Richard, Marie-Suzie Brédy Wèche et Pierrette Boivin ainsi que messieurs Aubert Ouellette et Bernard Fortin. Yvan Thériault, le directeur de l'action nationale, était aussi membre du comité.

L'implication du Bureau, dans la programmation d'activités nationales qu'il a mis de l'avant, a été fort variable selon les projets. Dans certains cas le Bureau fut l'initiateur et le maître d'oeuvre. Dans d'autres, il s'est associé à des organismes, institutions ou sociétés qui lui proposaient des projets qui cadraient bien avec ses préoccupations.

Compte tenu du grand nombre d'activités inscrites à la programmation officielle et du degré variable d'implication du Bureau, nous ne présenterons pas ici un bilan exhaustif de tous ces projets.

Dans un premier temps, nous présentons les orientations qui avaient été proposées par le comité d'action nationale et adoptées par le conseil d'administration. Afin de souligner les liens étroits entre ces orientations et la programmation mise de l'avant par le Bureau, nous citons, brièvement, pour chacun des objectifs et des éléments de la stratégie, les principaux projets correspondants.

Dans un deuxième temps, nous élaborons sur certains projets dans lesquels le Bureau s'est particulièrement impliqué. Nous nous attachons aux activités qui revêtaient une signification particulière pour nous, soit à cause du rôle que nous y avons joué ou de l'importance qu'elles représentaient dans la poursuite de nos objectifs. Pour chacun des projets nous nous limitons à mentionner les principaux partenaires qui se sont impliqués activement dans la réalisation; le bilan de la direction du marketing rend compte des partenaires qui se sont impliqués financièrement.

Dans un troisième temps, nous présentons le calendrier d'activités qui témoigne du grand nombre et de la diversité des activités qui ont eu lieu à l'occasion de l'Année.

Au moment d'écrire ce bilan, différentes informations techniques n'étaient pas disponibles. De plus, les chargés de projets n'étaient plus à l'emploi du Bureau. Il en est ainsi du rédacteur même de ce rapport. En conséquence, ce bilan se veut plus un rapport moral sur la congruence entre les orientations que nous nous étions données et les actions que nous avons menées ainsi que sur le rendement des activités qui en sont découlées plutôt qu'un relevé exhaustif des différents aspects techniques des projets réalisés.

LES ORIENTATIONS DE L'ACTION NATIONALE

Le comité s'est préoccupé d'assurer un équilibre dans la programmation entre les activités de célébration, ou de réjouissances populaires, et les activités de réflexion ou susceptibles d'avoir un impact sur les conditions de vie des familles. Cette position avait été adoptée par le conseil d'administration avant la création du comité d'action nationale. Elle n'apparaît donc pas dans les orientations définies par le comité mais a conditionné le travail de ce dernier.

Voici donc les orientations adoptées par le Bureau et les principaux projets qui ont été mis de l'avant en conséquence. Les projets cités sont décrits dans le chapitre trois intitulé "Le programme d'activités de l'action nationale".

a) Accroître l'intérêt de tous envers les questions familiales:

1- Rendre hommage aux familles:

Le Bureau a conçu et réalisé des événements qui témoignaient publiquement du caractère central des familles dans notre société.

- L'émission de T.V. "Ensemble célébrons la famille" diffusée à Radio-Canada.
- La campagne d'adhésion à la Déclaration sur la famille du Bureau.

2- Mobiliser les partenaires:

Compte tenu de ses budgets limités, Le Bureau a misé sur une forte implication de ses partenaires et d'éventuels complices. Il a accordé une attention particulière aux grandes institutions qui pouvaient avoir un effet multiplicateur. Il a incité ces institutions à servir de relais pour mobiliser les organismes et la population.

- Plusieurs organismes familiaux ont été impliqués dans la confection des Cahiers thématiques.
- Des démarches ont été faites auprès des quatre réseaux de T.V. pour les inciter à souligner l'Année dans leur programmation.
- Nous avons négocié avec Canal famille pour qu'il se fasse l'ambassadeur de l'Année auprès des enfants
- Nous avons impliqué La Presse dans le financement et la réalisation des enquêtes sur la paternité et les ados.
- Le Journal de Montréal a publié à 800,000 exemplaires, de concert avec le Bureau, un Cahier spécial qui nous a servi à publiciser notre programme d'activités. Le bilan de la direction des communications rend compte de ce projet.

- Le Devoir, pour sa part, a collaboré à la réalisation du projet Les Grandes Conférences en plus de publier un dossier de trois pages sur la conciliation travail-famille.
- Le Bureau s'est concentré sur la mise sur pied d'un nombre limité de nouvelles activités et a misé sur la réorientation d'activités existantes susceptibles d'avoir un impact significatif. Voici quelques un des organismes qui ont véhiculé une thématique familiale à la suite de négociations menées par le Bureau.
 - Le Théâtre du Sang Neuf et le Théâtre Parminou ont chacun créé et diffusé dans le Québec une pièce qui prenait pour thème la famille.
 - Le Salon de la maternité et de la paternité s'est fait l'hôte d'un débat sur la paternité organisé par le Bureau, en collaboration avec la Fédération des CLSC. Ce débat était animé par Jean-François Lépine.
 - Les Salons du Livre de Québec et de Montréal ont été l'occasion de traiter du féminisme et de la famille.
 - Le festival de la Santé a été l'occasion de lancer en grande pompe la campagne d'adhésion à la Déclaration sur la famille.
 - Après entente avec le Bureau, la Semaine mondiale de la marionnette a mis sur pied le concours "La famille au coeur de mes rêves" et le spectacle "Le procès du voleur de rêve" qui développait une thématique familiale.
 - Le musée de la Civilisation, le musée Stewart ainsi que le musée de la Pointe-à-Callière ont mis sur pied des activités spéciales pour souligner l'Année.

En multipliant les partenaires, le Bureau a non seulement maximisé l'impact de ses ressources mais, de plus, il a fait en sorte qu'un très grand nombre d'organismes, d'entreprises et d'institutions s'est senti personnellement concerné par la thématique de l'Année.

3- Impliquer tous les secteurs:

Tous les grands secteurs d'activités de notre société ont un impact sur la famille. Le Bureau tenait donc à ce que celle-ci soit au coeur de leurs préoccupations. En conséquence, il s'était fixé comme priorité qu'au moins un événement d'envergure nationale ait lieu dans chacun de ces secteurs. Par le bref échantillon de programmation qui suit nous pouvons constater que nous avons largement dépassé notre objectif initial.

Éducation:

- Publication du cahier pédagogique "Parle-moi de chez toi" en collaboration avec la CEQ.
- Présentation des Grandes Conférences sur la famille en collaboration avec l'UQAM, Northern Telecom et Le Devoir.

- Diffusion d'un vidéo sur le forum "Ados...pis après!" dans les écoles secondaires du Québec.

Patronal-syndical:

- Publication du guide "Travail-famille: un tandem de coeur et de raison".
- Collaboration avec le journal Le Devoir pour la publication d'une série d'articles sur la conciliation travail-famille.

Culturel:

- Conception et production de deux émissions de télévision diffusées à Radio-Canada, dont l'émission d'ouverture de l'Année.
- Collaboration à la conception et à la production de l'émission Claire Lamarche qui portait sur les gagnants du concours Les Belles-Lettres; concours initié et réalisé par le Bureau.
- Négociation avec plusieurs théâtres et musées pour qu'ils véhiculent des thématiques familiales.
- Réalisation d'un disque, d'une tournée nationale et d'une émission de télévision avec I Musici

Social:

- Réalisation de l'enquête sur la paternité en collaboration avec la Fédération des CLSC et La Presse.
- Réalisation de l'enquête "Ados, familles et milieu de vie" en collaboration avec l'ACJQ et La Presse
- Réalisation du forum "Ados...pis après!" en collaboration avec l'ACJQ.
- Collecte de fonds au profit de Jeunesse au Soleil, pour les familles défavorisées de Montréal, en partenariat avec le service de police de la Communauté urbaine de Montréal, la Fraternité des policiers de Montréal et Bell-Québec.

Politique:

- Production des cahiers thématiques utilisés lors des activités de réflexion régionales.
- Réalisation du forum sur la fiscalité des familles en collaboration avec le Mouvement des caisses Desjardins.
- Collaboration à la publicisation du colloque international sur "L'action municipale et les familles".
- Publication du volume "La vie format familial" qui faisait le bilan des activités de réflexion régionale.

Loisir:

- Réalisation du "Rendez-vous familial" en collaboration avec les Tables multisectorielles régionales
- Réalisation du projet "Les Belles-Lettres" en collaboration avec la FADOQ, L'Amitié n'a pas d'âge, le périodique L'Essentiel, Claire

Sport:

- Réalisation des compétitions intergénérationnelles, en collaboration avec la FADOQ

4- Mettre en évidence tous les membres de la famille:

Le Bureau voulait favoriser la reconnaissance de tous les membres de la famille et leur implication dans l'Année. En conséquence, nous nous sommes assurés que notre programmation contienne au moins une activité d'envergure nationale pour chacun des éléments clés de la famille.

Pour les grands-parents et les petits-enfants:

Les Belles-Lettres.

Pour les grands-parents et les enfants:

les compétitions intergénérationnelles.

Pour les parents:

le forum sur la fiscalité des familles;

la publication, "Travail-famille: un tandem de coeur et de raison";

l'enquête et le débat sur la paternité.

Pour les ados:

l'enquête "Ados, familles et milieu de vie";

le forum "Ados...pis après!".

Pour les enfants:

le Rendez-vous familial;

les Berceuses du monde;

le Festival mondial de la Marionnette;

le cahier pédagogique "Parle-moi de chez toi"

Les quatre grandes conférences qui ont eu lieu en cours d'année avaient successivement pour thème les grands-parents, les parents, les adolescents et les enfants.

Plusieurs activités avaient pour objectif de rassembler tous les membres de la famille. Citons comme exemple le "Rendez-vous familial" et la "Déclaration sur la famille".

5- Maintenir l'intérêt pendant toute l'année:

Pour maintenir l'intérêt du public pendant toute l'année, le Bureau s'était donné comme objectif qu'au moins un événement d'envergure nationale ait lieu chaque mois, que le Bureau soit impliqué ou non dans l'organisation.

- Janvier: . Diffusion de l'émission d'ouverture de l'Année à Radio-Canada: "Ensemble: célébrons la famille" (l'émission fut diffusée le 26 décembre 1993).
- . Les Grandes Conférences: "Grands-parents: plus qu'une mémoire?".
- Février: . Forum sur la fiscalité des familles.
- Mars: . Les Grandes Conférences: "Parents: jongleurs?".
- Avril: . Publication du sondage sur la paternité.
- . Débat sur la paternité au Salon de la maternité et de la paternité.
- . Lancement du concours: "La famille au coeur de mes rêves".
- Mai: . Lancement officiel de la campagne d'adhésion à la Déclaration sur la famille.
- . Lancement du concours: "Les Belles-Lettres".
- . "Rendez-vous familial".
- . Les Grandes Conférences: "Adolescents: lucides?".
- Juin: . Publication des actes du forum sur la fiscalité.
- . Participation au défilé de la fête nationale.
- . Remise des prix de la famille.
- . Colloque international sur l'action municipale et les familles.
- Juillet: . Festival mondial de la Marionnette.
- Août: . Week-end familial au Musée Stewart.
- Septembre: . Les jeux intergénérationnels.
- . Les Grandes Conférences: "Enfants: La vie en confettis".
- Octobre: . Le concours "Les Belles-Lettres": le tirage, l'émission de Claire Lamarche consacrée aux auteurs des lettres et la publication des lettres dans le périodique L'Essentiel.
- Novembre: . Publication du cahier pédagogique "Parle-moi de chez toi".
- . Publication de l'enquête "Ados, famille et milieu de vie".
- . Forum "Ados...pis après!".
- . Biennale sur la famille.
- . Colloque sur l'adoption.
- Décembre: . I Musici: Lancement du disque "Les Berceuses du Monde", tournée de concerts à travers le Québec et diffusion d'un spectacle aux Beaux-Dimanches à Radio-Canada.

b) Contribuer à la résolution de problèmes stratégiques pour la famille:

Pour obtenir un effet significatif et durable, le Bureau devait éviter de se disperser tous azimuts et plutôt se concentrer sur un nombre restreint de problèmes d'intérêt stratégique, compte tenu des grands enjeux de l'heure.

Après consultation avec ses partenaires, le Bureau a retenu deux préoccupations majeures: la fiscalité des familles et la conciliation du travail et de la famille. Les bilans des projets "Forum sur la fiscalité" et "Travail-famille: un tandem de coeur et de raison" s'avèrent extrêmement positifs. Nous pouvons conclure qu'en plus de sensibiliser la population à ces deux enjeux

majeurs pour les familles, le Bureau a contribué de façon significative à la recherche de moyens pour améliorer le sort des familles québécoises.

c) Favoriser des pratiques davantage respectueuses des familles.

Le Bureau voulait influencer les institutions, les organismes, les groupes et les entreprises pour que la famille soit davantage au coeur de leurs préoccupations. Il voulait interpeller ces acteurs quant à la pertinence de leurs politiques et de leurs façons de faire face aux réalités familiales.

Cet objectif a surtout été atteint par le travail de la Direction des communications. Toutefois, plusieurs projets relevant de l'action nationale l'ont alimenté. Que l'on songe aux diverses publications, aux grandes conférences, aux forums; la plupart des activités initiées par le Bureau étaient conçues de façon à servir d'instruments didactiques pour le grand public et les organismes plus directement concernés.

d) Assurer des retombées au-delà de l'AIF.

Plusieurs projets auront des retombées au-delà de l'Année. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les bilans des projets suivants.

- Forum sur la fiscalité
- Travail-famille: un tandem de coeur et de raison
- La vie format familial
- Enquête et forum ados
- Cahier pédagogique "Parle-moi de chez toi"
- Les grandes conférences

LA STRATÉGIE

Dans l'action, les orientations du Bureau se sont traduites de la façon suivante.

a) Un fil conducteur: les éléments clés de la famille.

Le Bureau a adopté comme fil conducteur les éléments clés de la famille: les grands-parents, les parents, les adolescents et les enfants. Comme nous l'avons déjà mentionné, nous nous sommes assurés que plusieurs de nos projets pouvaient intéresser chacun de ces membres de la famille.

En début d'année, le forum sur la fiscalité des familles, le sondage et le débat sur la paternité mettaient le focus sur les parents. Au printemps, le projet "Les Belles-Lettres" attirait l'attention sur les grands-parents et les liens privilégiés qui les unissent à leurs petits-enfants. À l'automne, l'enquête "Ados, famille et milieu de vie" et le forum "Ados...pis après!" donnaient une tribune exceptionnelle aux adolescents. En fin d'année, par le cahier pédagogique, la tournée de l'Musici et l'émission de télévision "Les Berceuses du Monde", nous avons mis le thème des enfants à l'avant-scène.

b) Des préoccupations majeures:

Dès le départ, le Bureau avait décidé de prioriser deux questions d'un intérêt stratégique: la fiscalité et la famille et la conciliation entre le travail et la famille.

Dans les faits, deux autres dossiers sont venus s'ajouter. Suite à un ensemble de circonstances, l'enquête et le forum ados ont mobilisé énormément de nos énergies et ont eu un impact considérable dans le public. Pour ces raisons, nous classons "l'opération ados" dans les préoccupations majeures. Le quatrième dossier a été le soutien aux activités de réflexion régionales qui s'est traduit par la confection des cahiers thématiques et la publication du bilan de ces activités dans le volume "La vie format familial".

c) La relation avec l'action régionale:

Le bilan de la direction de l'action régionale rend compte des objectifs que le Bureau s'était donné et des résultats obtenus au chapitre de l'action régionale. Toutefois, certains projets nationaux avaient des ramifications en région et inversement certaines activités régionales nécessitaient l'intervention du national.

- **Les cahiers thématiques:**

En 1993 et au début de l'année 1994 les tables multisectorielles régionales créées par le Bureau dans les seize régions du Québec ont tenu, à la demande du Bureau, des centaines d'activités de réflexion qui se voulaient un préliminaire à l'Année internationale de la famille tout autant qu'un prélude à la biennale sur la famille qui a eu lieu à la fin de 1994.

Pour alimenter ces activités de réflexion, à la demande des tables, la direction de l'action nationale a produit, avec l'aide d'un comité de spécialistes composé tant de praticiens que de théoriciens, une série de cahiers thématiques. Chacun des thèmes comportait la présentation de données factuelles, des pistes de réflexion, des questions à débattre, une liste de personnes ressources et une bibliographie sommaire. Largement utilisés en région, les cahiers ont aussi facilité le travail de synthèse des activités de réflexion. Le volume "La vie format familial" rend compte des résultats de ces débats régionaux.

- **Les tournées régionales:**

À titre de complément à la programmation des tables régionales, la direction de l'action nationale a négocié des conditions avantageuses avec divers organismes de tournée. Ainsi l'Orchestre symphonique de Montréal a offert aux tables qui le désiraient de faire du spectacle Les Berceuses du Monde un concert bénéfice pour financer leurs activités régionales. Le Théâtre du Sang Neuf et le Théâtre Parminou offraient, aux tables qui le désiraient un spectacle sur le thème de la famille.

- **Les activités régionales soutenues au national:**

La direction de l'action nationale a initié le projet "Le rendez-vous familial" qui s'est déroulé dans les différentes régions du Québec et qui fait l'objet d'une évaluation par la direction de l'action régionale.

d) **La relation avec les communications:**

La majorité des activités nationales avaient pour but de provoquer des changements de mentalité et d'attitude. La dimension communication prenait, de ce fait, une importance cruciale. Ainsi l'émission de variétés qui servait de lancement à l'Année était non seulement un divertissement sur le thème de la famille, mais elle comportait aussi une dimension pédagogique en véhiculant certains messages. Dès le départ, le Bureau s'est assuré que son plan d'action nationale et celui des communications se conçoivent et se développent en étroite symbiose. Le bilan de la direction des Communications rend compte de l'impact médiatique du programme d'activités nationales.

e) La mobilisation des partenaires:

1- Miser sur l'effet de levier:

Le Bureau souhaitait impliquer le plus grand nombre possible de partenaires pour maximiser son impact. En ce sens, il importait peu qu'il assume lui-même toutes les étapes de la réalisation des projets (la conception, la réalisation et le financement). Il se devait, par contre, d'être partenaire de plein droit dans les événements auxquels il s'associait pour s'assurer que ses orientations et sa vision de la famille étaient respectées. Le Bureau a donc modulé son implication selon les caractéristiques des différents projets.

Le chapitre sur les projets les plus marquants, où l'on fait état des partenaires qui se sont associés au Bureau, ainsi que le calendrier d'activités qui répertorie tous les événements auxquels s'est associé le Bureau à un titre ou à un autre, témoignent de l'ampleur remarquable de la mobilisation que le Bureau a réussi à générer dans le milieu.

2- Impliquer chaque organisme membre du Bureau:

Pour obtenir une mobilisation des différents secteurs, le Bureau se devait de prêcher par l'exemple. Une invitation avait été lancée à chacun des membres du conseil d'administration pour qu'ils s'assurent que l'institution qu'ils représentaient s'implique dans un projet respectant les orientations du plan d'action nationale. Tous ont répondu positivement à l'appel comme en fait foi l'inventaire qui suit.

Forum fiscalité:

Mouvement coopératif Desjardins
Secrétariat à la famille
Conseil de la famille
Les représentants de quelque 23 organismes familiaux

Belles-Lettres:

Fédération de l'Âge d'Or du Québec

Cahier pédagogique:

Centrale de l'Enseignement du Québec
Fédération des Commissions scolaires du Québec

Conciliation travail-famille:

Conseil du Patronat du Québec
Chambre de Commerce du Québec
CSN, CEQ, FTQ, CSD

Paternité:

Fédération des CLSC

Cahiers thématiques:

Secrétariat à la famille
Conseil de la famille
Représentants des organismes familiaux

Forum ados:

Centrale de l'Enseignement du Québec

3- Cibler les partenaires qui ont un effet multiplicateur:

À titre de relais pour mobiliser le plus grand nombre possible d'organismes, le Bureau, en collaboration avec le Secrétariat à la famille, a fait des démarches auprès du réseau des répondants et répondantes à la politique familiale dans les ministères et les organismes. Nous savons que certains d'entre eux ont réalisé des projets mais malheureusement, les ressources nous ont manqué pour assurer le suivi et faire un inventaire de ces réalisations.

Des démarches ont aussi été faites auprès des médias nationaux pour les inciter à traiter de thématiques familiales. Le bilan de la direction des communications rend compte des résultats exceptionnels que nous avons obtenus.

Mise en oeuvre des mesures du 3e plan d'action (1995-1997)

Le Secrétariat à la famille a inscrit 21 engagements dans le cadre de ce plan. Il a fait de la prévention un des axes majeurs de ses interventions. Le Secrétariat a poursuivi son action entreprise dans la promotion des comportements pacifiques : à cet égard, un répertoire des outils relatifs à la résolution des conflits en milieu familial est présentement en préparation. Il est par ailleurs nécessaire d'améliorer nos connaissances en matière de prévention, c'est pourquoi le Secrétariat a apporté son soutien à la recherche en coordonnant les activités des deux partenariats créés à cette fin en 1994-1995.

La conciliation travail-famille constitue une préoccupation majeure et incontournable. Plusieurs actions ont été mises en chantier visant à amener des changements de comportement et des changements dans l'organisation du travail. Ainsi, le Secrétariat a participé à la diffusion du Guide sur la conciliation travail-famille destiné aux milieux de travail et il a mis sur pied un réseau d'information et d'échange d'expériences sur la conciliation travail-famille, en collaboration avec le Secrétariat à la condition féminine et le ministère du Travail. Il a mis en place un programme de soutien aux organisations pour l'implantation de mesures de conciliation travail-famille dans les milieux de travail. À cet égard, quatre ententes ont été signées avec des partenaires : la Fédération des commissions scolaires, la Confédération des syndicats nationaux, les Associations d'établissements de santé et de services sociaux et la Centrale des syndicats démocratiques.

Le soutien financier du gouvernement du Québec à l'égard des parents pour leurs enfants à charge s'élève à près de 2,8 milliards de dollars. Afin de rendre plus visible et plus compréhensible aux familles le soutien financier qui leur est destiné et pour réduire les coûts administratifs des divers programmes, le Secrétariat a collaboré, avec d'autres ministères, à relever le défi de simplifier les mesures d'aide aux familles. De plus, le Secrétariat a maintenu sa participation dans le dossier des pensions alimentaires à l'égard des enfants en participant à la réflexion sur les critères de fixation des pensions alimentaires et sur la défiscalisation de ces montants. Il a également réalisé de nouveaux travaux sur la révision des programmes de remplacement du revenu de travail pendant les congés de maternité et les congés parentaux.

Assurer aux familles un milieu de vie de la plus grande qualité possible constitue une autre de ses priorités. Le Secrétariat tient à reconnaître la compétence des familles elles-mêmes dans le soutien à offrir à celles d'entre elles qui cherchent un appui ou qui sont dans le besoin. Il a créé le Fonds famille 1995-1997 de soutien à l'implantation de projets visant à promouvoir les compétences parentales.

LE PROGRAMME D'ACTIVITÉS DE L'ACTION NATIONALE:

A - LES PROJETS LES PLUS MARQUANTS INITIÉS PAR LE BUREAU:

1) LES CAHIERS THÉMATIQUES

DESCRIPTION DU PROJET:

Par le biais de Tables multisectorielles régionales qu'il a mises sur pied dans les seize régions administratives du Québec, le Bureau a procédé à la plus large consultation jamais entreprise auprès des familles. Plus de 600 activités de réflexion ont permis à des dizaines de milliers de familles de s'exprimer. Forum, sondages, assemblées de quartier, groupes d'études, colloques régionaux: cette grande diversité d'activités s'explique par le fait que chaque région choisissait les formes de réflexion qu'elle entendait privilégier.

Pour alimenter ces activités, le Bureau a publié, à l'automne 1993 des cahiers thématiques sur les principaux sujets qui préoccupent les familles: la fiscalité, la conciliation travail-famille, la loi, la compétence parentale, l'enfance, l'habitat, le loisir et la culture, l'école, la voix des familles.

Pour produire ces cahiers, le Bureau a mis sur pied un comité qui se composait d'experts - tant théoriciens que praticiens- des questions familiales.

Yvan Thériault	Président du comité Directeur de l'action nationale au BQAIF
Jean Simard	Secrétaire du comité Chargé de projet au BQAIF
Jean-Pierre Lamoureux	Secrétaire général Conseil de la famille
Louise Vandelac	Professeure au Département de sociologie UQAM
Richard Sarrazin	Secrétaire général Union internationale des organismes familiaux
Michel Pichette	Directeur des Services aux collectivités UQAM
Ruth Marchand	Responsable du Symposium québécois de recherche sur la famille
Louise Huneault	Présidente Fédération des familles monoparentales du Québec
Jacques Vachon	École de service social Université de Laval
Francine Lalonde	Adjointe exécutive Directrice des communications Secrétariat à la famille

André Caron

Département de communication

Université de Montréal

Jean Boudreau

A.C.S.S.Q.

Après avoir identifié les huit thèmes qui apparaissaient les plus d'actualité pour les familles québécoises, le comité a confectionné pour chacun d'eux un cahier qui se composait des éléments suivants.

- . Un ensemble de données factuelles qui tracent un portrait de la situation.
- . Des questions à débattre soulevées par l'état de situation.
- . Une liste de personnes-ressources susceptibles de fournir plus d'information sur le sujet ou de servir de conférenciers.
- . Une bibliographie sommaire des principaux ouvrages qui traitent du sujet.

OBJECTIFS:

Par ce projet, le Bureau voulait provoquer un débat à la grandeur du Québec sur les principales difficultés auxquelles sont confrontées les familles d'aujourd'hui. Le Bureau voulait aussi faciliter le travail d'organisation des Tables régionales ainsi que la mise en forme des résultats de ces réflexions pour éventuellement déposer un bilan national au Secrétariat à la famille ainsi qu'à la biennale sur la famille.

RÉSULTATS OBTENUS:

Le nombre phénoménal d'activités de réflexion qui ont eu lieu en région (plus de 600), l'utilisation intensive qui a été faite des cahiers et la qualité du rapport qu'il a été possible de produire sur ces activités (le volume La vie format familial), nous amènent à conclure que les cibles identifiées par le comité ainsi que la matière réunie sur chacun de ces thèmes étaient tout à fait pertinentes et que nous avons atteints nos objectifs dans cette opération.

2) DÉCLARATION SUR LA FAMILLE:

DESCRIPTION DU PROJET:

Formé d'associations aux intérêts très diversifiés, le Conseil d'administration du Bureau se devait de produire un texte pour définir sa position face aux familles. Un document qui servirait de repère dans l'action, aussi bien pour les membres du Bureau que pour nos partenaires. La direction de l'action nationale, en collaboration avec les membres du Conseil d'administration, a donc rédigé une déclaration sur la famille. Celle-ci porte sur les fonctions de la famille plutôt que sur sa structure qui peut varier selon les contextes. En ce sens la déclaration du Bureau est conforme aux orientations véhiculées par l'ONU à l'occasion de l'Année internationale de la famille. Le texte rappelle le rôle fondamental de la famille dans l'épanouissement des individus, le caractère unique des familles comme structures sociales et la pertinence, pour l'ensemble des institutions, de collaborer à son développement. Il se termine par une invitation à appuyer cette Déclaration.

Dans une perspective pédagogique, le Bureau a tenté de donner le maximum de visibilité à la Déclaration et d'y faire adhérer le plus grand nombre possible d'organismes, d'entreprises et d'institutions.

Une vaste campagne d'adhésion a été entreprise grâce à la collaboration des membres du Conseil d'administration qui nous ont fourni les listes des institutions, des organismes et des entreprises de leur secteur. Rejoints par la poste et par téléphone, tous étaient invités à adhérer à la Déclaration et à l'afficher dans leurs locaux.

Pour la diffuser auprès du grand public, le Bureau s'est associé au festival de la Santé qui coïncidait avec la journée internationale de la famille, le 15 mai. À cette occasion, le Bureau a procédé au lancement officiel de la campagne publique d'adhésion à la Déclaration de façon spectaculaire. À l'occasion d'une cérémonie officielle au parc Lafontaine à Montréal, présidée par le premier ministre, le Bureau a lancé dans le ciel plus de 6 000 ballons portant chacun un exemplaire de la Déclaration. Ceux qui récupéraient cette Déclaration étaient invités à la signer et à la retourner au Bureau.

Par ailleurs, tous les organismes qui désiraient inscrire un événement dans la programmation officielle du Bureau ou collaborer à une des activités initiées par le Bureau devaient préalablement endosser cette Déclaration.

Finalement, nous devons mentionner que la Déclaration a été citée in extenso dans plusieurs publications telles le cahier pédagogique "Parle-moi de chez toi", le volume "La vie format familial" et le cahier spécial de Québecor sur l'Année internationale de la famille.

OBJECTIFS:

- . Se donner une vision commune qui serve de repère dans l'action tout aussi bien pour les membres du Bureau que pour les partenaires.
- . Utiliser cette Déclaration comme outil promotionnel de l'Année internationale de la famille.
- . Utiliser cette Déclaration comme levier pour mobiliser les organismes, les entreprises et les institutions.
- . Utiliser cette Déclaration pour sensibiliser le grand public et le mobiliser.

RÉSULTATS OBTENUS:

- . Le bilan de la direction des Communications rend compte de la diffusion massive qui a été faite de la Déclaration.
- . Les organismes, institutions et entreprises qui ont signé la Déclaration sont au nombre de 7,000 et représentent environ 2,000,000 de personnes. Ce total impressionnant d'adhérents témoigne de l'efficacité des moyens de pénétration

du milieu que nous avons mis en branle.

En signant la Déclaration, les organismes s'engageaient à poser des gestes pour soutenir les familles. Nous sommes en droit de penser que la majorité des signataires ont respecté leur engagement. Compte tenu du nombre de ces signataires nous pouvons conclure que la campagne d'adhésion à la Déclaration a eu un effet mobilisateur exceptionnel.

LES PARTENAIRES:

Festival de la Santé, Secrétariat à la famille, Conseil de la famille, Fédération des Unions de famille, Regroupement inter-organismes pour une politique familiale, Fédération de l'Age d'Or du Québec, l'UIOF, CSN, CEQ, FTQ, CSD, Conseil du Patronat, Association des manufacturiers du Québec, Confédération des Caisses Populaires et d'économie Desjardins du Québec, l'Union des municipalités régionales de comté inc., Fédération des commissions scolaires du Québec, Fédération des CLSC Association des commissions scolaires protestantes, Conférence des régies régionales de la santé et des services sociaux.

3) L'ÉMISSION D'OUVERTURE DE L'ANNÉE:

TITRE: ENSEMBLE: CÉLÉBRONS LA FAMILLE

DESCRIPTION DU PROJET:

Production et diffusion d'une émission télévisée de variétés d'une heure aux Beaux Dimanches à Radio-Canada. Cette émission se composait d'entrevues avec des artistes qui témoignaient de l'importance de la famille dans leur vie privée. Ces témoignages étaient agrémentés de chansons appropriées. Les principaux artistes qui ont participé à l'émission étaient Gildor Roy, Rudy Caya du groupe Vilain Pingouin, Marie-Claire Séguin et Johanne Blouin.

Le choix des artistes avait été fait de façon à présenter un éventail diversifié de situations familiales et à atteindre différents publics de mélomanes. Le Bureau, par son directeur de l'action nationale, Yvan Thériault, et sa directrice des communications, Claire Lalonde, a collaboré à la conception de l'émission qui a été faite par madame Carmel Dumas ainsi qu'à la réalisation qui a été assurée par madame Nicole Brown.

Janine Sutto et Jacques L'Heureux, nos présidents d'honneur, apportaient aussi un témoignage personnel à l'émission en plus de signaler leur implication dans le Bureau. L'émission avait été conçue de façon à créer une ambiance de retrouvailles familiales à l'approche des fêtes.

Le Bureau a déboursé 5 000 \$ et Radio-Canada a assumé les coûts de production et de diffusion de cette émission qui se sont élevés à environ 140 000 \$.

OBJECTIFS:

Nous avons demandé à des artistes majeurs d'apporter un témoignage personnel et nous avons présenté cette émission à la veille de l'Année internationale de la famille en poursuivant trois buts.

- . Attirer l'attention de la population sur l'Année à venir ainsi que sur l'existence du Bureau;
- . Rendre hommage à la famille
- . Utiliser la crédibilité des divers artistes auprès de différents publics pour mettre en relief le rôle fondamental de la famille dans la vie de chacun.

RÉSULTATS OBTENUS:

L'émission nous a permis, par son contenu, de véhiculer les messages que nous voulions transmettre à la population.

La maison BBM, spécialisée dans les cotes d'écoute, a évalué l'auditoire de l'émission à 625,000 spectateurs. Une firme concurrente a obtenu le chiffre de 685,000. Quoi qu'il en soit, le résultat a largement dépassé nos attentes.

PARTENAIRE:

Radio-Canada

4) LES GRANDES CONFÉRENCES:**DESCRIPTION DU PROJET:**

Pour maintenir l'intérêt de la population pendant toute l'année, impliquer tous les membres de la famille et développer un discours cohérent, le Bureau s'est donné un fil conducteur, une démarche en quatre temps qui s'appuyait sur les éléments clés de la famille. De concert avec l'Université du Québec à Montréal et le quotidien Le Devoir, le Bureau a réalisé quatre conférences qui ont pris successivement pour thème les grands-parents, les parents, les adolescents et les enfants. Ces conférences ont été l'occasion de présenter de façon intégrée nos connaissances sur la vie de chacun de ces membres de la famille et de soulever les questions les plus pertinentes.

Ces conférences ont eu lieu à l'UQAM aux dates suivantes.

24 janvier: Grands-parents: plus qu'une mémoire?
Conférenciers: Georges Létourneau
Renée Joyal
Danielle Métras
Willy Apollon

25 mars: Parents: jongleurs?
Conférenciers: Marie Cardinal
Francine Descarries
Germain Dulac
Micheline Roy-Bournival
Françoise Guénette

30 mai: Adolescents: lucides?
Conférenciers: Richard Cloutier
Michel Philibert
Fernand Fournier
Claudie Thériault
Panels des adolescents:
Conférenciers: Isabelle Tremblay
Catherine DiTorré
Valérie Ascah
Jesse Papenburg
Julien Dallaire

15 septembre: Enfants: la vie en confettis?
Conférenciers : Camil Bouchard

OBJECTIFS:

- . Présenter une vision intégrée des connaissances que nous possédons sur la vie de chacun des membres de la famille.
- . Amorcer un débat sur les questions fondamentales que soulèvent ces différents portraits.
- . Sensibiliser la population aux problèmes que rencontrent les différents membres de la famille.

RÉSULTATS OBTENUS:

Chacune des conférences a attiré plus de 250 spectateurs ce qui est exceptionnel pour ce genre d'événement. Voici des extraits d'une lettre de monsieur Michel Pichette de l'UQAM. Ils représentent une évaluation éloquente des résultats du projet.

"Nous sommes très contents de l'expérience: elle nous a démontré entre autre qu'il y avait un public pour ce genre d'activité que nous avions délaissé depuis de nombreuses années. Avec votre concours, les Grandes Conférences ont été accessibles à une large population par le moyen de la très grande et très bonne couverture médiatique qu'elles ont reçues."

Les textes des conférenciers ont été publiés in extenso dans le journal Le Devoir et commentés par divers spécialistes. Certains des conférenciers ont été interviewés par divers quotidiens. Devant le grand nombre de demandes, l'UQAM a publié un recueil des textes des Grandes Conférences. En somme les Grandes

Conférences ont connu une diffusion dans le public qui a largement dépassé ce que nous avions initialement prévue.

LES PARTENAIRES:

Le Service aux collectivités de l'UQAM

Le Devoir

5) LE FORUM SUR LA FISCALITÉ DES FAMILLES

DESCRIPTION DU PROJET:

Ce forum s'est tenu du 9 au 11 février au Complexe Desjardins au moment de l'année où le sujet était d'actualité. Il portait sur les choix de société sous-jacents aux mesures fiscales. Il mettait l'accent sur les enjeux en matière de fiscalité familiale plutôt que sur les questions techniques qui font trop souvent écran. Des comparaisons y étaient faites entre les politiques fiscales du Québec, du Canada et de certains pays européens qui apparaissaient dignes d'intérêt. Afin de maximiser l'impact auprès du grand public, le Bureau, avec ses partenaires, s'était assuré que des émissions de radio et de télévision, portant sur les grands enjeux débattus dans le cadre du forum avaient lieu au même moment.

Plusieurs spécialistes d'ici et d'ailleurs, tels Ruth Rose, Yves Séguin, André Lareau et Linda McQuaig sont venus fournir aux participants des éléments d'information et d'analyse nécessaires au cheminement de leur réflexion.

Les 300 participants provenaient d'horizons forts divers: les organismes familiaux et universitaires, les spécialistes des questions familiales et fiscales, les intervenants sociaux, les regroupements de femmes, le Barreau, les organisations syndicales et patronales, l'UMQ et l'UMRCQ. Ils se sont penchés sur divers aspects des fiscalités fédérales, provinciales et municipales qui affectent la vie des familles. Ils ont pu établir certains constats et identifier certaines orientations qui ont fait l'objet d'un large consensus.

OBJECTIFS:

Conscient que la situation économique actuelle oblige à revoir l'ensemble des facteurs qui ont un impact sur la sécurité financière des familles, le Bureau a fait, de l'enjeu de la fiscalité des familles, une de ses priorités d'action. Dans cette perspective, ce forum d'envergure provinciale poursuivait quatre objectifs.

- . Réunir des gens de tous les milieux autour de la question de la fiscalité des familles. Éviter de verser dans les débats de spécialistes mais plutôt utiliser ceux-ci comme soutien pour créer un lieu de débat où pouvaient s'exprimer de intervenants des diverses sphères d'activités concernées par les choix de société qui sont à la base des systèmes fiscaux.
- . Aider les intervenants à démystifier les technicalités de la fiscalité et à cerner les enjeux sous-jacents.

- . Élaborer des pistes de solution, partager un certain nombre d'options et se donner une approche un peu plus commune autour de la fiscalité des familles.
- . Provoquer un débat dans la population sur les enjeux de la fiscalité des familles.

RÉSULTATS OBTENUS:

La liste des participants au forum est éloquent. Nous avons, de toute évidence, réussi à mobiliser autour de ce forum les organismes qui ne sont pas des spécialistes des questions fiscales mais qui sont concernés par les choix qui se font dans ce secteur.

Les réactions des participants de même que les compte-rendus des tables rondes et des ateliers démontrent qu'avec l'aide des spécialistes, les participants ont réussi à aller au-delà des technicalités pour discuter des choix fondamentaux qui sont à la base des systèmes fiscaux.

Les actes du forum témoignent des consensus qui se sont dégagés à l'occasion de cet événement.

Le bilan de la direction des communications fait état des millions de québécois qui ont été rejoints par les très nombreux articles de journaux ou émissions de radio et de télévision qui ont fait écho aux délibérations. Le forum a donc eu une portée sociale remarquable. De plus, la publication des actes du forum deviendra un point de référence obligé dans la réflexion sur notre système fiscal. Ce projet compte parmi les plus grandes réussites du Bureau.

LES PARTENAIRES:

Le Forum fut un projet conjoint du Bureau et du Mouvement des caisses Desjardins. Cet événement a pu compter sur la collaboration d'un nombre impressionnant d'organismes: Le Groupe Léger et Léger, la faculté de Droit de l'Université Laval, L'association des Centres jeunesse du Québec, le Secrétariat à la famille, la Fédération des associations des familles monoparentales du Québec, le Centre universitaire de recherche en gérontologie sociale, le Conseil de la famille, le Conseil du Statut de la femme, la Confédération des organismes familiaux du Québec, L'Association féminine d'éducation et d'action sociale, le Ministère de la Sécurité du revenu, le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale, l'UQAM, Le Conseil des travailleurs du Montréal métropolitain (FTQ), le Conseil de la santé et du bien-être, la faculté de Droit de l'Université de Montréal et le Conseil permanent de la jeunesse.

6) ENQUÊTE ET DÉBAT SUR LA PATERNITÉ:

DESCRIPTION DU PROJET:

On a tendance à croire que les pères assument une plus grande part des tâches domestiques et qu'ils sont plus présents auprès des enfants. Mais est-ce vraiment

le cas? Entre la place réelle qu'occupe le père dans la famille et l'opinion qu'il se fait de son rôle, la routine masque-t-elle un fossé? Entre les attentes des membres de la famille face au père et l'impression que peut en avoir ce dernier, y a-t-il un malentendu?

Pour tenter de répondre à ces questions et susciter un débat public, nous avons, en collaboration avec la Fédération des CLSC, La Presse et la maison de sondage CROP, procédé à une vaste enquête auprès des pères et des membres de leur famille. Cette enquête menée auprès de plus de 1,500 foyers a porté sur la perception des pères face à leur rôle, leur place et leur relation avec les membres de leur famille. Elle a aussi porté sur la perception que les autres membres de la famille ont du père.

L'analyse comparative des résultats a été publiée en avril dans La Presse. Le 30 avril nous avons organisé dans le cadre du Salon de la maternité et de la paternité un panel réunissant des pères provenant de diverses régions du Québec et qui vivaient des situations familiales différentes. Ce panel qui était suivi d'un débat public était animé par monsieur Jean-François Lépine.

Le Bureau a contribué pour 10 000 \$ aux coûts de la recherche qui totalisaient 25 000 \$. La différence a été assumée par CROP et La Presse. Les autres dépenses ont été assumées par le Salon de la maternité et de la paternité.

OBJECTIFS:

- . Vérifier les points de convergence et de divergence dans l'image que le père et les membres de sa famille peuvent se faire de son rôle.
- . Provoquer un débat public sur l'évolution du rôle du père au sein de la famille.
- . Identifier les impacts sur la famille et la société de l'évolution du rôle du père.

RÉSULTATS OBTENUS:

Le sondage a fait la première page de La Presse le samedi 23 avril et de ce fait a connu une large diffusion. Suite à la parution des résultats du sondage, différents quotidiens ont publié des entrevues de spécialistes de la question, tels Guy Corneau, Pierre Gauthier et Fernand Dumont, ce qui a contribué à maintenir le sujet dans l'actualité pendant toute la semaine. Plusieurs organismes ont demandé au Bureau une copie des résultats de la recherche ce qui nous démontre l'intérêt qu'a suscité ce sondage auprès des milieux spécialisés. Nous pouvons donc prétendre à juste titre avoir fait progresser la compréhension que nous avons de l'évolution de la paternité.

Grâce à l'importante couverture médiatique dont il a fait l'objet et dont rend compte le bilan de la direction des Communications, le projet a permis de faire valoir la diversité des situations et d'y sensibiliser le public.

Le Salon de la maternité et de la paternité a alloué à l'Année et au Bureau une

place de choix dans tout son matériel promotionnel de l'année 1994. Ce projet nous a donc servi de levier pour obtenir une visibilité auprès d'un public privilégié, les jeunes ménages.

LES PARTENAIRES:

CROP, La Presse, la Fédération des CLSC, le Salon de la maternité et de la paternité.

7) LES BELLES-LETTRES:

DESCRIPTION DU PROJET:

De tout temps, la complicité naturelle entre les grands-parents et les petits-enfants a existé et a donné lieu à des scènes touchantes dont plusieurs d'entre nous avons pu être témoins.

Cependant, avec les conditions de vie moderne, notamment les grands-parents vivant seuls en appartement, quand ce n'est pas dans un foyer, et les enfants fréquentant les garderies après l'école, les occasions d'échanges se font plus rares.

Pour raviver ces liens, le Bureau, en collaboration avec la FADOQ, l'association "L'Amitié n'a pas d'âge", le périodique L'Essentiel et la société canadienne des Postes a lancé, en mai 1994 un vaste mouvement de correspondance entre les grands-parents et les petits enfants. Dans tout le Québec, grands-parents et petits-enfants, par le biais des médias, des réseaux scolaires et des organisations d'aînés ont été invités à correspondre et à nous expédier copie de leurs échanges épistolaires.

Les participants courraient la chance de gagner divers prix (deux voyages vacances-famille et des dictionnaires) par le biais d'un tirage. Plusieurs ont vu leur lettre publier dans le périodique L'Essentiel et certains ont participé à une émission de Claire Lamarche qui était entièrement consacrée à l'événement.

OBJECTIFS:

- . Raviver les liens entre les grands-parents et les petits-enfants.
- . Sensibiliser la population aux liens privilégiés qui unissent les grands-parents et les petits-enfants.
- . Donner en exemple des cas particulièrement touchants de liens entre grands-parents et petits-enfants.

RÉSULTATS OBTENUS:

- . Ce projet a obtenu un immense succès. Tout d'abord, plus de 6,000 personnes nous ont fait parvenir copie de leur lettre. Sans doute, l'immense battage publicitaire autour du projet en aura incité plusieurs à s'écrire sans qu'ils se donnent la peine, pour autant, de nous faire suivre une copie de leur lettre.

- . Le bilan de la direction des communications rend compte de l'ampleur de la campagne médiatique qui a entouré ce projet. Mentionnons toutefois que plus de 15,000 affiches annonçant le concours ont été distribuées dans les écoles secondaires et primaires de tout le Québec. De même tous les foyers de l'âge d'or ont été rejoints par le biais de la Fédération de l'âge d'or. De plus des affiches ont été exposées dans tous les bureaux de poste grâce à la collaboration de la Société canadienne des postes. Plus de 50,000 feuillets de participation ont été distribués par les mêmes réseaux qui étaient invités à les photocopier pour en multiplier la diffusion.
- . Dans ses parutions de mai et juin le périodique L'Essentiel, qui a un tirage de 100,000 exemplaires, a publié chaque fois deux pages pour publiciser le concours. Au mois d'octobre il a publié un inséré de huit pages consacré aux lettres et aux auteurs qui lui apparaissaient les plus intéressants.
- . Pendant les mois de mai et juin nos présidents d'honneur ont faits plusieurs apparitions dans des émissions d'affaires publiques du genre Sonia Benezra pour publiciser le concours.
- . Les gagnants du tirage ont été dévoilés lors du souper de clôture de la quinzaine de l'intergénération qui réunissait plus de 800 convives à Québec le 2 octobre.
- . Pendant le mois d'octobre nos présidents d'honneur ont fait plusieurs apparitions publiques, notamment à la radio et à la télévision pour parler du concours et lire quelques unes des lettres qui nous ont été expédiées.
- . Aux dires des responsables de l'émission Claire Lamarche, celle qu'ils ont consacrée au projet Les Belles-Lettres, en collaboration avec le Bureau, a été une des plus touchantes qu'ils aient réalisées à ce jour. Compte tenu que l'audience à cette émission a été de 1,093,000 spectateurs, nous sommes assurés d'avoir fait un travail de sensibilisation auprès d'un vaste public.
- . Étant donné le succès remporté par ce projet, il n'est pas impossible que certains de nos partenaires reprennent la formule dans les années futures.

LES PARTENAIRES:

Fédération de l'Âge d'Or du Québec, Association l'Amitié n'a pas d'âge, l'Essentiel, Claire Lamarche, Société canadienne des postes, les commissions scolaires du Québec.

8) **LE CAHIER PÉDAGOGIQUE:**

TITRE DU VOLUME: *Parle-moi de chez toi*

DESCRIPTION DU PROJET:

Sur le modèle de l'opération "Ensemble récupérons notre planète", le Bureau, en collaboration avec la Centrale de l'Enseignement du Québec (CEQ), la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) et l'Association des commissions scolaires protestantes, a produit un cahier pédagogique sur le thème de la famille. Cet instrument a ceci de remarquable qu'il a été conçu de façon à être utilisable tout aussi bien au primaire qu'au secondaire, dans les maternelles et les garderies tout autant qu'avec des groupes d'adultes. Ce cahier qui sera utilisé dans les différents cours pour mobiliser les énergies, notamment pendant la semaine de la famille, prend en considération le caractère multiculturel du Québec.

Ce volume traite de différents thèmes que le Bureau a contribué à mettre de l'avant à l'occasion de l'Année internationale de la famille. Son contenu a été validé par divers organismes familiaux. Le traitement graphique et le style littéraire adopté font de cet ouvrage un volume attrayant non seulement pour les pédagogues mais aussi pour les profanes que les questions familiales ou pédagogiques peuvent intéresser.

Dans chaque chapitre les exercices pédagogiques sont regroupés par catégories d'âges auxquelles ils s'adressent pour que cet instrument soit d'une utilisation facile pour des pédagogues dont les clientèles sont de différents niveaux.

De plus, comme ce volume s'adresse non seulement aux pédagogues mais aussi à ceux qui s'intéressent aux questions familiales, nous avons accordé une large place, dans ses pages, aux données factuelles sur la famille et à la bibliographie.

Le cahier pédagogique a été produit à 25,000 exemplaires. La CEQ en a assuré la distribution auprès de ses membres, selon un ratio d'un exemplaire pour trois professeurs, ainsi que la diffusion auprès des divers organismes et individus intéressés. Le comité canadien de l'Année internationale de la famille a publié et diffusé le document dans les autres provinces après lui avoir apporté les modifications d'usage.

OBJECTIFS:

- . Sensibiliser les milieux de l'enseignement aux questions familiales.
- . Utiliser les milieux de l'enseignement comme levier pour sensibiliser les étudiants et les étudiantes aux questions familiales et à la vision de la famille que véhicule le Bureau.
- . Produire un outil qui pourra être utilisable dans tous les milieux et ce même au-delà de l'Année.

RÉSULTATS OBTENUS:

Tant par sa facture que par son contenu, ce cahier a reçu des éloges de tous

ceux qui en ont pris connaissance. La qualité du document a dépassé les objectifs que nous nous étions initialement fixés. À ce titre, le fait que le Comité canadien le reprenne pour le diffuser dans les autres provinces est un témoignage éloquent.

En travaillant directement à la confection du document nous nous sommes assurés que celui-ci cadrerait parfaitement avec la vision de la famille que nous souhaitions véhiculer.

En nous assurant de la complicité des principaux organismes qui oeuvrent dans le milieu de l'enseignement nous avons obtenu que le document soit utilisé de façon intensive.

LES PARTENAIRES:

La Centrale de l'enseignement du Québec, la Fédération des commissions scolaires du Québec, l'Association des commissions scolaires du Québec, la Fédération des comités de parents.

9) LA CONCILIATION TRAVAIL ET FAMILLE:

DESCRIPTION DU PROJET:

La question de la conciliation du travail et de la famille constituait une des préoccupations majeures du Bureau.

Pour éviter de mettre sur pied un projet ponctuel qui tombe rapidement dans l'oubli, le Bureau a mis sur pied une table patronale-syndicale qui a mené une action continue sur la question de la conciliation travail et famille. Cette table était en fait un comité paritaire formé de cinq associations syndicales et d'autant d'associations patronales, tant du secteur public que du secteur privé.

Ce comité, en plus de favoriser un dialogue et une meilleure compréhension entre les parties syndicales et patronales, a permis la publication d'un guide qui s'intitule "Travail-famille: un tandem de coeur et de raison". Ce volume en plus de présenter plusieurs cas de réussite de conciliation du travail et de la famille, propose une démarche d'analyse et de transformation des milieux de travail pour les rendre plus adaptés aux statuts de père, mère, fils et filles. Il présente différentes formules qui ont faites leur preuve et propose des méthodes d'implantation.

OBJECTIFS:

- . Identifier les expériences qui ont obtenu du succès dans les entreprises.
- . Partager les analyses et les réflexions sur le sujet.
- . Déterminer les mesures à promouvoir auprès des différents intervenants au dossier.
- . Faciliter l'implantation de ces mesures en trouvant le moyen de les propager auprès des milieux concernés.

RÉSULTATS OBTENUS:

- Les nombreuses réunions du comité ont permis aux deux parties de mieux comprendre leurs points de vue respectifs et d'explorer diverses avenues de solution sur le sujet. Nous sommes assurés qu'à l'avenir elles seront plus sensibles aux problèmes de conciliation et qu'elles auront plus de facilité à trouver ensemble des *modus vivendi* qui prendront en considération cette réalité. En ce qui concerne les analyses sur le sujet, le partage des expériences tentées dans les entreprises et l'identification des mesures à promouvoir pour résoudre ce problème, nous pouvons donc conclure: mission accomplie.
- Le guide "Travail-famille: un tandem de coeur et de raison" a été vendu à plus de 3 000 exemplaires. Il s'agit d'une première au Québec; jamais un tel outil n'a été conçu et signé par l'ensemble des acteurs syndicaux et patronaux.
- Compte tenu que le guide est le fruit du travail concerté des instances syndicales et patronales et que plus de 3 000 personnes en ont acheté un exemplaire, nous pouvons conclure que ce guide a suscité un intérêt indéniable dans le milieu et que son utilisation et son impact perdureront au-delà de l'Année internationale de la famille. À ce titre, mentionnons que plusieurs organismes tels la Fédération des CLSC, l'Association de centres jeunesse du Québec et la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec ont manifesté leur appui à ce guide.

LES PARTENAIRES:

La composition du comité était la suivante.

Kenneth George	Président du Comité Directeur général Bureau québécois de l'Année internationale de la famille
Léandre Nadeau	Secrétaire du Comité Directeur du Développement Secrétariat à la famille
Danielle Stanton	Rédactrice du document
Odile Légaré	Rechercheur Secrétariat à la famille
Pierre Joron	Association des hôpitaux du Québec
Gaston Charland	Association des manufacturiers du Québec
Ginette Bouchard	Chambre de Commerce du Québec
Gail Grant	Conseil du Patronat du Québec
Lynne Lapointe	Fédération des commissions scolaires du Québec
Ghyslaine Fleury	Centrale de l'enseignement du Québec
Catherine Escojido	Centrale des syndicats démocratiques
Louise Boivin	Confédération des syndicats nationaux
Danielle Hébert	Confédération des syndicats nationaux
Sylvie Bissonnette	Fédération des infirmières et infirmiers du Québec
Carole Gingras	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec.

10) LES JEUX INTERGÉNÉRATIONNELS:

DESCRIPTION DU PROJET:

Au-delà des traditionnelles réunions des fêtes, les occasions de se retrouver entre membres d'une même famille mais de générations différentes sont rares. Pour favoriser ce genre de retrouvailles, le Bureau s'est associé à la Fédération de l'Âge d'Or du Québec qui à chaque année organise des jeux régionaux et provinciaux pour ses membres. À l'occasion de l'Année internationale de la famille un volet a été ajouté à ces jeux prévoyant la participation de toutes les générations. Des équipes composées de grands-parents, de parents et de petits-enfants se sont donc formées dans les différentes régions du Québec. Le choix des disciplines inscrites au programme avait été fait de façon à ce que tous puissent, quel que soit leur âge, participer ensemble aux mêmes compétitions; golf, quilles, baseball-poche, pétanque, shuffle-board, etc.

La finale provinciale de ces jeux a eu lieu à Québec dans le cadre de la Quinzaine de l'intergénération qui s'est déroulée du 18 septembre au 2 octobre.

OBJECTIFS:

. Inciter les membres d'une même famille mais de générations différentes à pratiquer des activités ensemble.

RÉSULTATS OBTENUS:

Dans plusieurs régions du Québec des équipes intergénérationnelles ont été mises sur pied pour participer aux compétitions. Sans doute que plusieurs familles ont été incitées à faire de même à l'extérieur des jeux mais il nous est évidemment impossible d'en évaluer le nombre.

La finale provinciale des jeux, les premier et deux octobre a réuni à Québec plus de 800 participants.

Nous avons ainsi fait la démonstration qu'il était possible, même pour les membres de générations différentes d'une famille, de trouver des activités qu'ils puissent pratiquer ensemble. Nous espérons qu'au-delà des jeux plusieurs familles sauront en tirer profit.

11) LA VIE FORMAT FAMILIAL:

DESCRIPTION DU PROJET:

À l'occasion de l'Année internationale de la famille, le Bureau voulait publier un ouvrage qui rendrait compte de la situation des familles québécoises, de leurs besoins et des stratégies qu'elles doivent adopter pour s'adapter aux réalités actuelles. Nous voulions publier un document de vulgarisation, accessible à un grand public. Nous avons donc produit un ouvrage étoffé d'expériences vécues et illustré de photos pour le rendre attrayant. Voilà comment est né "La vie format familial".

Ce volume est le fruit d'une consultation sans précédent entreprise auprès des familles québécoises. Plus de 600 activités de réflexion, disséminées dans tout le Québec, ont permis à des dizaines milliers de familles de s'exprimer. Forum, sondage, assemblées de quartier, groupes d'étude, colloques régionaux, sondages: chaque région a choisi selon ses besoins les formes de réflexion qu'elle privilégiait, ce qui explique la grande diversité des activités.

Pour amorcer la discussion, le Bureau avait produit les Cahiers thématiques. Chacune des régions pouvait cependant ajouter, au besoin, d'autres sujets de préoccupation: les relations hommes-femmes, les liens entre les générations, les médias et la vie familiale...

Les rapports de ces activités de réflexion produits par les seize Tables multisectorielles régionales forment la toile de fond du volume. Cependant la trame emprunte également aux conférences prononcées lors des nombreux événements nationaux organisés par le Bureau, en particulier les Grandes Conférences sur la famille.

Cet ouvrage constitue donc une synthèse des réflexions des spécialistes sur la situation des familles québécoises mais surtout l'expression des familles québécoises elle-mêmes.

OBJECTIFS:

- . Produire un portrait de la situation des familles québécoises dans les diverses régions du Québec.
- . Diffuser un instrument de réflexion global dans lequel toutes les familles d'aujourd'hui se reconnaîtront.
- . Doter les familles d'un instrument de promotion.

RÉSULTATS OBTENUS:

"La vie format familial" est un ouvrage dont la qualité nous a valu de nombreux éloges. Compte tenu de l'ampleur et de la rigueur des consultations le contenu est éminemment crédible.

Comme nous le souhaitions le volume est assez attrayant pour intéresser même les profanes des questions familiales. Il pourra donc servir à faire la promotion de la cause des familles auprès d'un grand public.

Pour toute personne qui s'intéresse à la situation des familles québécoises, il s'avérera un ouvrage de référence efficace, bien au-delà de l'Année internationale de la famille.

LES PARTENAIRES:

Les seize Tables multisectorielles régionales

Le Conseil de la santé et du bien-être

Hervé Anctil, rédacteur du volume

12) ENQUÊTE "ADOS, FAMILLES ET MILIEU DE VIE":

DESCRIPTION DU PROJET:

Les adolescents ont fait l'objet de diverses études et suscité de nombreux débats. Invariablement, ces événements portaient sur une dimension particulière ou un problème spécifique. Il n'y avait pas d'études qui abordaient le phénomène de l'adolescence dans sa globalité. Quelle était la situation réelle des adolescents au Québec? Comment se vivaient les relations entre les adolescents et leur famille? Au-delà des préjugés et des lieux communs personne n'en savait trop rien.

Pourtant les liens et les rôles qui se développent dans la famille conditionnent la qualité du processus de socialisation. La plupart des jeunes qui vivent des difficultés d'adaptation affichent des carences relationnelles au sein de leur famille. La qualité des liens qui prévalent dans la famille influence aussi le type d'affiliation que le jeune vivra avec ses pairs et les autres agents de socialisation oeuvrant dans les milieux scolaires et communautaires. La compréhension des relations entre les ados et leur famille constitue un élément crucial dans l'identification des stratégies d'intervention.

Pour connaître la situation des jeunes, le Bureau, en collaboration avec l'Association des centres jeunesse du Québec, le Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval, le Ministère de santé et des services sociaux et le quotidien La Presse, a procédé à une enquête sans précédent auprès de 8,000 jeunes âgés de 12 à 18 ans. Cette étude, menée par Richard Cloutier qui est une autorité en la matière, analysait en profondeur les relations entre les ados et les différents membres de leur famille ainsi que leurs milieux de vie (amis, amours, école, etc.).

OBJECTIFS:

- . Tracer le portrait global des ados québécois et des liens qu'ils entretiennent avec les membres de leur famille.
- . Vérifier le bien fondé, ou non, de certains préjugés que plusieurs adultes entretiennent souvent à l'égard des ados.
- . Fournir à tout ceux que les questions ados intéressent ainsi qu'à ces derniers un instrument de travail scientifique.

RÉSULTATS OBTENUS:

- . Plus de 3,700 jeunes ont complété le questionnaire. Un pareil taux de réponse est tout à fait exceptionnel pour ce type d'enquête et démontre bien l'intérêt

que le sujet a suscité auprès des ados.

- . L'envergure de l'échantillon ainsi que la rigueur de la méthodologie que nous avons utilisée nous assurent du caractère scientifique des résultats que nous avons obtenus. Le volumineux questionnaire nous a donné un portrait fort détaillé et plein de nuances de la jeunesse québécoise, qui sonne le glas de divers préjugés trop souvent entretenus envers eux. Pour ceux que la chose intéresse nous vous invitons à lire le rapport de l'enquête qui s'intitule "Ados, familles et milieu de vie".
- . Le bilan de la direction des communications rend compte de l'impact considérable que l'enquête a eu dans les médias. Mentionnons simplement que la publication des résultats, à elle seule, a fait les manchettes de La Presse pendant quatre jours de suite dont les trois premiers en première page.
- . Cette enquête s'inscrivait dans un processus plus global qui consistait à mettre à l'avant-scène les relations entre les ados et leur famille pendant un laps de temps suffisamment long pour obtenir un impact dans le public. La publication des résultats s'est donc faite quelques semaines à peine avant la réalisation du forum "Ados...pis après!" qui constituait la deuxième phase de "l'opération ados".
- . Selon les spécialistes, cette recherche sera un précieux outil de référence. Et l'Université Laval s'est engagée à la remettre à jour périodiquement. Nous disposerons donc à l'avenir d'un instrument d'analyse comparative entre les générations d'ados qui se succéderont.

LES PARTENAIRES:

Association des centres jeunesse du Québec. Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval, La Presse, Ministère de la Santé et des Services Sociaux.

13) FORUM "ADOS...PIS APRÈS!":

DESCRIPTION DU PROJET:

Le Bureau voulait permettre aux ados de faire le point entre eux sur les résultats de la recherche "Ados, familles et milieu de vie" et leur donner une tribune pour s'exprimer sur ce qu'ils vivent.

Le forum a eu lieu les 25, 26 et 27 novembre à l'école Marguerite - de - Lajemmerais à Montréal. Au total, 170 jeunes âgés de 14 à 17 ans provenant de tous les coins du Québec y ont participé. Afin de s'assurer que ces jeunes soient le reflet de la jeunesse québécoise actuelle, la sélection des participants s'est faite par le biais d'un tirage qui avait pour paramètres une répartition égale entre les garçons et les filles ainsi qu'une répartition au prorata des populations régionales.

Le vendredi, en plénière, les ados ont identifié les dix principaux mythes que les adultes entretiennent à leur égard. Le samedi, en ateliers, les jeunes ont débattu sur les sept thèmes suivants :

- 1- Le pouvoir à l'école
- 2- Le climat familial
- 3- Les relations avec les pères et les mères
- 4- Les relations avec les frères et les soeurs
- 5- Relation amoureuse et sexualité
- 6- Projet de vie
- 7- Accidents de parcours

Pour que les ados soient à l'aise pour discuter, aucun observateur n'a été admis dans les ateliers qui étaient animés par de jeunes étudiants du module Animation et recherche culturelle de l'UQAM. Grégory Charles, qui jouit d'une grande crédibilité auprès des jeunes, assumait pour sa part l'animation des plénières d'ouverture et de clôture.

Le dimanche matin, en plénière ouverte au public, les jeunes ont présenté les résultats de leur travail en atelier, en plus d'exprimer leur espoirs face à la société.

OBJECTIFS

- Provoquer une réflexion chez les ados sur les résultats de l'enquête.
- Permettre aux ados de s'exprimer sur les résultats de l'enquête et d'explorer des avenues d'actions à mener.
- Maximiser la diffusion des résultats de l'enquête dans les médias écrits et électroniques.
- Donner une tribune médiatique aux ados.
- Favoriser une sensibilisation de la population et un débat dans le public sur les résultats de l'enquête.
- Identifier des pistes pour assurer un suivi au-delà de l'Année sur les points saillants qui se dégagent de l'enquête et des débats.

RÉSULTATS OBTENUS:

- . Les jeunes ont travaillé avec une intensité et une rigueur remarquable. Le compte rendu du forum qui s'intitule "Après le forum ados" témoigne de la richesse de leurs réflexions. Ils se sont avérés extrêmement cohérents dans leurs propos et nous ont tracé un portrait de leur situation qui est très clair et congruent avec les résultats de l'enquête "Ados, famille et milieux de vie".
- . Le bilan de la direction des communications rend compte de la couverture médiatique tout à fait remarquable dont a pu bénéficier le projet et qui démontre la pertinence de notre choix. Mentionnons simplement, à ce titre, que la publication des résultats de l'enquête a fait les manchettes de La Presse quatre jours de suite dont trois jours en première page. Nous pouvons donc prétendre avoir réussi un travail énorme de sensibilisation auprès du grand public.

- . Le nombre remarquable d'organismes concernés par les questions jeunesse qui se sont impliqués dans l'organisation de l'événement et qui ont participé à la plénière de clôture qui était ouverte au public, nous amène à conclure que nous avons identifié une cible majeure en nous attaquant à ce thème.
- . Nous voulions donner aux jeunes les moyens de se concerter et de s'exprimer comme groupe. À ce titre, ce projet a été un très grand succès. Mais nous souhaitons aussi qu'il y ait des suites à l'enquête et au forum. Ces suites, finalement, s'avèrent multiples et nous sommes maintenant assurés que le processus que nous avons amorcé pour donner aux jeunes les moyens de se concerter et de s'exprimer, comme groupe, sur leurs relations avec les membres de leur famille et leurs différents milieux de vie, se poursuivra au-delà de l'Année.
- . Les organismes qui oeuvrent auprès des jeunes ont reconnu l'intérêt de la formule. L'Association des centres jeunesse du Québec et le Conseil permanent de la jeunesse, qui ont collaboré à la réalisation de l'événement, sont convenus d'unir leurs efforts pour assurer aux jeunes dans l'avenir des moyens de se concerter.
- . Le Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval, qui était responsable de la réalisation de la recherche, effectuera à intervalle régulier une mise à jour de celle-ci. L'ouvrage sera donc un document permanent de référence pour tout ceux que les questions ados intéressent et, avec le temps, il deviendra un instrument d'analyse comparative entre les générations d'ados qui se succéderont.
- . La Centrale de l'Enseignement du Québec a réalisé un vidéo, à l'occasion du forum, qui sera utilisé comme instrument pédagogique dans les écoles du Québec en 1995.
- . Le Magazine-Jeunesse, qui est distribué dans les écoles secondaires du Québec et qui traite de sujets intéressant les jeunes et le corps enseignant, a diffusé dans son numéro de février six pages traitant des résultats du forum.
- . Plusieurs jeunes qui ont participé au forum ainsi que les responsables de divers organismes oeuvrant auprès des ados utiliseront en 1995 le cahier du participant qui a été confectionné à l'occasion du forum pour encadrer les débats de groupes qu'ils mettront sur pied dans leur milieu.

LES PARTENAIRES:

Le forum est sans contredit l'événement qui a mobilisé le plus grand nombre de partenaires et de commanditaires. Voici les noms de ceux qui ont pris une part active et particulièrement déterminante dans l'organisation de l'événement. Pour prendre connaissance de la liste complète nous vous invitons à consulter le rapport du forum ados qui s'intitule "Après le forum ados" et qui est disponible à l'ACJQ.

Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval
Ministère de la Santé et des Services Sociaux
Banque Nationale
Ministère de l'Éducation
Conseil permanent de la Jeunesse
Centrale de l'Enseignement du Québec
Les Fondations Mont Saint-Antoine, Villa Notre-Dame-de-Grâce et Rose-Virginie Pelletier
Secrétariat à la Jeunesse
La Fédération des producteurs de lait du Québec
Direction de l'école Marguerite-de-Lajemmerais

14) LES BERCEUSES DU MONDE:

DESCRIPTION DU PROJET:

L'orchestre de Chambre I Musici, mondialement connu, souhaitait s'associer au Bureau pour produire un disque sur les berceuses du monde dans le cadre de l'Année internationale de la famille. Le thème des berceuses cadrerait parfaitement avec celui que le Bureau véhiculait par sa présidente d'honneur, madame Jeannine Sutto: "La famille elle dure quand elle est tendre". De plus, le Bureau recherchait un événement spectaculaire pour mettre le focus sur les enfants et terminer l'Année en rappelant aux parents que ce sont les gestes de tendresse qui facilitent l'épanouissement des enfants et qui nous font, une fois adultes, les plus beaux souvenirs. Pour éviter que le lancement du disque ne soit qu'un fugace baroud d'honneur, le Bureau a proposé à I Musici une opération en trois temps qui avait l'avantage de maintenir le projet à l'avant-scène pendant près de deux mois et d'obtenir ainsi un effet plus durable. I Musici a accepté le concept avec enthousiasme.

Le 20 septembre I Musici, en collaboration avec le Bureau, a lancé le disque Les Berceuses du Monde. Au cours des mois de novembre et décembre I Musici s'est produit dans 9 villes du Québec. Suite aux négociations du Bureau, ces concerts pouvaient prendre la forme, pour les tables multisectorielles régionales qui le désiraient, d'un concert bénéfice au profit de leurs propres activités régionales.

Pour clôturer l'ensemble de l'opération, le Bureau a produit avec Télémission information inc., la maison de production de Robert-Guy Scully, une émission d'une demi-heure qui a été diffusée, notamment le 23 décembre 1994 à 21h.30 à la télévision de Radio-Canada. Les présidents d'honneur du Bureau étaient interviewés par Robert-Guy Scully dans le cadre de cette émission.

Le Bureau a contribué pour une somme de 20 000 \$ à la production de l'émission de télévision qui a coûté plus de 60 000 \$ sans compter les frais de diffusion.

Les frais de production du disque et de la tournée ont été assumés par I Musici et ses commanditaires, notamment Téléglobe-Canada.

OBJECTIFS:

- . Clôturer l'Année sur une note positive et en consolidant le message que la tendresse est primordiale dans la vie des familles.
- . Laisser, au-delà de l'Année, une oeuvre d'art qui transcende le temps et qui témoigne de l'esprit que nous avons tenté de véhiculer tout au cours de l'événement.

RÉSULTATS OBTENUS:

- . L'émission de T.V. a été diffusée en "prime time" le vendredi 23 décembre à 21h.30 à Radio-Canada.
- . L'émission a aussi été diffusée à TV5 selon la grille horaire suivante.
 - Le dimanche 25 décembre à 18h.00 (Québec, Canada et Amérique latine)
 - Le dimanche 25 décembre 10h.30 (Europe)
 - Le lundi 26 décembre (États-Unis).
- . La SRC a produit un message promotionnel de trente secondes diffusé dans la semaine du 19 au 23 décembre. Ce message incluait un extrait des messages livrés dans le cadre de l'émission par madame Sutto et monsieur L'Heureux.
- . Le disque est vendu dans 34 pays à travers le monde. Nous ne disposons pas actuellement de relevé des chiffres de vente mais il est déjà acquis que celui-ci battra les records de vente des précédents disques d'I Musici.
- . Le logo du BQAIF apparaît au verso du boîtier du disque et à l'intérieur du livret. L'on retrouve le texte de notre présidente, Madame Jaunie Sutto en français, en anglais et en allemand aux pages 45 et 46 du livret.
- . Pour le concert à la Place-des-Arts, 1,087 billets ont été vendus.
- . La tournée de 9 concerts régionaux a attiré en moyenne plus de 420 spectateurs ce qui est exceptionnel pour un orchestre de Chambre.
- . I Musici, dans tous ses instruments promotionnels a véhiculé le logo du Bureau. Mentionnons entre autres la diffusion de plus de 6,000 programmes et plus de 600 affiches qui rappelaient que nous vivions l'Année internationale de la famille.

LES PARTENAIRES:

I Musici, Téléglobe-Canada, Radio-Canada, les Tables multisectorielles régionales

B- CALENDRIER DES ACTIVITÉS NATIONALES:

- 01/09/93** Publication des cahiers thématiques "Famille au coeur...".
Les huit cahiers thématiques réalisés par une équipe de spécialistes mise sur pied par le Bureau ont servi de document de référence aux organisateurs et aux participants à la plus large consultation jamais entreprise auprès des familles. Plus de 600 activités de réflexion ont permis à des dizaines de milliers de familles de s'exprimer.
- 26/12/1993** Émission d'ouverture à télévision de Radio-Canada:
"Ensemble: célébrons la famille".
Une émission d'une heure conçue par le Bureau et réalisée par Radio-Canada. Elle fut présentée dans le cadre des Beaux-Dimanches. On y entremêlait les numéros de variétés et les témoignages sur leur vie familiale d'artistes connus. Les présidents d'honneur du Bureau participaient à l'émission.
- 14/01/1994** Lancement à Montréal d'un film de l'ONF intitulé "Doublures". Ce film s'inscrivait dans le projet Familiarité qui consistait à lancer une série de long-métrages de fiction qui prenaient pour thème la famille. Ces films étaient offerts gratuitement aux Tables multisectorielles régionales pour diffusion.
"Doublures" c'est une allégorie sur l'homme caméléon qui a de la difficulté à assumer ses sentiments et ses responsabilités. Quand sa conjointe annonce à Richard qu'elle veut un enfant celui-ci traverse une période de remise en question de ses relations avec les autres.
- 24/01/1994** Les Grandes Conférences:
"Grands-parents: plus qu'une mémoire?".
La série Les Grandes Conférences, organisée par le Bureau en collaboration avec l'UQAM, Le Devoir et Northern Telecom, prenait successivement pour thèmes les éléments-clés de la famille: les grands-parents, les parents, les adolescents et les enfants.
- 09/02/1994** Forum sur la fiscalité des familles:
Ce forum de trois jours organisé par le Bureau avec la collaboration du Mouvement Desjardins a réuni 300 participants d'horizons forts variés. Il mettait l'accent sur les enjeux en matière de fiscalité familiale plutôt que sur les techniques. Des animateurs et des spécialistes de grande renommée ont participé à l'événement: Anne-Marie Dussault, Marc Laurendeau, Laurent Laplante, Yves Séguin, André Lareau, Ruth Rose, Linda McQuaig et Monique Simard.

- 20/02/1994 Ouverture de l'exposition : "Trois pays dans une valise" au Musée de la Civilisation":
Cette exposition présentait le milieu de vie familial de trois enfants de pays différents.
- 10/03/1994 Colloque: "Les réalités sociales des familles des communautés ethno-culturelles: vers une pratique sociale mieux adaptée".
- 18/03/1994 Dans le cadre du projet Familiarité de l'ONF:
Lancement du film "La fête des Rois".
Benjamin, fils unique de neuf ans, atterrit chez sa grand-mère, à la veille d'une fête familiale. Il croyait tout savoir sur cette famille mais rien ne se passe comme prévu. Au contact de la parenté, il découvrira que les familles peuvent prendre diverses formes.
- 25/03/1994 Grandes-Conférences:
"Parents: jongleurs?"
- 05/04/1994 Les Échanges du mardi au Musée de la Civilisation
"Famille et travail".
- 08/04/1994 Encan vacances pour tous au Salon vacances loisirs d'été de Montréal: mise à l'encan de forfaits familiaux particulièrement avantageux.
- 17/04/1994 Journée thématique sur la famille au Salon Pepsi-Jeunesse.
- 23/04/1994 Publication de l'enquête sur la paternité.
Comment les pères se perçoivent-ils dans la famille et comment les membres de la famille les perçoivent-ils. Les résultats de cette enquête ont été publiés dans La Presse et ont servi de référence lors du débat sur la paternité qui a eu lieu au Salon de la maternité et de la paternité. Ce projet a été réalisé par le Bureau en collaboration avec CROP, La Presse et la Fédération des CLSC.
- 25/04/1994 Concours "La famille au coeur de mes rêves" du Festival mondial de la marionnette.
Québécois et québécoises étaient invités à formuler en quelques mots le rêve de leur famille. En ces temps de morosité, l'objectif était de réunir les membres des familles autour de ce qui peut représenter une aspiration commune et un espoir pour l'avenir.
- 28/04/1994 Table ronde sur le thème: "Féminisme et famille: où en sommes-nous?" au Salon du Livre de Québec.
- 29/04/1994 Commentaires de spécialistes dans La Presse sur les résultats de l'enquête sur la paternité.

- 30/04/1994 Débat sur la paternité au Salon de la maternité et de la paternité. Des pères qui vivent des situations familiales différentes ont débattu du rôle du père dans la famille. L'animateur des débats était Jean-François Lépine. Il s'appuyait sur son expérience personnelle de père ainsi que sur les résultats de l'enquête sur la paternité. Le Bureau a réalisé ce projet avec la collaboration du Salon et de la Fédération des CLSC.
- 01/05/1994 Sortie des oriflammes sur la famille dans différentes villes du Québec.
- 02/05/1994 Encan vacances pour tous au Complexe Desjardins.
- 03/05/1994 Interviews de pères dans La Presse sur les résultats de l'enquête sur la paternité.
- 04/05/1994 Lancement du Concours Les Belles-Lettres.
Grands-parents et petits-enfants étaient invités à s'écrire des mots doux et à expédier copie de leur échange épistolaire au Bureau. Plusieurs de ces lettres ont été publiées dans un inséré de 6 pages dans le magazine L'Essentiel. Certaines ont été largement diffusées dans divers médias. Claire Lamarche a consacré une émission complète à certains auteurs de ces lettres et à leurs correspondants. Le Bureau a réalisé ce projet avec la collaboration de la Fédération de l'Âge d'Or du Québec, l'Association l'Amitié n'a pas d'âge, le magazine L'Essentiel et Claire Lamarche.
- 06/05/1994 Tirage du concours "La famille au coeur de mes rêves".
- 13/05/1994 Encan vacances pour tous au Salon vacances loisirs d'été de Québec.
- 13/05/1994 Colloque: "Familles: nouveaux enjeux, nouvelles pratiques?"
- 15/05/1994 Journée internationale de la famille: Lancement de la campagne officielle d'adhésion à la Déclaration du Bureau sur la famille. 6,000 ballons transportant une copie de la Déclaration sur la famille ont été libérés dans le ciel de Montréal. Des milliers d'organismes, d'institutions et d'entreprises ont été personnellement invités à signer la Déclaration par laquelle ils s'engageaient à poser des gestes pour soutenir les familles sur la voie d'une plus grande reconnaissance de leur caractère primordial.
- 15/05/1994 Diffusion de la carte-jeu: "Mon arbre généalogique":
Le Secrétariat à la famille a conçu et diffusé, auprès des enfants du primaire, 500,000 exemplaires de cette carte-jeu. Les jeunes,

en classe, tentaient de remplir les cases de l'arbre généalogique apparaissant sur leur carte. Ils étaient ensuite invités à consulter leurs grands-parents et les membres de leur famille pour la compléter.

- 20/05/1994 "Aventures et fortunes: La saga de la famille Charles Le Moyne" Exposition au Musée Stewart retraçant l'histoire de l'illustre famille qui marqua le développement de la Nouvelle-France et de l'Amérique du Nord aux 17^e au 18^e siècles.
- 22/05/1994 "Portrait de famille" au Musée de la Pointe-à-Callière. Les membres d'une même famille mais de différentes générations étaient invités à faire prendre leur portrait gratuitement par des professionnels avec des appareils d'époque.
- 24/05/1994 Exposition au Complexe Desjardins: "La famille au coeur de l'imaginaire".
- 29/05/1994 "Le rendez-vous familial": des activités familiales de loisir ont été organisées simultanément sur plus de 124 sites différents dans les seize régions administratives du Québec.
- 30/05/1994 Les Grandes Conférences:
"Adolescents: lucides?"
- 10/06/1994 Colloque international sur "L'action municipale et les familles"
- 10/06/1994 13^e Remise annuelle des Prix de la famille:
Chaque année la Fédération des Unions de famille décerne des prix à des personnes, des organismes, des institutions ou des entreprises pour leur contribution à la cause des familles québécoises.
- 20/06/1994 Publication des actes du forum "Fiscalité et familles"
- 24/06/1994 Participation au défilé de la fête nationale:
Des affiches de l'Année ouvraient le défilé et les présidents d'honneur du Bureau étaient au nombre des dignitaires participant à l'événement.
- 25/06/1994 Fête foraine à la Place Royale par le Musée de la Pointe-à-Callière:
Dans la tradition des fêtes qui au début de la colonie réunissaient les familles sur la place publique.
- 02/07/1994 Festival mondial de la marionnette de Jonquières:
La pièce thème du festival cette année ("Le procès du voleur de rêve") portait sur la famille et ses aspirations.

- 06/08/1994 Week-end familial au Musée Stewart:**
Les familles étaient conviées à visiter l'exposition sur la famille Charles Le Moyne. Plusieurs activités spéciales étaient prévues pour ce week-end, notamment un concours de costumes d'époque et une navette entre le Musée et le Vieux-Port pour visiter Le Pélican, réplique du célèbre vaisseau de Pierre Le Moyne D'Iberville
- 21/08/1994 Reconstitution d'un marché public à la Place Royale par le Musée de la Pointe-à-Callière.**
Le 4 mars 1995, cette activité a remporté le prix de la meilleure attraction touristique lors du Congrès des fêtes et festivals.
- 24/08/1994 Lancement de l'agenda de la famille de l'École des parents**
- 29/08/1994 Internationaux junior de tennis à Repentigny:**
On y a mis en évidence le type d'hébergement pratiqué dans cette ville et qui est unique dans le circuit international de tennis. À Repentigny les jeunes participants sont hébergés par des familles-hôtes.
- 29/08/1994 Agenda scolaire familial 1994-1995**
L'agenda a été conçu par des éducateurs et met l'accent sur le rôle prépondérant des parents dans l'éducation des enfants. Plus de 140,000 exemplaires ont été vendus.
- 08/09/1994 Remise de la Médaille du Barreau de Montréal à l'honorable Claire L'Heureux-Dubé pour sa contribution à l'avancement du Droit familial.**
- 13/09/1994 Les Échanges du Mardi au Musée de la Civilisation:**
"La fiscalité des familles: soutien ou fardeau?"
- 15/09/1994 Les Grandes Conférences:**
"Enfants: la vie en confettis"
- 18/09/1994 Journée de l'enfant adopté:**
Grande fête pour les familles adoptives du Québec organisée par le Secrétariat à l'adoption internationale.
- 20/09/1994 Lancement du disque "Les Berceuses du Monde".**
Le feuillet qui accompagne le disque contient un message de notre présidente d'honneur. Le disque est diffusé dans toutes les boutiques de l'UNICEF à travers le monde. Il est aussi disponible chez tous les disquaires. Le Bureau a réalisé ce projet avec la collaboration de l'Musici et Téléglobe.

- 30/09/1994 Les jeux intergénérationnels:**
Finale nationale de compétitions sportives régionales où les membres d'une même famille mais de générations différentes étaient appelés à faire équipe. Ces jeux étaient organisés par la Fédération de l'Âge d'Or du Québec en collaboration avec le Bureau.
- 01/10/1994 Tirage dans le cadre du Concours Les Belles-Lettres**
- 01/10/1994 Les Échanges du Mardi par le Musée de la Civilisation:**
"Les ados et leurs milieux de vie"
- 02/10/1994 Téléglobe réunit la famille.**
Par le biais d'un tirage, Téléglobe a permis à 200 familles d'effectuer un appel interurbain gratuit à un membre de leur famille habitant outre-mer. De plus, les familles gagnantes pouvaient utiliser gratuitement la patinoire intérieure du 1 000 de la Gauchetière.
- 03/10/1994 Semaine de la famille: "Créer des liens"**
Des activités de tous genres étaient organisées dans les régions du Québec.
- 04/10/1994 Allo! Allo! Familles!**
La population était invitée à profiter de services de consultation téléphoniques gratuits et confidentiels dans le cadre de la Semaine nationale de la famille. Une soixante de professionnels spécialisés sur les questions conjugales et familiales assuraient le service.
- 06/10/1994 Émission de Claire Lamarche consacrée au projet Les Belles-Lettres:**
L'émission mettait en vedette des participants au concours Les Belles-Lettres ainsi que leurs correspondants. Madame Jaunie Sutto, notre présidente d'honneur participait à l'émission.
- 06/10/1994 Parution dans le périodique L'Essentiel de huit pages consacrées au projet Les Belles-Lettres**
- 07/10/1994 Début de la tournée nationale de la pièce "Une histoire de famille"**
produite par le Théâtre Parminou (7 représentations).
- 12/10/1994 Conférence internationale: "La famille: un pont vers l'avenir"**
Cette conférence a été l'occasion de débattre des politiques et des programmes qui concernent les familles et qui sont mis de l'avant dans divers pays.

- 15/10/1994** Publication des résultats de l'enquête "Ados, famille et milieu de vie":
Une enquête scientifique sans précédent sur la situation des adolescents au Québec, en particulier leur relation avec leur famille.
Les résultats ont été publiés dans La Presse (en quatre journées consécutives) en plus de faire l'objet d'une publication. Cette étude qui sera remise à jour périodiquement sera un document de référence fondamental pour les années futures. Le Bureau a réalisé ce projet avec la collaboration de l'Association des centres jeunesse du Québec, le Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval, La Presse et le Ministère de la Santé et des Services sociaux.
- 16/10/1994** Semaine québécoise de l'alphabétisation.
La Fondation québécoise de l'alphabétisation a souligné les actions qui pouvaient être menées par les membres de la famille pour inciter les enfants à lire.
- 17/10/1994** Début de la tournée nationale de la pièce "La Grande Ourse" présentée par le Théâtre du Sang Neuf (24 représentations). Cette pièce mettait en lumière les difficultés de communication que vivent souvent les parents et les ados.
- 20/10/1994** 8e congrès annuel de médiation familiale: "La médiation: un atout pour la famille".
Ce congrès organisé par l'Association de Médiation familiale a porté sur l'amélioration des techniques d'intervention et sur le développement des stratégies pour surmonter les impasses dans la résolution des conflits familiaux. On y a aussi traité des applications pratiques du processus de médiation dans les entreprises familiales et dans les situations de violence conjugale
- 24/10/1994** Colloque: "Père à part entière":
Ce colloque traitait de l'implication des pères auprès des enfants et des conditions qui en assurent le succès.
- 25/10/1994** Lancement à Québec de différentes publications du Bureau:
"Travail-famille: un tandem de coeur...et de raison";
"La vie format familial";
"Actes du forum sur la fiscalité des familles".
- 27/10/1994** Lancement du cahier pédagogique: "Parle-moi de chez toi":
Ce cahier qui prend pour thème la famille a été produit à 25,000 exemplaires. Il a été conçu de façon à être utilisable dans les maternelles et les garderies, au primaire et au secondaire, de même qu'avec des groupes d'adultes. Le comité canadien de

l'Année internationale de la famille a publié et diffusé le document dans les autres provinces après lui avoir apporté les modifications d'usage.

En plus de contenir une quantité impressionnante d'information sur la famille, le cahier offre des exercices adaptés pour les différents groupes d'âge. Ce cahier est une production du Bureau et de la Centrale de l'enseignement du Québec.

- 01/11/1994 Les échanges du mardi au Musée de la Civilisation
""Les adolescents et leurs milieux de vie"**
- 04/11/1994 Dans le cadre du projet Familiarité de l'ONF:
Lancement à Montréal du film de fiction: "Rêve aveugle".
Ce film traite de l'impact du phénomène de l'adoption sur les enfants adoptés et les parents adoptifs.**
- 10/11/1994 Colloque sur l'adoption:
Ce colloque se voulait une occasion de rencontre entre les parents adoptifs et les personnes susceptibles de les aider à comprendre et à gérer les difficultés qui surviennent, notamment lors de l'intégration des enfants dans la famille et la société.**
- 11/11/1994 Panel sur le féminisme et la famille au Salon du Livre de Montréal.**
- 13/11/1994 Campagne sur les toxicomanies.**
- ../11/1994 Publication d'une série d'articles dans le journal Le Devoir sur la conciliation du travail et de la famille.**
- 16/11/1994 Biennale sur la famille:
Le Secrétariat à la famille a convoqué les grands intervenants sociaux et économiques à la biennale qui a pour objectif d'identifier les balises d'intervention dans le domaine familial pour les années futures.**
- 25/11/1994 Forum "Ados...pis après!":
Dans la foulée de l'enquête "Ados, famille et milieu de vie", le forum a réuni plus de 350 jeunes provenant de toutes les régions du Québec. Ces ados ont pu réagir aux résultats de l'enquête, identifier certains préjugés dont leur génération est trop souvent victime, en plus d'exprimer leurs espoirs pour l'avenir. Ce forum a été réalisé par le Bureau en collaboration avec l'Association des centres jeunesse du Québec.**
- 01/12/1994 Début de la tournée nationale "Les berceuses du Monde" avec l'Orchestre symphonique de Montréal (9 concerts).**

- 06/12/1994 Les Échanges du Mardi au Musée de la Civilisation:
"Grands-parents: la génération complice".
- 13/12/1994 Conférence du Conseil du Patronat du Québec: "Conciliation
travail-famille".
- 23/12/1994 Diffusion de l'émission "Les Berceuses du Monde" à Radio-
Canada:
Cette émission d'une demi-heure mettait en vedette 1 Musici et
nos présidents d'honneur.
- 01/12/1994 Collecte de Noël: "On vous arrête pour une bonne cause":
Cette collecte dans les rues avait pour objectif de ramasser des
fonds et des vivres pour les familles défavorisées de Montréal.
L'opération a connu un bon succès médiatique et les dons en
argent ont atteint 187 000 \$.
- 25/12/1994 Diffusion de l'émission "Les Berceuses du Monde" à TV5
- 26/12/1994 Diffusion de l'émission "Les Berceuses du Monde" à TV5

CONCLUSION

Seul l'avenir pourra nous dire jusqu'à quel point les activités de l'Année internationale de la famille auront eu un impact à long terme. Cependant, le bilan qui précède nous démontre que nous sommes déjà assurés d'avoir obtenu un impact majeur à plusieurs égards: fiscalité, conciliation travail-famille, ados, etc.

Au total nous pouvons affirmer avoir atteint tous nos objectifs et, dans plusieurs cas, les avoir même largement dépassé. Nous pouvons aussi prétendre nous être acquittés de tous les engagements que nous avons pris face à nos divers partenaires.

Nous avons réussi à mettre sur pied, malgré des moyens modestes, une programmation qui respectait toutes les orientations que nous nous étions données et qui atteignait toutes les clientèles que nous avons prises pour cible.

Nos choix stratégiques se sont avérés très pertinents et l'intérêt manifesté par le grand public et les clientèles spécialisées face aux activités que nous avons mises de l'avant en sont la démonstration éclatante.

Normalement, sur le grand nombre de projets initiés par le Bureau, on aurait pu s'attendre à ce que certains s'avèrent des échecs ou des demi-succès. En fait, tous les projets initiés par le Bureau se sont avérés de grands succès. Nous le devons dans une large mesure à nos partenaires qui nous ont apporté un soutien indéfectible mais, en premier lieu, nous le devons aux chargés de projet (Jean Simard, Hervé Anctil, Michel Morel, Marc Boulanger, Richard Filiatreault, Sylvain Brabant et Jacqueline Ascah) qui ont mis tout leur coeur dans cette Année internationale de la famille. À tous, nos sincères remerciements.

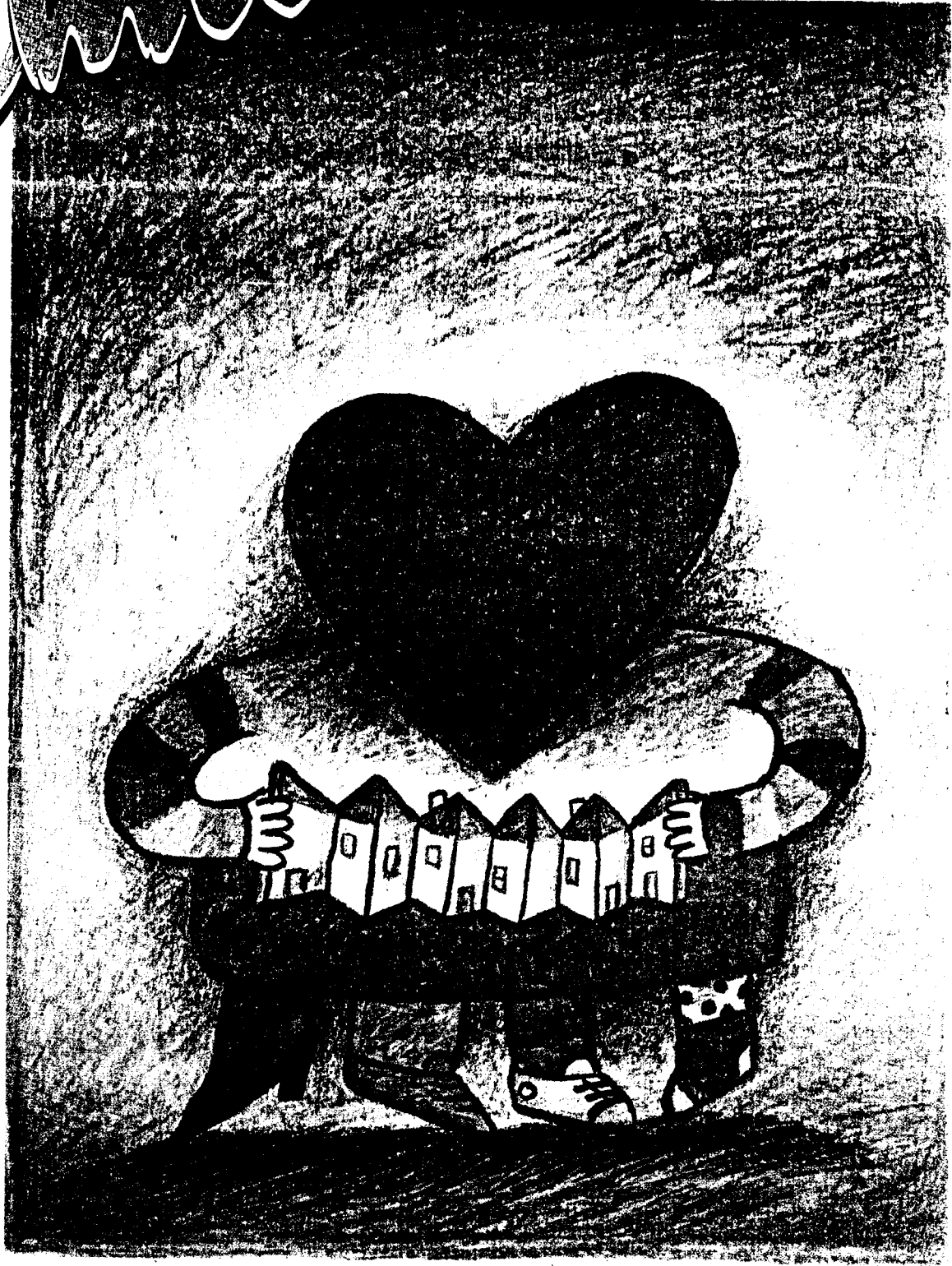
Le directeur de l'action nationale

Yvan Thériault

LA VIE

Hervé Anctil

Format familial



Année internationale de
la famille
BUREAU QUÉBÉCOIS
DE L'ANNÉE INTERNATIONALE
DE LA FAMILLE

Méridien

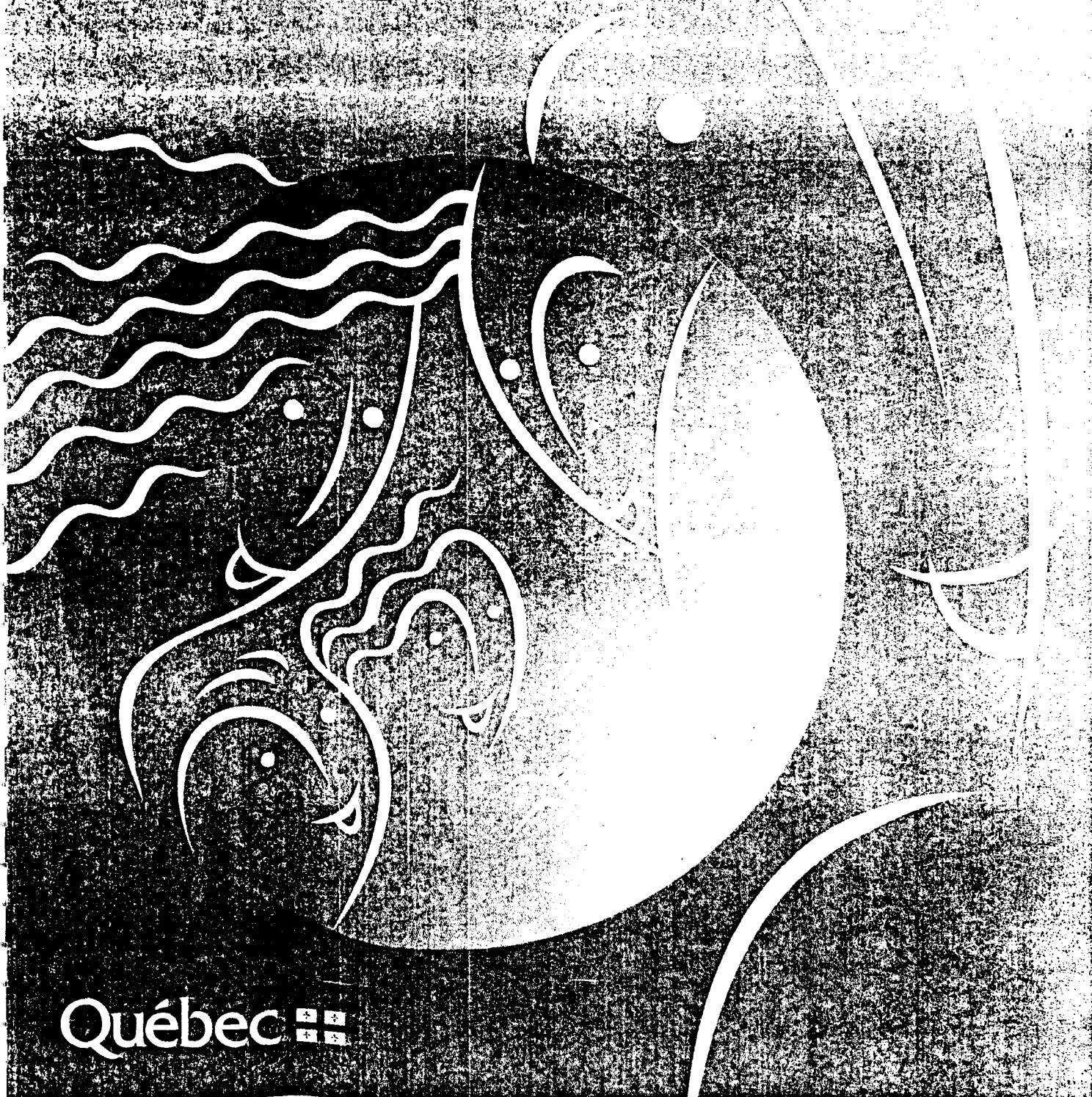
94. Copie du Plan stratégique 1995-1996 présenté au Conseil du trésor.

Réaliser les mesures prévues au troisième plan d'action en matière de politique familiale pour la période de 1995-1997.

La réponse à cette question est contenue dans *Familles en tête 1995-1997, plan d'action des partenaires en matière familiale*, mai 1995, 137 pages.

Familles en tête 1995-1997

*PLAN D'ACTION
DES PARTENAIRES
EN MATIÈRE FAMILIALE*



Québec 

95. Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du Trésor.

Processus d'élaboration du 3e plan d'action en matière familiale

L'élaboration du troisième plan d'action en matière familiale a profité du dynamisme engendré par l'Année internationale de la famille. En effet, le Secrétariat a opéré un virage important dans le processus d'élaboration du troisième plan d'action 1995-1997.

Contrairement aux deux premiers plans qui ne contenaient que des mesures de ministères et d'organismes gouvernementaux, le troisième plan d'action réunit des engagements de partenaires des secteurs privé et communautaire en plus des secteurs public et parapublic.

En janvier 1994, le Secrétariat à la famille diffusait à ses partenaires un document de réflexion *Familles en tête 1995-1997, les défis à relever* faisant l'état de situation des principales questions touchant les familles et proposant un certain nombre de défis à relever pour les prochaines années. Ces défis ont été discutés avec des partenaires de divers secteurs lors d'une rencontre tenue le 18 mars 1994. Chacun des participants et participantes a pu ainsi bonifier ces défis et en proposer de nouveaux.

Les partenaires ont été réunis au sein de six tables sectorielles provenant du mouvement familial, du monde municipal, du monde du travail, du réseau de l'éducation, du réseau de la santé et des services sociaux et du réseau gouvernemental.

L'ensemble des défis retenus a constitué les balises pour les travaux des six tables sectorielles qui ont été constituées pour la préparation des engagements dans leurs secteurs respectifs. Un comité de coordination, composé des présidents et présidentes des tables sectorielles, avait pour mandat d'assurer la liaison entre ces tables.

Forum sur la famille

Le Forum sur la famille qui a eu lieu en février 1995 visait à regrouper, dans une démarche de concertation, les partenaires socio-économiques, le mouvement familial et le gouvernement afin d'annoncer les engagements qui constituent le troisième plan d'action 1995-1997. Plus de 370 engagements ont été pris à cette occasion par plus de 65 organismes, dont 40 non gouvernementaux.

Ce plan d'action en matière familiale engage l'ensemble des grands intervenants dans un véritable projet de société pour les familles.

Prévisions budgétaires triennales du Secrétariat à la famille

1995-1996 :	1 496 200 \$
1996-1997 :	1 496 200 \$
1997-1998 :	1 496 200 \$